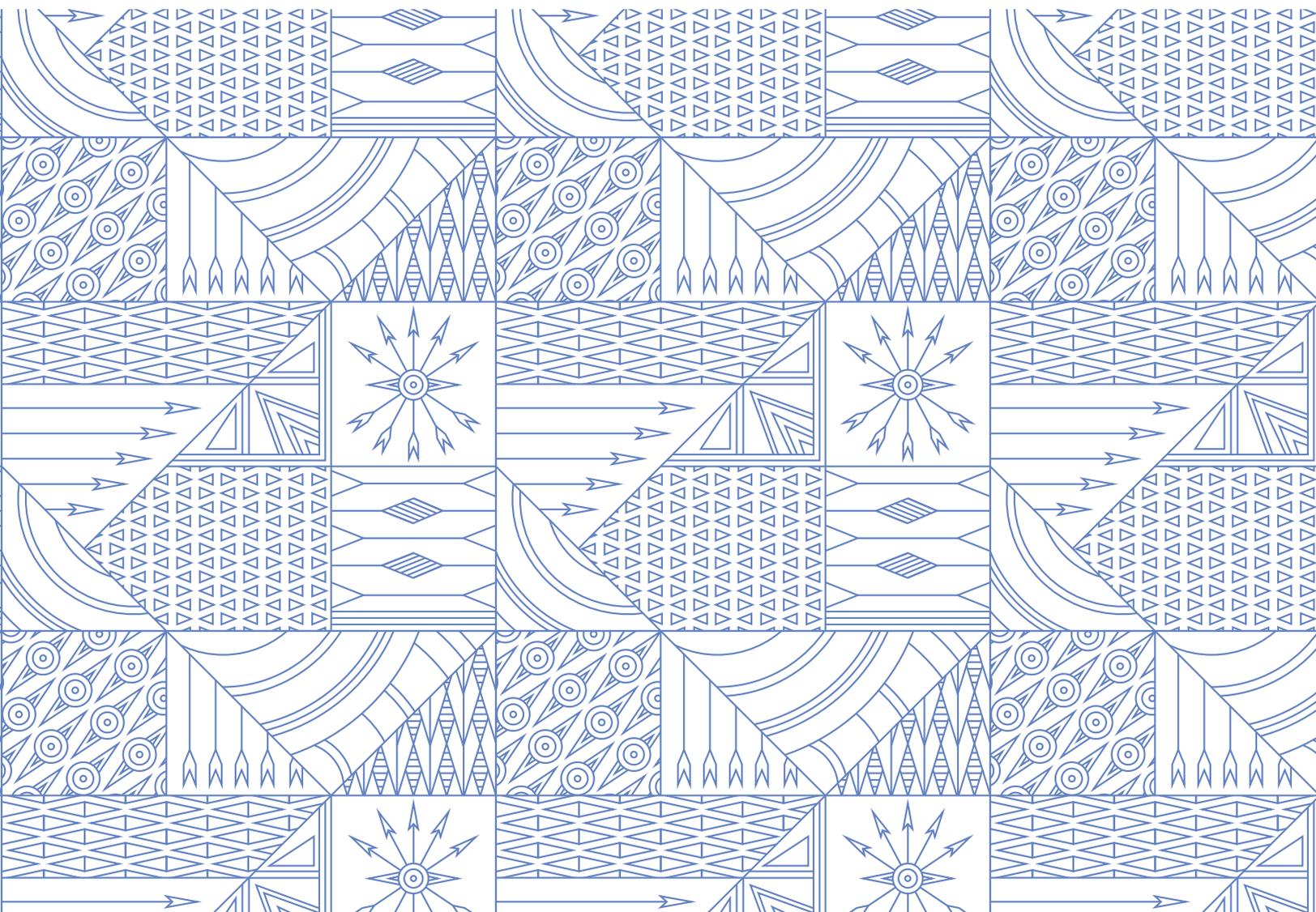




EDMOND
DE ROTHSCHILD

RAPPORT ANNUEL 2022

EDMOND DE ROTHSCHILD (SUISSE) S.A.



Sommaire

- 5 Message de l'actionnaire
- 6 Message du Comité exécutif

9 Gouvernement d'entreprise

- 9 Introduction
- 10 Structure du Groupe et actionariat
- 13 Structure du capital
- 15 Conseil d'Administration
- 24 Direction générale
- 32 Rémunérations, participations et prêts
- 35 Droits de participation des actionnaires
- 37 Prise de contrôle et mesures de défense
- 38 Organe de révision
- 39 Politique d'information

40 Groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. Rapport de gestion

- 40 Chiffres-clés
- 41 Développement durable 2021
- 43 Rapport du Conseil d'Administration
- 48 Rapport de l'organe de révision
- 50 Bilan consolidé
- 52 Compte de résultat consolidé
- 53 État des capitaux propres consolidés
- 54 Tableau des flux de trésorerie consolidé

90 Adresses

Message de l'actionnaire

La situation que nous connaissons aujourd'hui sur le plan géopolitique et économique est d'une complexité inédite. Guerre en Europe, perte de souveraineté énergétique, inflation, hausse des taux, urgence d'agir contre le réchauffement climatique : tout cela contribue à un scénario que les prévisionnistes appellent un « *perfect storm* ».

C'est dans ces situations que notre responsabilité est la plus grande. Céder au pessimisme ou à l'accablement n'est pas une option. Au contraire, puisque tout semble s'enliser et ralentir, il nous faut redoubler de détermination. Il nous faut mettre en place des solutions d'investissement de long terme avec un engagement fort, afin de faire notre part pour résoudre les problèmes actuels. C'est ce qui a toujours guidé notre famille au fil des générations.

Depuis de nombreuses années, c'est à cela que je consacre la plus grande part de mon énergie. C'est vers cette exigence d'impact que j'ai orienté le groupe Edmond de Rothschild. J'ai la conviction depuis longtemps qu'un investissement doit se juger à l'aune de sa performance financière, mais aussi à la lumière de ce qu'il apporte à la société. Ces deux critères sont les clefs d'une croissance durable.

Vous le savez, aux grandes annonces et aux plans généraux, nous préférons les initiatives concrètes et partagées, produisant des effets tangibles et mesurables sur l'économie réelle. Depuis plus de quinze ans, nos investissements et produits financiers répondent à ce que nous anticipons des grands enjeux environnementaux, sociaux et démographiques. Nous investissons pour rendre des sols industriels à l'habitat, pour l'éducation et la formation, pour des infrastructures vertes et sociales, pour des systèmes agroalimentaires qui n'épuisent pas les ressources, pour la rénovation de l'immobilier, pour les énergies renouvelables, pour le capital humain.

La préoccupation de l'impact est le cœur d'une stratégie qui unifie notre démarche et aligne nos intérêts avec ceux de nos clients et de nos partenaires. Plusieurs de nos expertises ont à ce titre mis en place des indicateurs de performance liés à la réalisation d'objectifs mesurables en termes d'impact. Il s'agit de responsabilité et de transparence.

En 2023, sous l'effet de la crise énergétique et de la reprise en main des politiques monétaires par les banques centrales, certains secteurs cycliques sont revenus sur le devant de la scène, attirant les flux d'investissements en quête de performance rapide. Ne nous y trompons pas. Dans ces moments-là, notre responsabilité nous commande de maintenir le cap et de ne pas sacrifier le long terme au profit de la spéculation. Ainsi, la priorité en 2023 sera pour nous d'accélérer encore les investissements permettant de lutter contre le réchauffement climatique, au moment où la recherche de profits immédiats pourrait les reléguer au second plan. Nous vous devons cette cohérence.

Mais cette crise est aussi une occasion historique de faire évoluer nos paramètres et nos méthodes, autant que notre regard et nos attentes. C'est pourquoi nous ne cesserons pas, en 2023, de nous placer à la pointe de la réflexion pour adapter la finance au monde tel qu'il va. Comprendre les attentes de nos clients dans un environnement perturbé restera notre préoccupation de chaque instant. Sans renoncer à nos convictions, nous serons plus que jamais à l'écoute du monde au moment où il a besoin de réponses pertinentes pour son avenir énergétique, environnemental, industriel, sanitaire.

Une fois de plus, nous serons prêts, avec nos collaborateurs et nos partenaires, à tenir notre rang de financier responsable. Je les remercie par avance de leur détermination. Nous savons combien cette responsabilité, en 2023, sera grande.

Je tiens à remercier nos clients, privés et institutionnels, qui, en nous confiant la gestion de leurs actifs, contribuent positivement à ces enjeux et investissent pour la création de valeur à long terme. La solidité de ce que nous avons construit et notre expérience des circonstances adverses me rend pleinement confiante dans notre capacité à appréhender, ensemble, l'avenir.



Ariane de Rothschild
Présidente du Conseil d'Administration
du groupe Edmond de Rothschild

Message du Comité exécutif

En 2022, la situation économique, géopolitique et sociétale a été marquée par des événements inattendus qui ont remis en question de nombreux acquis. Ces événements qui ont bouleversé les marchés financiers, ont conforté notre positionnement de maison d'investissement de convictions qui est resté pertinent face aux défis actuels exacerbés par la guerre en Ukraine. Qu'il s'agisse de repenser notre approvisionnement énergétique, de participer à la diversification des chaînes d'approvisionnement ou de contribuer à une plus grande résilience agroalimentaire, nous avons continué d'agir pour avoir un impact positif sur le monde qui nous entoure et d'innover constamment afin de créer de la valeur au bénéfice de nos clients.

La situation a été particulièrement difficile en Europe avec un conflit armé qui a perturbé les économies locales et mis en évidence des problèmes d'approvisionnement en énergie et le retard pris en matière de transition énergétique. Les Etats-Unis ont confirmé leur retour sur le devant de la scène de la croissance mondiale. Leur politique économique et le renchérissement des prix de l'énergie et des biens alimentaires ont poussé l'inflation à des niveaux record. La Réserve fédérale a réagi en augmentant les taux d'intérêt : c'est une bonne nouvelle pour la stabilité financière à moyen terme - la politique des taux négatifs étant un facteur d'instabilité, d'incertitude et d'inégalité - ainsi que pour la classe d'actif obligataire dans son ensemble qui va connaître une véritable renaissance.

Aujourd'hui, nous avons plusieurs raisons d'être optimistes. Tout d'abord, les signes de ralentissement de l'inflation sont déjà visibles. Le refroidissement de l'économie américaine par la Réserve fédérale ainsi que la levée des mesures sanitaires engendrent un recul de l'inflation. Or, la surchauffe américaine était un facteur évident de hausse des prix des biens à travers le monde. La contrepartie pourrait être une récession outre-Atlantique mais la demande y est tellement forte qu'elle restera soutenue. En Europe, la situation est plus incertaine car la Banque centrale européenne doit suivre les décisions de la Réserve fédérale engagée dans une démarche de hausse de taux. La Chine a, quant à elle, annoncé un assouplissement de sa politique de lutte contre le Covid, ce qui devrait entraîner une reprise de la croissance économique chinoise et mondiale.

Du côté des marchés financiers, nous avons été confrontés à la pire situation jamais observée depuis près d'un siècle que ce soit sur les marchés d'actions ou d'obligations. L'ensemble des classes d'actifs a terminé l'année en territoire négatif : les actions américaines et européennes clôturant 2022 à -18% et -9,5% dans leur devise respective quand les bons du Trésor américain perdaient près de 15% et le Bund allemand près de 6%.

Malgré cet environnement défavorable, plusieurs de nos expertises de gestion d'actifs liquides se sont distinguées par leur résilience en 2022. Ce fut le cas de façon transversale pour les actions thématiques ainsi que pour plusieurs segments obligataires à l'image de la dette financière ou de la dette High Yield. Nous avons également obtenu en 2022 des récompenses qui confirment à nouveau la qualité et la robustesse de nos performances : Quantalys nous a ainsi décerné le prix de la meilleure société de gestion pour l'ensemble de notre expertise actions tandis que le média H24 nous a remis le même trophée pour l'ensemble de notre gamme. Plusieurs de nos stratégies liquides ont également rencontré un fort succès auprès de nos clients. Ce fut le cas par exemple de EdR Fund Big Data qui a pu collecter près de 350 millions d'euros ou de EdR Fund US Value dont les actifs ont augmenté de 165 millions d'euros. L'année 2023 sera, quant à elle, consacrée à renforcer la singularité de notre offre de gestion active et de conviction et à consolider notre présence sur nos segments de croissance. Nous accorderons également une attention particulière à la qualité d'exécution de nos process d'investissements afin de continuer à satisfaire au mieux l'ensemble de nos clients.

Du côté des marchés privés, la plateforme a continué son évolution en 2022, avec une actualité riche concernant les trois métiers que sont l'immobilier, le private equity et la dette d'infrastructure. En private equity, nous avons ainsi poursuivi notre développement avec la double ambition de concilier rendement et impacts positifs au travers des solutions innovantes qui répondent aux défis actuels et futurs. Le lancement de notre stratégie dédiée à l'agri foodtech en est la preuve. En matière d'immobilier durable, nous continuons également à nous concentrer sur l'aspect social de cette classe d'actifs et son rôle dans la création d'une société plus inclusive. Enfin, notre expertise en matière d'infrastructures vertes évolue pour créer de nouvelles solutions qui accompagnent la transition énergétique. L'équipe a ainsi remporté cette année le prix prestigieux d'Infrastructure Asset Manager of the Year décerné par IJ Global dans la catégorie de la dette ESG, saluant son engagement en matière de finance durable. Le développement de ces expertises en 2023 passera nécessairement par la poursuite de l'innovation via des stratégies axées sur l'impact, le social et la transition énergétique mais également par la création de produits permettant de faciliter l'accès aux actifs réels.

L'activité de la banque privée, portée par une collecte dynamique, a été marquée par de nombreuses initiatives. Le lancement d'un mandat de gestion en private equity a permis à nos clients privés en France de diversifier leurs placements en alliant performance financière à long terme et ancrage dans l'économie réelle. Nous avons également continué à développer des expertises de niches pour nos clients les plus fortunés. C'est ainsi que nous avons obtenu le prestigieux Swiss WealthBriefing Award dans la catégorie « Meilleure Offre destinée aux Family Office ». Notre équipe dédiée au Corporate Finance, après une année record en 2021, a également confirmé sa dynamique en réalisant 60 transactions au cours de l'année 2022 dans un marché français du M&A Small & Mid cap en net recul par rapport à l'année précédente. En 2023, nous continuerons d'investir de manière soutenue dans nos systèmes d'informations afin de renforcer la digitalisation de nos processus, notre efficacité et la qualité de service rendue à nos clients. Enfin, en matière d'expansion géographique, convaincus du potentiel de croissance au Moyen-Orient, l'ouverture récente de notre bureau de Dubaï marque une nouvelle étape de notre engagement dans cette région.

L'année 2022 s'est achevée sur une belle victoire, celle du Maxi Edmond de Rothschild et de son skipper Charles Caudrelier lors de la Route du Rhum – destination Guadeloupe. C'est un exemple pour l'ensemble de notre Groupe et l'aboutissement d'une conviction et d'un programme associant audace, performance et détermination mené par le Gitana Team. Nous avons la conviction que 2023, grâce à la force de nos convictions et la dynamique de nos équipes, sera également porteuse de réussites, pour nous et pour l'ensemble de nos clients.

Nous remercions nos équipes pour leur engagement, ainsi que nos clients pour la confiance et la fidélité qu'ils nous accordent.

Le Comité exécutif

Gouvernement d'entreprise

Introduction

La présente section de notre Rapport annuel a été rédigée en conformité avec les exigences légales et réglementaires, notamment le Code suisse des Obligations et la Circulaire FINMA 16/1 « Publication – banques » du 28 octobre 2015 et son Annexe 4 « Gouvernance d'entreprise » (Circulaire FINMA 16/1 « Publication »). Cette Annexe 4 détermine quelles informations doivent être publiées par les banques en matière de gouvernance d'entreprise. La présente section s'inspire également du Code suisse de bonne pratique de la Fédération des entreprises suisses, Economiesuisse, dans sa version révisée de 2023, qui contient des standards en matière de gouvernement d'entreprise.

Les principales préoccupations à l'origine des réglementations susmentionnées sont liées à la limitation des risques économiques, ainsi qu'à la réputation et à la responsabilité de l'entreprise. La gouvernance d'entreprise est composée d'un ensemble de principes visant à assurer la transparence, la clarté de l'information et l'équilibre entre la Direction et le contrôle de l'entreprise à l'échelon le plus élevé, tout en respectant le pouvoir décisionnel et l'efficacité.

Les principales informations requises par la Circulaire FINMA 16/1 Publication figurent aux pages suivantes, ainsi que dans d'autres chapitres du présent Rapport, qui renvoient au cadre réglementaire interne d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., notamment aux Statuts (les « Statuts ») accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Rapports annuels, à l'adresse :

www.edmond-de-rothschild.com/fr/rapports-annuels-et-pilier-III.

1. Structure du Groupe et actionnariat

1.1. Structure du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. (le « Groupe »)

1.1.1. Présentation de la structure opérationnelle du Groupe

Conseil d'Administration

(au 31 décembre 2022 et jusqu'au 14 mars 2023)

Présidente

Baronne Benjamin de Rothschild¹

Vice-Président

Benoit Dumont

Secrétaire

Jean Laurent-Bellue

Membres

Katie Blacklock
Tobias Guldemann
Véronique Morali
Philippe Perles
Yves Perrier
Cynthia Tobiano¹

Comité d'audit et des risques

(composition antérieure au 26 avril 2023)

Président

Tobias Guldemann

Vice-Président

Benoit Dumont

Membres

Jean Laurent-Bellue
Philippe Perles

Conseil d'Administration

(à partir du 26 avril 2023, par décision de l'Assemblée générale d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. du 26 avril 2023)

Président

Yves Perrier²

Vice-Président

Philippe Perles²

Secrétaire

Jean Laurent-Bellue

Membres

Katie Blacklock
Benoit Dumont³
Tobias Guldemann
Véronique Morali

Comité de rémunération et de nomination

(composition antérieure au 26 avril 2023)

Président

Yves Perrier

Vice-Présidente

Baronne Benjamin de Rothschild

Membres

Katie Blacklock
Jean Laurent-Bellue
Philippe Perles

De plus amples informations concernant le Conseil d'Administration peuvent être consultées aux pages 15 et suivantes.

¹ Jusqu'au 14 mars 2023

² À compter du 26 avril 2023, date de l'Assemblée générale ordinaire d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

³ Benoit Dumont a assuré ad intérim la présidence du Conseil d'Administration jusqu'à l'Assemblée générale ordinaire d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. du 26 avril 2023

Comité exécutif

(au 31 décembre 2022 et jusqu'au 14 mars 2023)

Président

François Pauly¹
Chief Executive Officer Group

Membres

Philippe Cieutat
Chief Financial Officer

Benoit Barbereau
Chief Operating Officer

Christophe Caspar
Chief Executive Officer Asset Management,

Pierre-Etienne Durand
Chief Strategy Officer

Diego Gaspari
Chief Human Resources Officer

Hervé Ordioni²
Chief Executive Officer International Private Banking

Jean-Christophe Pernellet
Chief Risk Officer

Audit interne

Directeur

Emmanuel Rousseau

Comité exécutif

(à compter du 14 mars 2023)

Présidente

Baronne Benjamin de Rothschild³
Chief Executive Officer Group

Vice-Présidente

Cynthia Tobiano³
Deputy Chief Executive Officer Group

Membres

Philippe Cieutat
Chief Financial Officer

Benoit Barbereau
Chief Operating Officer

Christophe Caspar
Chief Executive Officer Asset Management

Pierre-Etienne Durand
Chief Strategy Officer

Diego Gaspari
Chief Human Resources Officer

Hervé Ordioni
Chief Executive Officer International Private Banking

Jean-Christophe Pernellet
Chief Risk Officer

Organe de révision

PricewaterhouseCoopers S.A.

De plus amples informations concernant le Comité exécutif peuvent être consultées aux pages 25 et suivantes.

¹ Jusqu'au 14 mars 2023

² À compter du 1^{er} juillet 2022, en remplacement de Michel Longhini

³ À compter du 14 mars 2023

1.1.2. Structure juridique d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. est une société anonyme de droit suisse et une banque autorisée, au sens de l'Art. 3 de la loi fédérale sur les banques (LB) du 8 novembre 1934, soumise, à la supervision de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers FINMA.

1.1.3. Structure juridique du Groupe

Les sociétés du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., consolidées par intégration globale, sont indiquées en pages 70 à 73 du présent rapport.

1.2. Participants significatifs et groupe de participants liés par des conventions de vote

	2022			2021		
	Nominal (en milliers CHF)	Taux de participation au capital (en %)	Taux de participation à l'ensemble des voix (en %)	Nominal (en milliers CHF)	Taux de participation au capital (en %)	Taux de participation à l'ensemble des voix (en %)
1.2 Participants significatifs et groupe de participants liés par des conventions de vote						
Actionnaires importants						
Edmond de Rothschild Holding S.A.	58'693,5	100,0	100,0	58'693,5	100,0	100,0

1) La totalité du capital-actions d'Edmond de Rothschild Holding S.A. est contrôlée directement ou indirectement par des membres de la famille Rothschild ou des employés du Groupe. La Baronne Edmond de Rothschild détient 16,86% du capital (6,77% des voix) de cette société, alors que l'hoirie du Baron Benjamin de Rothschild en détient 65,81% (89,84% des voix).

1.3. Participations croisées

Aucune participation croisée n'existe à ce jour.

2. Structure du capital

2.1. Capital social

	2022		
	Valeur nominale (milliers CHF)	Nombre de titres	Capital donnant droit au dividende (milliers CHF)
2.1 Capital social			
Actions nominatives entièrement libérées de CHF 100.- nominal	58'694	586'935	58'694
Total du capital social	58'694		

2.2. Indications spécifiques concernant le capital autorisé et conditionnel

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. ne possède pas de capital conditionnel ni de capital autorisé.

2.3. Modification du capital social

	En milliers de CHF	
	2022	2021
2.3 Capital social		
Actions nominatives entièrement libérées de CHF 100.- nominal	58'694	58'694
Total du capital social	58'694	58'694

2.4. Actions et bons de participation

Au 31 décembre 2022, le capital-actions d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. de CHF 58'693'500 est divisé en 586'935 actions de CHF 100, nominatives, liées selon les Statuts*, entièrement libérées.

À l'Assemblée générale, chaque action donne droit à une voix, quelle qu'en soit la valeur nominale (Art. 15 al. 1 des Statuts*). Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. n'a pas émis de bons de participation.

* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Rapports annuels, à l'adresse : www.edmond-de-rothschild.com/fr/rapports-annuels-et-pilier-III

2.5. Bons de jouissance

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. n'a pas émis de bons de jouissance.

2.6. Restrictions de transfert et inscriptions des « nominees »

2.6.1. Restrictions de transfert et dispositions régissant l'octroi de dérogations

Au terme de l'article 6 al. 4 des Statuts*, le Conseil d'Administration peut refuser le transfert d'actions nominatives ou la constitution d'usufruit sur celles-ci, en invoquant un juste motif eu égard au but social ou à l'indépendance économique de la société, notamment le maintien de son caractère familial. Le Conseil d'Administration peut par ailleurs refuser l'inscription au registre des actions si l'acquéreur ne déclare pas expressément qu'il reprend les actions à son propre nom et pour son compte propre (Art. 6 al. 5 des Statuts*). Le Conseil d'Administration peut enfin refuser l'inscription au registre des actions en offrant à l'aliénateur de reprendre les actions transférées pour le compte de la société, pour le compte d'autres actionnaires ou pour le compte de tiers, à leur valeur réelle au moment de la requête d'inscription (Art. 6 al. 7 des Statuts*).

Lorsque des actions nominatives sont acquises par succession, partage successoral, en vertu du régime matrimonial ou dans une procédure d'exécution forcée, le Conseil d'Administration ne peut refuser l'inscription au registre des actions que s'il offre de reprendre les actions en cause à leur valeur réelle (Art. 6 al.6 des Statuts* et Art. 685b al. 4 du Code des obligations).

2.6.2. Motifs de l'octroi de dérogations pendant l'exercice

Aucune dérogation n'a été octroyée durant l'exercice sous revue et aucune demande dans ce sens n'a été formulée.

2.6.3. Admissibilité des inscriptions de « nominees »

Selon l'article 6 des Statuts*, il n'existe pas de clauses de pourcentage ni de dispositions statutaires dérogeant aux règles mentionnées au point 2.6.1. en lien avec l'inscription de « nominees ».

2.6.4. Procédure et conditions auxquelles les restrictions de transfert peuvent être levées

Toute modification des dispositions statutaires relatives aux restrictions de transfert des actions nominatives (Art. 6 des Statuts*) doit être approuvée au minimum par deux tiers des voix représentées à l'Assemblée générale et par la majorité absolue des valeurs nominales des actions représentées (Art. 15 al. 5 des Statuts* et Art. 704 al. 1 ch. 3 du Code des obligations).

2.7. Emprunts convertibles et options

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. n'a pas émis d'emprunts convertibles ni d'options.

* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Rapports annuels, à l'adresse : www.edmond-de-rothschild.com/fr/rapports-annuels-et-pilier-III

3. Conseil d'Administration

3.1. Membres du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration comprenait neuf membres au 31 décembre 2022¹ qui n'exercent, conformément à la pratique bancaire, aucune fonction exécutive au sein de l'entreprise, étant précisé que certains administrateurs ont exercé une fonction de direction dans le Groupe.

Baronne Benjamin de Rothschild²

Présidente, Française, 1965

Yves Perrier³

Membre, Français, 1954

Formation

Diplômé de l'ESSEC
Expert-comptable

Parcours professionnel

- 1977 Chargé de Mission dans des cabinets d'audit et de conseil E. Salustro. PA Consulting
- 1987-1999 Société Générale - Diverses fonctions et notamment Directeur financier de 1995 à 1999
- 1999-2003 Crédit Lyonnais - Membre du Comité exécutif en charge des Finances, des Risques et de l'Audit
- 2003-2021 Crédit Agricole
 - Membre du comité exécutif de Crédit Agricole SA (2003-2021)
 - Directeur général délégué de Calyon (devenu CACIB) (2000-2007)
 - Président directeur général de CAAM devenu AMUNDI en 2010 (2007-2021)
 - Directeur général adjoint de Crédit Agricole SA (2015-2021) en charge du pôle Epargne et Immobilier
 - Président du Conseil d'Administration d'AMUNDI (depuis mai 2021)

Fonction actuelle

Président du Conseil d'Administration d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.³

Mandats d'administrateur

- depuis 2015 PARIS EUROPLACE
Vice-Président du Conseil d'Administration
- depuis 2020 Fondation de France
Membre du Conseil d'Administration et Trésorier
- depuis 2021 AMUNDI - Président du Conseil d'Administration⁴
- depuis 2021 YP Conseil - Président du Conseil d'Administration
- depuis 2021 FIMALAC - Membre du Conseil d'Administration
- depuis 2021 Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.
Membre du Conseil d'Administration et
Président du Comité de rémunération et de nomination
- depuis 2021 Edmond de Rothschild Holding S.A.
Membre du Conseil d'Administration

Benoit Dumont⁵

Vice-Président, Belge, 1952

Formation

- 1974 Diplôme d'ingénieur commercial, Ecole de Commerce Ernest Solvay, Université Libre de Bruxelles
- 1984 Master Finance et Economie, Ecole de Commerce Ernest Solvay, CEPAC, Université Libre de Bruxelles

Parcours professionnel

- 1977-1980 J.P. Morgan, Bruxelles
- 1980-1995 Euroclear Operation Center, Bruxelles
- 1995-1999 J.P. Morgan, New York
- 1999-2007 J.P. Morgan Suisse SA, Genève, CEO

Mandats d'administrateur

- depuis 2005 J.P. Morgan Private Bank Funds, Luxembourg
Membre du Conseil d'Administration
- depuis 2007 J.P. Morgan Suisse SA, Genève
Président du Conseil d'Administration et membre du Comité d'audit et des risques
- depuis 2013 Holding Benjamin et Edmond de Rothschild, Pregny SA
Membre du Conseil d'Administration, du Comité d'audit et du Comité de rémunération
- depuis 2013 Edmond de Rothschild Holding SA
Vice-Président du Conseil d'Administration
- depuis 2014 Equatex S.A., Zurich
Vice-Président du Conseil d'Administration
Président du Comité d'audit, des risques et de conformité
- depuis 2016 British School de Bruxelles
Membre du Conseil des Trustees
- depuis 2019 Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.
Vice-Président du Conseil d'Administration et
du Comité d'audit et des risques
- depuis 2021 Edmond de Rothschild (Europe)
Membre du Conseil d'Administration et
du Président du Comité d'audit et des risques
- depuis 2022 Fondation Robert
Membre du Finance Committee

¹ Sept membres depuis le 14 mars 2023

² Administratrice Présidente jusqu'au 14 mars 2023, date à laquelle elle est devenue CEO de la société. Les données personnelles de la Baronne Benjamin de Rothschild peuvent être consultées sous la section « Direction générale »

³ À compter du 26 avril 2023, date de l'Assemblée générale ordinaire d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

⁴ Jusqu'en mai 2023

⁵ Benoit Dumont a assuré ad intérim la présidence du Conseil d'Administration jusqu'à l'Assemblée générale ordinaire d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. du 26 avril 2023

Jean Laurent-Bellue

Secrétaire, Français, 1951

Formation

1974	Institut d'Études Politiques de Paris
1975	Licence es Lettres et Maîtrise de droit
1977	MBA HEC

Parcours professionnel

1978-1980	Groupe Compagnie du Midi, Attaché de Direction
1980-1987	Institut de Développement Industriel (IDI), contrôleur de gestion puis chargé de mission sur des dossiers de prises de participations industrielles et de gestion de portefeuilles de participations
1987-1999	Groupe Crédit Commercial de France : différentes fonctions dans les métiers de Corporate Finance et de Private Equity : - 1987-1999 : Responsable des opérations d'investissement - 1993 : Directeur général de Nobel, Directeur Central du CCF et membre du Comité de Direction de la Banque - 1994-1998 : Responsable du Corporate Finance, à Paris et à Londres (Charterhouse Bank) - 1998-1999 : Responsable du Private Equity, à Paris et à Londres (Charterhouse Development Capital)
2000-2004	Groupe Crédit Lyonnais, membre du Directoire Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque, Membre du Directoire, Edmond de Rothschild Corporate Finance, Président du Directoire
2009-2011	Directoire de la Compagnie Financière Saint Honoré en tant que Secrétaire général et Président du Conseil de surveillance d'Edmond de Rothschild Corporate Finance
2011-2013	Directeur général d'Edmond de Rothschild Holding S.A.
2011-2017	Secrétaire général Groupe

Mandats d'administrateur

1999-2022	KPMG Associés, Paris Membre du Conseil de surveillance ¹⁾
2005-2022	KPMG S.A., Paris Membre du Conseil de surveillance ¹⁾
depuis 2011	Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. Membre et Secrétaire du Conseil d'Administration, Membre du Comité d'audit et des risques et du Comité de rémunération et de nomination (Vice-Président de 2019 à 2022)
depuis 2011	Edmond de Rothschild S.A. Membre du Conseil d'Administration
depuis 2011	Edmond de Rothschild (France) Membre du Conseil de surveillance (Vice-Président dès 2021) et Président du Comité d'audit et du Comité des risques (depuis 2015)
depuis 2014	Holding Benjamin et Edmond de Rothschild, Pregny SA Membre du Conseil d'Administration et Président du Comité d'audit (dès 2021)
depuis 2014	Fondation Actions-Addictions Membre du Conseil d'Administration
depuis 2015	Edmond de Rothschild Holding SA Membre du Conseil d'Administration
depuis 2015	Rotomobil SA Membre du Conseil d'Administration
depuis 2019	Edmond de Rothschild (Monaco) Vice-Président du Conseil d'Administration et Président du Comité d'audit et des risques (Président du Conseil d'Administration du 20 juillet 2021 au 24 mars 2022)

1) Jusqu'au 31 décembre 2022.

Katie Blacklock

Membre, Britannique, 1973

Formation

1991	Huddersfield New College
1996	Jnt Hons French & German 2 :1 Queen's College - Oxford
1999	PGDip en analyse d'investissements University of Stirling

Parcours professionnel

1996-2000	Stewart Ivory, Gérant de portefeuille
2000-2003	American Express Asset Management, Gérant de portefeuille
2003-2011	Nevsky Capital, Co-Fondatrice d'un fonds EM Hedge Fund de \$7Mds
2011	Sloane Robinson, Consultant

Mandats d'administrateur

depuis 2016	Edmond de Rothschild Asset Management (France) Membre du Conseil de surveillance
depuis 2019	Membre du Comité d'audit et des risques
depuis 2016	Edmond de Rothschild Asset Management (Luxembourg) Membre du Conseil d'Administration
depuis 2019	Sarasin & Partners' CAIF Combined Advisory Committee Directeur du Conseil
depuis 2019	M&G plc With Profits Committee Directeur du Conseil
depuis 2019	Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. Membre du Conseil d'Administration et du Comité de rémunération et de nomination
depuis 2021	Health Foundation Membre du Conseil d'Administration, du Comité d'investissement et d'audit et des risques

Tobias Guldimann

Membre, Suisse, 1961

Formation

1976-1980	Ecoles à Zurich
1980-1986	Licence en Sciences économiques Université de Zurich, Suisse
1986-1990	Doctorat à l'Université de Zurich, Suisse. "Planification pour l'audit interne des banques orientée risque"

Parcours professionnel

1980-1986	Travaux réguliers à temps partiel en tant que programmeur commercial (solutions informatiques pour des PME)
1986-1990	Auditeur du système informatique, Département Audit Interne, Credit Suisse, Zurich
1990-1996	Directeur, différentes fonctions dans la division de négoce (produits dérivés, nouvelles émissions, trésorerie mondiale), Credit Suisse, Zurich
1998-2004	Directeur adjoint des risques, Credit Suisse Group AG, Zurich
2002-2004	Directeur de la gestion des risques stratégiques, Credit Suisse, Services financiers, Zurich
2005-2006	Membre du Conseil d'Administration et du Comité risques, Winterthur Insurance
2006-2009	Directeur de la gestion des risques stratégiques de la banque privée, Credit Suisse AG
2002-2013	Membre du Conseil d'Administration de CSI / CSSEL, Londres
2004-2013	Directeur des risques et membre du Conseil exécutif, Credit Suisse AG, Zurich
2015-2016	Auditeur principal indépendant pour l'audit spécial sur le programme d'assainissement d'UBS lié à sa manipulation du marché des changes, FINMA

Mandats d'administrateur

depuis 2005	Fondation Hans Huber, Bâle Membre du Conseil de surveillance
depuis 2007	Fondation S. Eustachius, Winterthur Membre du Conseil de surveillance
depuis 2010	Musée des arts de Winterthur Membre du Conseil de surveillance (Président depuis 2016)
depuis 2015	Fedafin AG Président et Membre du Conseil d'Administration
depuis 2017	Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. Membre du Conseil d'Administration et du Comité d'audit et des risques (Président dès 2022)
depuis 2021	Edmond de Rothschild (Monaco) Membre du Conseil d'Administration et du Comité d'audit et des risques

Véronique Morali

Membre, Française, 1958

Formation

Sciences Po (1980) et l'ESCP (1983), une maîtrise en droit des affaires (1982)
Intégration de l'ENA (1986) et de l'Inspection Générale des Finances (1990)

Parcours professionnel

1990-2007 Fimalac, Directeur général

Fonctions actuelles

depuis 2008 Fimalac Développement (Luxembourg), Présidente
depuis 2013 Webedia (pôle digital de Fimalac), Présidente du Directoire
depuis 2016 Webco SAS, Directeur général
depuis 2018 Fimalac, Vice-Présidente du Comité Exécutif

Mandats d'administrateur

depuis 2009 Edmond de Rothschild (France)
Membre du Conseil de surveillance, du Comité d'audit, du Comité des risques et du Comité des rémunérations

depuis 2016 Fondation Nationale des Sciences Politiques
Membre du Conseil d'Administration

depuis 2020 Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.
Membre du Conseil d'Administration

depuis 2021 Fimalac
Membre du Conseil d'Administration

depuis 2021 Lagardère
Membre du Conseil d'Administration et Comité d'audit
Membre d'établissements ou d'associations d'intérêt général :

depuis 2016 Association Le Siècle
Membre

depuis 2018 Association Force Femmes
Présidente

Philippe Perles

Membre, Suisse et Français, 1961

Formation

- 1986 Diplôme en sciences commerciales et industrielles, Université de Genève
- 1994 Centre international d'études monétaires et bancaires

Parcours professionnel

- 1993-1995 Crédit Lyonnais (Suisse) SA, Genève
Membre du Directoire
Membre du Comité d'allocations d'actifs et d'investissements à Genève pour la politique d'investissements internationaux de la banque
Gestionnaire de fonds internationaux
- 1995-2000 Beldex SA, Genève, Directeur général, responsable du développement commercial
- 2000-2003 Sherwood Alliance SA, Genève, Directeur, responsable du développement commercial et produits
- 2003-2005 Geneva Business Consulting Sàrl, Genève
Directeur associé, responsable du développement commercial et produits
- 2010-2011 Novel Management Services, Genève
Directeur associé, responsable du développement commercial et produits
- 2012-2015 Satocao LDA, Sao Tomé-et-Principe,
Fondateur et Directeur général

Fonction actuelle

- depuis 2005 Noveo Conseil SA, Genève, Paris, Luxembourg
Fondateur et Directeur associé, responsable du développement commercial et produits

Mandats d'administrateur

- depuis 2002 Association romande des Intermédiaires financiers (ARIF)
Membre du Conseil d'Administration
- depuis 2015 Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.
Membre du Conseil d'Administration
- depuis 2018 Membre du Comité de rémunération et de nomination
- depuis 2021 Membre du Comité d'audit et des risques
- depuis 2016 Bedrock Holdings SA
Membre du Conseil d'Administration
- depuis 2018 Hyposwiss Private Bank Genève SA
Membre du Conseil d'Administration et du Comité d'audit et des risques
- depuis 2019 Inoks Capital SA
Membre du Conseil d'Administration
- depuis 2020 Organisme de Surveillance des Instituts Financiers (OSIF)
Président du Conseil d'Administration
- depuis 2021 Rsdn SA
Associé - Fondateur
- depuis 2022 Bedrock SA
Membre du Conseil d'Administration

Cynthia Tobiano¹

Membre, Française, 1976

Aucun membre du Conseil d'Administration n'a entretenu de relations d'affaires étroites avec l'émetteur ou une société du même groupe.

¹ Administratrice jusqu'au 14 mars 2023, date à laquelle elle est devenue Deputy CEO de la société. Les données personnelles de Cynthia Tobiano peuvent être consultées sous la section « Direction générale ».

3.2. Autres activités et groupements d'intérêt

Pour connaître les autres activités et les intérêts des membres du Conseil d'Administration, il convient de se référer à leurs données personnelles apparaissant à la section 3.1.

3.3. Dispositions statutaires relatives au nombre de fonctions admises

Les Statuts* d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. ne prévoient pas de nombre maximum de mandats externes pouvant être exercés par les administrateurs.

3.4. Élection et durée du mandat

L'Assemblée générale élit le Président (Art. 9 ch. 3 des Statuts*) et les membres du Conseil d'Administration (Art. 9 ch. 2 des Statuts*). La durée des fonctions des administrateurs est d'un an, quel que soit l'âge de l'administrateur, s'achevant à la fin de l'Assemblée générale ordinaire qui suit leur élection (Art. 19 al. 1 et 19bis al. 2 des Statuts*). Une réélection est toutefois possible. Le Règlement d'organisation interne de la Banque (« Règlement interne »), à son article 3.1.1.2, prévoit une limite d'âge, pour être élu en tant qu'administrateur, fixée à 75 ans le jour de leur élection.

La Banque prévoit également dans ses Statuts* que les membres du Comité de rémunération et de nomination sont élus individuellement pour un mandat d'un an, comme le sont le Président et les membres du Conseil d'Administration.

L'âge moyen des administrateurs était de 61 ans au 31 décembre 2022. Il est de 63 ans depuis le 14 mars 2023.

La durée du mandat des membres actuels du Conseil d'Administration est la suivante :

Administrateurs	Membre du CA depuis :	Fin du mandat :
M. Yves Perrier [#]	2021	2023
M. Benoit Dumont [#]	2019	2023
Mme Katie Blacklock [#]	2019	2023
M. Jean Laurent-Bellue [#]	2011	2023
M. Tobias Guldemann [#]	2016	2023
Mme Véronique Morali [#]	2020	2023
M. Philippe Perles [#]	2015	2023

[#] Remplissent les critères d'indépendance de la circulaire - FINMA 2017/01 « Gouvernance d'entreprise - banques » au 31 décembre 2022.

3.5. Organisation interne

Le Règlement interne actuel de la Banque prévoit notamment ce qui suit :

1. en préambule, la Banque déclare qu'en plus de son activité principale de banque de gestion de fortune et de négociant en valeur mobilière, elle exerce une activité de Maison Mère d'un groupe bancaire et financier, tel que défini dans la législation et la réglementation bancaire suisse. Il en résulte un élargissement des tâches et des compétences de chaque organe de la Banque (Art. 2.1. du Règlement interne) ;
2. pour chaque organe, la Banque définit dans ses Statuts* et son Règlement interne les exigences générales de compétences, d'expérience, de diligence, de disponibilité, de fidélité et d'indépendance (Art. 22 des Statuts* et Art. 1.4. et 3 du Règlement interne) ;
3. la Banque rappelle que les membres de ses organes doivent organiser leurs rapports personnels et professionnels de manière à éviter autant que faire se peut tout conflit d'intérêts avec la Banque et le groupe bancaire et financier, dont elle est la Maison Mère (Art. 3.1.1.7., 3.2.1.6., 3.3.1.6., 3.4.1.5. du Règlement interne) ;

* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Rapports annuels, à l'adresse : www.edmond-de-rothschild.com/fr/rapports-annuels-et-pilier-III

4. tant pour elle-même que pour le groupe bancaire et financier, dont elle est Maison Mère, la Banque dispose d'un Comité d'audit et des risques et d'un Audit interne, dont les tâches et les compétences sont définies dans le Règlement interne aux articles 3.3.2. et 4.2. Elle dispose également, d'une fonction Compliance et d'une fonction Contrôle et Gestion des risques (Art. 2.3.1. et 3.1.2 du Règlement interne) ;
5. la Banque consolide les systèmes de contrôle interne, de gestion de l'information et de reporting (Art. 3.4.2. III. du Règlement interne), ainsi que de gestion des risques (Art. 2.3.1., 3.1.2., 3.3.2., 3.4.2. IV. du Règlement interne) ;
6. enfin, dans un document annexé au Règlement interne, le Conseil d'Administration de la Banque définit les compétences en vigueur en matière de crédits attribuées aux organes, ainsi qu'au Comité des Crédits et aux responsables du Département concerné et à ses subordonnés.

3.5.1. Répartition des tâches au sein du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration, qui se compose de sept membres depuis le 14 mars 2023¹, est présidé par Monsieur Yves Perrier. Messieurs Benoît Dumont et Jean Laurent-Bellue occupent respectivement les fonctions de Vice-Président et de Secrétaire. La composition complète du Conseil d'Administration apparaît en page 10. Le Conseil d'Administration fonctionne comme organe collégial. Les décisions sont prises à la majorité des administrateurs présents (art. 3.1.1.3. du Règlement interne et 20 des Statuts* En cas d'égalité des voix, celle du Président est prépondérante (Art. 20 des Statuts*). À titre exceptionnel, les décisions du Conseil d'Administration peuvent également être prises par voie de circulation en la forme prévue par le Règlement interne (Art. 3.1.1.3).

Le Président du Conseil a les devoirs et les prérogatives prévus dans la loi, les Statuts* et le Règlement interne (Art. 3.1.1.9. du Règlement interne).

Le Président doit être informé régulièrement par le Président du Comité exécutif sur la marche des affaires et la situation de la Banque et de ses filiales (Art. 3.1.1.9. du Règlement interne).

Si le Président du Comité exécutif hésite à considérer une affaire comme étant de la compétence dudit Comité, ils soumettent la question au Président du Conseil, qui décide si l'affaire est du ressort du Comité exécutif ou du Conseil (Art. 3.1.1.9. du Règlement interne).

En cas d'absence du Président, ses fonctions sont exercées par le Vice-Président du Conseil ou, à défaut, par le doyen d'âge (Art. 3.1.1.9. du Règlement interne).

3.5.2. Composition, attributions et délimitation des compétences de tous les comités du Conseil d'Administration

Conformément aux Statuts* et au Règlement interne de la Banque lui permettant de constituer en son sein divers comités auxquels il peut confier des tâches de surveillance ou de direction supérieure, le Conseil d'Administration dispose d'un Comité d'audit et des risques, d'un Comité de rémunération et de nomination.

Le Comité d'audit et des risques

En vertu du Règlement interne, le Conseil d'Administration a délégué au Comité d'audit et des risques, composé d'au minimum trois membres tous issus du Conseil d'Administration, une partie de ses pouvoirs, notamment ceux d'assurer la liaison entre la société d'audit externe et le Conseil d'Administration en vue de superviser les activités de l'Audit interne, de la fonction compliance et de la fonction de contrôle et de gestion des risques. Le Conseil d'Administration a désigné quatre de ses membres, soit Messieurs Tobias Guldemann (Président), Benoît Dumont (Vice-Président), Jean Laurent-Bellue et Philippe Perles, pour faire partie du Comité d'audit et des risques. Par ailleurs, Madame Li Yin Adrien exerce les fonctions de Secrétaire non membre.

Les membres précités répondent tous aux exigences d'indépendance, au sens de la circulaire FINMA 2017/01, cm 17, et présentent les compétences et l'expérience nécessaires.

Le Comité de rémunération et de nomination

En vertu des Statuts* (Art. 23) et du Règlement interne (Art. 3.2.1.1.), le Conseil d'Administration a délégué au Comité de rémunération et de nomination, composé d'au minimum trois membres, tous issus du Conseil d'Administration, une partie de ses pouvoirs, dont (i) établir un règlement sur la rémunération, (ii) approuver l'enveloppe des salaires et des rémunérations variables des collaborateurs de la Banque, (iii) après consultation du CEO, faire des propositions au Conseil d'Administration quant aux rémunérations des membres du Comité exécutif et (iv) soumettre des propositions au Conseil d'Administration quant aux rémunérations des administrateurs pour les activités déployées en cette qualité et en qualité

¹ Neuf membres au 31 décembre 2022

* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Rapports annuels, à l'adresse : www.edmond-de-rothschild.com/fr/rapports-annuels-et-pilier-III

de membre des comités du Conseil d'Administration. Les propositions portant sur les rémunérations visées aux chiffres (iii) et (iv) sont arrêtées par le Conseil d'Administration puis soumises à l'approbation de l'Assemblée générale sous forme de vote (art. 9 ch. 5 et 6 des Statuts*).

En 2022, le Conseil d'Administration a désigné cinq membres, soit Monsieur Yves Perrier (Président), la Baronne Benjamin de Rothschild (Vice-Présidente)¹, Madame Katie Blacklock, Messieurs Jean Laurent-Bellue et Philippe Perles, pour faire partie du Comité de rémunération et de nomination.

Les compétences essentielles (préparatoires, consultatives et décisionnelles) du Comité précité figurent dans le Règlement interne et les Statuts*.

3.5.3 Méthode de travail du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration se réunit périodiquement et tient si nécessaire des séances extraordinaires. En 2022, le Conseil d'Administration s'est réuni huit fois. La durée moyenne des séances du Conseil d'Administration est d'une demi-journée. Le Conseil d'Administration de la Banque opère sur la base de dossiers préparés par son Secrétariat. Les séances du Conseil d'Administration font l'objet de procès-verbaux dûment numérotés et signés conjointement par le Président et le Secrétaire. Elles se déroulent, en principe, selon un ordre du jour fixe qui couvre notamment les sujets suivants :

1. Lecture et approbation du procès-verbal de la séance précédente ;
2. Intervention du Président du Conseil d'Administration ;
3. Rapport d'activité du CEO ;
4. Rapport d'activité du CFO ;
5. Rapport d'activité des Responsables de Banque Privée ;
6. Rapport d'activité du Responsable de l'Asset Management ;
7. Rapport d'activité du COO ;
8. Rapport du Responsable Risques, Legal & Compliance ;
9. Rapport du Comité d'audit et des risques ;
10. Rapport du Comité de rémunération ;
11. Intervention(s) des administrateurs indépendants ;
12. Divers.

3.6. Compétences

Le Conseil d'Administration est l'organe responsable de la Direction supérieure, de la surveillance et du contrôle de la Banque. En vertu de la loi et des Statuts*, il a les pouvoirs les plus étendus pour la gestion des affaires sociales.

Il dispose notamment des attributions inaliénables et intransmissibles mentionnées à l'article 22 des Statuts*, soit : a) examiner et préparer les propositions à soumettre à l'Assemblée générale et exécuter ses décisions ; b) édicter les instructions et règlements d'organisation nécessaires concernant la gestion de la Banque et la délimitation des compétences des différents organes ; c) décider de toutes les affaires qui, selon le règlement interne, sont réservées à la compétence du Conseil d'Administration ; d) nommer et révoquer les membres du Comité exécutif et les personnes chargées de la gestion et de la représentation de la société ; e) désigner l'institution de révision prévue par la Loi fédérale sur les banques et les caisses d'épargne ; f) fixer les principes de la comptabilité et du contrôle financier, ainsi que le plan financier et établir le rapport de gestion ; g) examiner les rapports de révision de l'institution de révision ; h) statuer sur toutes les affaires qui, d'après la loi et les Statuts*, n'entrent pas dans les compétences de l'Assemblée générale ou d'un autre organe ; i) exercer la haute surveillance sur les personnes chargées de la gestion pour s'assurer notamment qu'elles observent la loi, les Statuts*, les règlements et les instructions données ; j) informer la FINMA en cas de surendettement.

Outre les attributions qui sont définies à l'article 22 des Statuts*, le Conseil est compétent pour décider de toutes les affaires qui lui sont réservées à l'article 3.1.2 du Règlement interne, notamment (i) la définition des objectifs de la politique générale et de la stratégie, (ii) l'organisation, l'administration, la surveillance et le contrôle du groupe EdR (Suisse) et du groupe EdR, (iii) la constitution, l'acquisition, la liquidation et la vente de sociétés filiales et/ou de participations, (iv) la désignation des candidats au poste de Président et membres du Conseil d'Administration à proposer pour élection à l'Assemblée générale, (v) la nomination, la révocation et la détermination de l'étendue des pouvoirs des membres du Comité exécutif, ainsi que des personnes chargées de la gestion et de la représentation de la Banque, (vi) la nomination et la révocation du responsable de l'Audit interne de la Banque, sur préavis du Comité d'audit et des risques, (vii) l'approbation des budgets de la Banque, du groupe EdR (Suisse) et du groupe EdR, (viii) l'approbation des comptes annuels de la Banque et des comptes consolidés du groupe EdR (Suisse) et leur soumission à l'Assemblée générale en vue de leur adoption, ainsi que la proposition d'affectation du résultat, (ix) la planification des fonds propres et des

¹ Jusqu'au 14 mars 2023

* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Rapports annuels, à l'adresse : www.edmond-de-rothschild.com/fr/rapports-annuels-et-pilier-III

liquidités de la Banque, du groupe EdR (Suisse) et du groupe EdR, (x) l'instauration et la surveillance d'un système de contrôle interne approprié, (xi) l'approbation du Plan d'audit de l'Audit interne après examen par le Comité d'audit et des risques, (xii) la surveillance des communications légales et réglementaires à la FINMA, à la Banque Nationale Suisse (BNS) et aux autres autorités, (xiii) l'octroi de crédits ou des engagements lorsqu'ils dépassent les compétences du Comité exécutif, (xiv) l'approbation de l'introduction ou du retrait de demandes judiciaires, des transactions judiciaires ou extrajudiciaires lorsqu'elles dépassent les compétences du Comité exécutif, (xv) le provisionnement de toute perte potentielle qui dépassent les compétences du Comité exécutif, (xvi) l'externalisation de toute fonction essentielle, au sens de la circulaire FINMA sur l'outsourcing (Circulaire FINMA 2018/3) et de toute autre réglementation applicable.

En s'appuyant sur ses Comités, le Conseil est ainsi compétent, selon l'article 3.1.2 du Règlement interne, pour fixer la stratégie générale de la Banque et du Groupe, arrêter les principes d'organisation, de management et de contrôle et veiller à leur application. Il exerce une surveillance consolidée sur l'ensemble des entités suisses et étrangères qui forme le groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. Le Conseil d'Administration a délégué au Comité exécutif la gestion quotidienne des affaires sociales de la Banque (*voir chapitre 4*).

Les compétences du Conseil d'Administration et de ses Comités sont clairement définies dans les Statuts* et le Règlement interne de la Banque.

En outre, la surveillance consolidée des activités du groupe EdR est déléguée depuis le 14 mars 2019 à EdR (Suisse), conformément à une décision du Conseil d'Administration d'EdR (Holding) S.A. Dans ce cadre, les tâches et responsabilités de la haute direction, au sens de la « Circulaire FINMA 2017/01 Gouvernance d'entreprise – banques », sont déléguées au Conseil d'Administration d'EdR (Suisse) et les tâches et responsabilités de la Direction au Comité exécutif d'EdR (Suisse). Edmond de Rothschild Holding SA demeure en charge de la supervision de cette délégation de la surveillance consolidée des activités du groupe Edmond de Rothschild.

3.7. Instruments d'information et de contrôle

Description du reporting du Comité exécutif

À chacune des séances du Conseil d'Administration, le CEO et/ou d'autres membres du Comité exécutif exerçant les fonctions de CFO, Responsables Banque Privée, Asset Management, Risques, Legal & Compliance et COO rendent compte des principales décisions prises par le Comité exécutif, ainsi que des opérations courantes et présentent celles qui sont de la compétence du Conseil d'Administration. Ils n'ont qu'une voix consultative.

Afin de pouvoir assumer leur devoir de surveillance, les membres du Conseil d'Administration reçoivent à chaque séance, entre autres documents, un rapport d'activité qui inclut notamment les commentaires du directeur général, les boucllements des différentes entités du Groupe avec les comparaisons budgétaires, ainsi que la liste des immobilisations financières et des participations (rapport trimestriel finance).

De même, à chaque séance, il leur est mis à disposition un rapport trimestriel sur les risques contenant entre autres l'état des fonds propres, l'annonce des gros risques, les risques de marché, de taux et de défaillance de contrepartie dans le domaine bancaire, l'état des liquidités, ainsi que les rapports sur les risques juridiques et de réputation (rapport trimestriel sur les risques, rapport semestriel de la fonction compliance et synthèse trimestrielle des risques juridiques, compliance et réputationnels). Le Conseil d'Administration a, au surplus, mis en place des instruments de surveillance et de contrôle consolidés qui sont décrits aux pages 62 et suivantes du présent rapport annuel.

En dehors des séances du Conseil d'Administration, le président du Comité exécutif tient régulièrement informé le président du Conseil d'Administration des principales décisions.

Le Conseil d'Administration peut inviter à ses séances d'autres membres du Comité exécutif, des collaborateurs, des membres de l'Audit interne, des conseillers ou des experts externes, dont le concours s'avère nécessaire. Ces personnes n'ont qu'une voix consultative.

Description du système de l'Audit interne

Conformément à la loi et à la réglementation applicables (Art. 12 al. 4 OB, Art. 41 al. 7 et 68 al. 4 OEFin, ainsi que 82 et suivants de la Circulaire FINMA 2017/01 « Gouvernance d'entreprise - banques »), le Conseil d'Administration dispose d'une révision interne qui lui est hiérarchiquement rattachée. Le responsable de l'Audit interne est désigné par le Conseil d'Administration sur préavis du Comité d'audit et des risques. Il reporte directement au Comité d'audit et des risques. Les droits et obligations de l'Audit interne sont définis dans le règlement interne de la Banque, ainsi que dans la charte de l'Audit interne. L'Audit interne a, par ailleurs, accès à tous les documents de la Banque et des sociétés filiales consolidées, dont il assure la révision.

* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Rapports annuels, à l'adresse : www.edmond-de-rothschild.com/fr/rapports-annuels-et-pilier-III

Au 31 décembre 2022, l'Audit interne Groupe comprenait 23 personnes.

Il établit, sur une base annuelle, un programme d'audit qui est discuté et approuvé par le Comité d'audit et des risques. La liste détaillée des missions prévues pour l'année en cours est également comprise dans le plan quadriennal résumant par domaine d'activité les interventions prévues.

Ce programme est discuté également avec la société d'audit externe.

Un rapport distinct est établi pour chaque domaine audité. Les prises de position de la Direction par rapport à chaque constatation sont incluses dans le rapport avec mention du délai fixé pour la mise en œuvre des mesures proposées. Lors de ses réunions, le Comité d'audit et des risques traite les rapports de l'Audit interne en présence du responsable de l'Audit interne et décide éventuellement de mesures complémentaires. Le responsable de l'Audit interne participe aux séances du Comité d'audit et des risques. Il peut être par ailleurs appelé dans certains cas à participer aux séances du Conseil d'Administration. Le président du Conseil d'Administration ou du Comité d'audit et des risques peut lui confier des missions spéciales.

La société d'audit externe établit pour sa part un plan d'audit prudentiel pour chaque exercice qui est soumis au Comité d'audit et des risques pour discussion et mise en œuvre. Le Comité d'audit et des risques a des entretiens réguliers avec les représentants de la société d'audit externe.

Description du système de contrôle et de gestion des risques

Se référer aux pages 62 à 65 du présent rapport.

4. Direction générale

Le Comité exécutif se compose de neuf membres depuis le 14 mars 2023¹, nommés par le Conseil d'Administration. Ses séances sont en principe bimensuelles. En 2022, les séances étaient en principe hebdomadaires et le Comité exécutif s'est réuni 46 fois. La durée moyenne des séances est d'une demi-journée. Les décisions sont prises à la majorité des membres présents représentant le quorum. En cas d'égalité des voix, celle du Président du Comité exécutif est prépondérante. Les décisions du Comité exécutif peuvent également être prises par voie circulaire en la forme prévue par le règlement interne (Art. 3.4.1.3). Les séances du Comité exécutif font l'objet de procès-verbaux dûment numérotés et signés par le Secrétaire du Comité (lequel n'en est pas membre). Elles se déroulent selon un ordre du jour qui couvre l'ensemble des activités de la Banque.

Chaque département de la Banque est placé sous l'autorité d'un membre du Comité exécutif. À l'issue des séances du Comité exécutif, ce dernier informe ses collaborateurs des événements importants survenus dans son secteur de responsabilité.

Les membres du Comité exécutif reçoivent hebdomadairement, mensuellement, trimestriellement ou semestriellement un certain nombre de documents et statistiques établis par les départements et services concernés, dont les boucllements avec comparaison budgétaire, la présentation des états financiers des différentes entités du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., le rapport trimestriel sur les risques comprenant les risques de crédit, de marché, de taux d'intérêt et le tableau des fonds propres, ainsi que le rapport semestriel de la fonction compliance et la synthèse trimestrielle sur les risques juridiques, compliance et réputationnels. Le Comité exécutif dispose aussi d'outils de contrôle et de surveillance décrits sous le chiffre 3.7, qu'il s'emploie à perfectionner exercice après exercice.

Pour l'assister dans sa tâche, le Comité exécutif a notamment créé les Comités suivants : (a) Comités décisionnels : un Comité de Direction Banque Privée Groupe, un Comité de Direction Banque Privée Suisse, un Comité de Direction Asset Management Groupe, un Comité de Conformité, , un Comité des Crédits Groupe, un Comité Assets Liabilities Management Groupe, un Comité Relations Clients, un Comité Projet Groupe, un Comité de réputation Groupe et un Comité d'Éthique ; (b) Comités consultatifs : un Comité exécutif élargi, un Comité des Risques et un Comité Nouveaux Produits et Services.

Les séances de ces comités font l'objet de procès-verbaux, dont une copie est remise à chaque membre du Comité exécutif, ainsi qu'à l'Audit interne.

Le Comité exécutif peut inviter à ses séances des collaborateurs, des représentants de l'Audit interne, des conseillers ou des experts externes, dont le concours s'avère être nécessaire. Ces personnes n'ont qu'une voix consultative.

¹ Huit membres au 31 décembre 2022

4.1. Membres de la Direction générale

Baronne Benjamin de Rothschild¹

Présidente, Française, 1965
Chief Executive Officer Group

Formation

1984	Baccalauréat à Kinshasa - Académie de Nantes
1988	BBA en Finance, Pace University, New York
1990	MBA en Gestion financière, Pace University, New York

Parcours professionnel

1988-1990	Analyste financier, puis cambiste à la Société Générale, Australie et New York
1990-1995	Cambiste, AIG, New York. Lancement de la filiale de Paris et développement des activités de marché en Europe

Fonction actuelle

Chief Executive Officer Group
Présidente du Comité exécutif d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.¹

Mandats d'administrateur

Présidente du Conseil d'Administration / Conseil de surveillance des entités suivantes :

- › Edmond de Rothschild Holding SA
- › Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.
- › Edmond de Rothschild S.A.
- › Edmond de Rothschild (France)
- › Hôpital Fondation Adolphe de Rothschild
- › Holding Benjamin et Edmond de Rothschild, Pregny SA
- › Edmond de Rothschild Heritage (SFHM)
- › Bodegas Benjamin de Rothschild & Vega Sicilia
- › Fondation OPEJ
- › Fondation Maurice et Noémie de Rothschild
- › Mémorial Adolphe de Rothschild
- › Fondation Ariane de Rothschild
- › Edmond de Rothschild Foundation (Israel)
- › Fondation du domaine de Pregny
- › Fondation Edmond Adolphe de Rothschild
- › Membre du Conseil d'Administration / Conseil de surveillance des entités suivantes :
- › Vice-Présidente du Comité de rémunération et de nomination d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.
- › Compagnie Fermière Benjamin et Edmond de Rothschild
- › Compagnie Vinicole Benjamin et Edmond de Rothschild
- › Baron et Baronne Associés (holding de la S.C.B.A. Société Champenoise des Barons Associés)

François A. Pauly²

Président, Luxembourgeois, 1964
Chief Executive Officer Group

Formation

1984-1987	ESCP Europe, Paris, Oxford, Berlin
1983-1984	Certificate in Economic Studies, Centre Universitaire Luxembourg

Parcours professionnel

1987-2004	Dexia Banking Group Senior Management position in Retail, Corporate Banking Deputy CEO Dexia Crediop Italia (2002-2003)
2004-2007	Bank Sal. Oppenheim Jr. & Cie (Luxembourg) SA, CEO Sal Oppenheim International SA Member of the Management Board
2007-2010	Sal. Oppenheim Jr. & Cie SCA, General Manager Board Member of Swiss, Austrian, German banking affiliates
2011	BIP Investment Partners SA, CEO
2011-2014	Banque Internationale à Luxembourg SA (BIL), CEO
2014-2016	Banque Internationale à Luxembourg SA (BIL) Chairman of the Board of Directors

Fonction exécutive³

Chief Executive Officer Group
Président du Comité exécutif

Mandats d'administrateur

depuis 1995	Compagnie Financière La Luxembourgeoise - Chairman
depuis 1995	Lalux Group SA & affiliates
depuis 2004	Cobepa / Cobehold Bruxelles
depuis 2015	IWG Plc Zug
depuis 2016	Edmond de Rothschild (Europe) Président du Conseil d'Administration (Vice-Président de 2016 à 2021)
depuis 2021	Président du Comité de rémunérations
depuis 2021	Edmond de Rothschild (France) Membre du Conseil de Surveillance
depuis 2021	Edmond de Rothschild (Monaco) Président du Conseil d'Administration et du Comité d'audit et des risques
depuis 2021	Edmond de Rothschild (Israel) Ltd Membre du Conseil d'Administration et du Comité d'audit et des risques
depuis 2021	Edmond de Rothschild (UK) Ltd Président du Conseil d'Administration

¹ À compter du 14 mars 2023

² Remplacé dès le 14 mars 2023 par la Baronne Benjamin de Rothschild

³ Jusqu'au 14 mars 2023

Cynthia Tobiano¹

Vice-Présidente, Française, 1976
Deputy Chief Executive Officer Group

Formation

1994-1996	Institut privé de préparation aux examens et concours de l'enseignement supérieur (IPESUP) de Paris
1996-2000	Master in Business Administration, École supérieure des sciences économiques et commerciales de Paris (ESSEC)
1998	Brandeis University, Boston

Parcours professionnel

2000-2003	Goldman Sachs, Londres, Analyste équipe Fusions & Acquisitions
2003-2006	Goldman Sachs, Paris, Associate équipe Fusions & Acquisitions
2006-2011	Goldman Sachs, Londres / Paris, Vice-Président équipe Fusions & Acquisitions
2011-2013	Edmond de Rothschild (France), Directeur Finance et Développement Membre du Comité de direction et du Comité exécutif
2013-2021	Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. Deputy Chief Executive Officer since 2019 Head of Finance, Treasury and Credits Head of Strategy Head of Communication ad interim (2020-2021) Head of Human Resources ad interim (03.2018 - 03.2019)

Fonctions actuelles

Chief Executive Officer d'Edmond de Rothschild Holding SA
Deputy CEO, Vice-Présidente du Comité exécutif d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

Mandats d'administrateur

depuis 2012	Edmond de Rothschild Buildings Boulevard Limited (Israël) Membre du Conseil d'Administration
depuis 2013	Edmond de Rothschild (UK) Limited Membre du Conseil d'Administration
depuis 2013	Edmond de Rothschild (Monaco) Membre du Conseil d'Administration
depuis 2013	Edmond de Rothschild (Europe) Membre du Conseil d'Administration
depuis 2013	Edmond de Rothschild (Israël) Ltd. Vice-Présidente du Conseil d'Administration (depuis 2019)
depuis 2016	Edmond de Rothschild Asset Management (France) Présidente du Conseil de surveillance (depuis 2019)
depuis 2019	Edmond de Rothschild (France) Membre du Conseil de surveillance
depuis 2021	Holding Benjamin et Edmond de Rothschild, Pregny SA Membre du Conseil d'Administration et du Comité d'Audit
depuis 2021	Gitana S.A.S., Membre du Conseil de Direction
depuis 2021	Gitana SA, membre du Conseil d'Administration
depuis 2021	Administration et Gestion SA, Membre du Conseil d'Administration
depuis 2021	Cogifrance SA, membre du Conseil d'Administration
depuis 2022	Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. Membre du Conseil d'Administration ²
depuis 2022	The Caesarea Edmond Benjamin de Rothschild Corporation, Membre du Conseil d'Administration
depuis 2022	Fondations Edmond de Rothschild, Membre du Conseil d'Administration

Philippe Cieutat

Membre, Français, 1976
Chief Financial Officer

Formation

1998	Graduate from the Institut d'Etudes Politiques de Paris, with honours
2000	ESSEC Graduate School of Management (AACSB accredited in 1997- Equivalent to an MBA degree)

Parcours professionnel

1999-2000	Société Générale Investment Banking, Apprenticeship program in Paris and London
2002-2004	Mazars & Guérard Audit and Consulting, Senior Financial Auditor, Paris
2005-2007	HSBC, Assistant Audit Manager, Group Financial Services, Paris
2008-2009	HSBC, Senior Audit Manager, Group Financial Services, Paris
2009-2013	HSBC Global Asset Management, Chief Financial Officer, Paris
2013-2014	HSBC France, Head of Strategy and Planning, Paris
2014-2019	Edmond de Rothschild (France), Member of the Executive Board, Chief Financial and Administrative Officer, Paris
2019-2021	Edmond de Rothschild (France), Member of the Executive Board, Deputy Chief Executive Officer, Paris
2019-2022	Edmond de Rothschild S.A., General Director

Fonctions actuelles

Responsable de la Finance, de la Trésorerie et des Crédits
Membre du Comité exécutif

Mandats d'administrateur

2017-2022	Edmond de Rothschild Immo Premium Président du Conseil d'Administration ³
2018-2022	Edmond de Rothschild Immo Magnum Président du Conseil d'Administration ⁴
depuis 2019	Edmond de Rothschild Asset Management (France) Vice-Président du Conseil de surveillance et membre du Comité d'audit et des risques
depuis 2019	Zhonghai Fund Management Company Membre du Conseil d'Administration
depuis 2020	Cogifrance, Membre du Conseil d'Administration
depuis 2021	Edmond de Rothschild (France) Membre du Conseil de surveillance
2021-2022	Financière Boreale, Président du Conseil d'Administration ⁵
2021-2022	Financière Eurafrique, Membre du Conseil d'Administration ⁵
2021-2022	Immopera, Membre du Conseil d'Administration ²
depuis 2022	EdR Real Estate S.A., Luxembourg Vice-Président du Conseil d'Administration ⁶
depuis 2022	Edmond de Rothschild REIM (Europe) S.A., Luxembourg - anciennement dénommée OROX Europe SA Président du Conseil d'Administration ⁶
depuis 2022	EdR REIM Holding SA Vice-Président du Conseil d'Administration ⁷

¹ À compter du 14 mars 2023

² Jusqu'au 14 mars 2023

³ Jusqu'au 22 mars 2022

⁴ Jusqu'au 22 avril 2022

⁵ Jusqu'au 3 mars 2022

⁶ À compter du 3 juin 2022

⁷ À compter du 6 septembre 2022

Benoit Barbereau

Membre, Français, 1972
Chief Operating Officer

Formation

1992-1995	Diplôme d'ingénieur en mécanique des fluides, Institut National Polytechnique de Toulouse (ENSEEIH)
1995-1997	Master in Business Administration, Ecole Supérieure des Sciences Economiques (ESSEC), Cergy
2019	Certification en machine learning (apprentissage automatique) (Coursera / Stanford University)

Parcours professionnel

1997-1999	Morgan Stanley, Londres, Négociateur de titres
1999-2002	PricewaterhouseCoopers, Paris, Consultant
2002-2004	BNP Paribas, Paris, Chef de projet
2004-2011	BNP Paribas Wealth Management Monaco, Chief Operating Officer, Responsable Finance, RH, Juridique, IT et Opérations
2011-2019	UBP (Suisse) SA, Chief Operating Officer Private Banking, Head of External Asset Managers & Wealth Management Services, Responsable des Projets / Services Banque Privée et des Gérants de Fortune Indépendants (GFI)
2014-2019	UBP Investment Advisors SA Membre du Conseil d'Administration

Fonctions actuelles

Groupe Chief Operating Officer
Responsable IT et Opérations du Groupe
Membre du Comité exécutif

Mandats d'administrateur

depuis 2021	Blockchain Association for Finance Membre du Board de l'association, représentant du Groupe Edmond de Rothschild
-------------	---

Christophe Caspar

Membre, Français, 1971
Chief Executive Officer Asset Management

Formation

1990-1995	Reims Management School
1996-1999	Royal Holloway, Université de Londres
2002	CFA Charterholder

Parcours professionnel

1999-2005	Russell Investments, Londres, Portfolio Analyst to Portfolio Manager
2006-2008	Russell Investments, Tokyo, Chief Investment Officer for Japan
2008-2009	Russell Investments, Tokyo, Chief Investment Officer for Asia Pacific
2009-2016	Russell Investments, Londres, Global CIO, Multi-Asset Solutions and CIO EMEA
2016-2018	Pictet Bank & Cie SA, Head of Investments, Pictet Wealth Management
2018-2019	Edmond de Rothschild Asset Management, Deputy CEO and Head of Investments
depuis 2019	Membre du Comité exécutif d'Edmond de Rothschild Asset Management (Suisse) SA

Fonctions actuelles

Responsable de l'Asset Management
Global CEO Asset Management
Membre du Comité exécutif

Mandats d'administrateur

2019-2022	Edmond de Rothschild Asset Management (France) Président du Directoire ¹
depuis 2019	Edmond de Rothschild Asset Management (Luxembourg) Président du Conseil d'Administration et membre du Comité de nomination et de rémunération
depuis 2019	Edmond de Rothschild Asset Management (UK) Président du Conseil d'Administration
depuis 2019	Edmond de Rothschild SICAV, France Membre du Conseil d'Administration
depuis 2020	Edmond de Rothschild (Israël) Ltd Membre du Conseil d'Administration
depuis 2022	Edmond de Rothschild REIM Holding SA Membre du Conseil d'Administration ²

¹ Jusqu'au 8 mars 2022

² À compter du 6 septembre 2022

Pierre-Etienne Durand

Membre, Français, 1976
Chief Strategy Officer

Formation

1994	Baccalauréat C (mention bien)
1994-1995	Lycée du Parc, classe préparatoire - Lyon
1995-1998	ESSEC
1997	Kellogg (Northwestern University), échange universitaire en MBA - Chicago
2005	INSEAD, MBA - Fontainebleau

Parcours professionnel

1998-2000	Renault - Londres Contrôleur de gestion
2000-2004	Olivier Wyman - Paris Consultant
2006-2008	Bain & Company - Paris Consultant
2008-2012	Bain & Company - Paris Manager
2013	Bain & Company - Paris Partner

Fonctions actuelles

Responsable de la Stratégie et du Corporate Développement
Membre du Comité exécutif

Mandats d'administrateur

depuis 2021	Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. - Representación Uruguay S.A. Membre du Conseil d'Administration
-------------	--

Diego Gaspari

Membre, Argentin et Italien, 1969
Chief Human Resources Officer

Formation

1989-1993	Université de Belgrano, Argentine Diplôme en Psychologie
1997-1998	ESEADE, Argentine Master en Administration des affaires
2010	INSEAD, France Diplôme en Business Strategy pour Leader des Ressources Humaines

Parcours professionnel

1993-1995	Bemberg Group, Argentine Programme des Jeunes diplômés
1995-1996	Philip Morris Group - Montheledo, Argentine Chef des relations industrielles
1996-1999	Philip Morris Group - Kraft Argentine, Argentine Chef des relations industrielles
1999-2000	Philip Morris Group - Massalin Particulaires, Argentine Manager des relations industrielles
2000-2001	Key Stone Foods - Mc Kein, Argentine Responsable des Ressources Humaines Amérique latine
2001-2005	PSA - Peugeot Citroën, Argentine Responsable des Ressources Humaines
2005-2007	PSA, France Responsable des relations sociales internationales
2007-2010	PSA, France Responsable de la Gestion des talents
2010-2014	Crédit Agricole Group - Crédit Agricole SA, Suisse Responsable des Ressources Humaines Internationales
2014-2018	Crédit Agricole Group - CA Indosuez Wealth Management, Suisse - Responsable des Ressources Humaines

Fonctions actuelles

Responsable des Ressources Humaines et Services Généraux
Membre du Comité exécutif

Michel Longhini¹

Membre, Français, 1966
Responsable de la Banque Privée

Formation

1988 MBA de l'Ecole de Management de Lyon

Parcours professionnel

1988-1991 BNP Paribas, Paris, Banque Privée, Product Marketing Support
1991-1994 BNP Paribas, Milan, Banque Privée, in charge of launch and development
1995-1999 BNP Paribas, Paris, Head of Product and Development Private Banking Europe
1999-2003 BNP Paribas Private Bank, Paris, Global Head Investment Services
2003-2005 BNP Paribas Private Bank, Singapore, CEO, South East Asia Private Bank
2005-2008 BNP Paribas Private Bank, Singapore, CEO, Private Bank Asia
2008-2010 BNP Paribas, Paris/Luxembourg, CEO Wealth Management International
2010-2019 Union Bancaire Privée, CEO Banque Privée

Fonction exécutive

Responsable de la Banque Privée
Membre du Comité exécutif

Mandats d'administrateur

depuis 2020 Edmond de Rothschild (Monaco)
Membre du Conseil d'Administration et du Comité d'audit et des risques
depuis 2021 Edmond de Rothschild Assurance et Conseils (Europe)
Membre du Conseil d'Administration
depuis 2021 Edmond de Rothschild Assurance et Conseils (France)
Membre du Conseil d'Administration

Hervé Ordioni²

Membre, Français et Italien, 1964
Chief Executive Officer International Private Banking

Formation

1991 Master 2 en Gestion de Patrimoine, CESB Paris
1982-1986 Master en Sciences de Gestion, Université de Paris Dauphine
Options Finances de marché, Gestion de Patrimoine, Fiscalité des personnes physiques

Parcours professionnel

1986-1988 Trader, Schelcher Prince SA, agent de change, Paris
1988-1989 Assistant manager, département Corporate Finance du Crédit Lyonnais Bank Netherland NV, Rotterdam
1989-1992 Directeur de la clientèle privée, Schelcher Prince, Paris
1992-1994 Sous-Directeur, Rothschild & Cie Bank, Paris
Chargé des études patrimoniales
Responsable de la filiale Rothschild Assurance & Courtage
1995 Directeur de succursale, Rothschild & Cie Bank, Monaco
Responsable de la création de l'agence
1996 Directeur de la Banque Privée, membre du Comité Exécutif, Edmond de Rothschild (Monaco)
2005-2008 Fondateur et Président Délégué, Edmond de Rothschild Assurances et Conseils (Monaco)
Société d'ingénierie patrimoniale, trustee agréé à Monaco, courtier d'assurance-vie
2008-2013 Fondateur et Président Délégué, Edmond de Rothschild Gestion (Monaco)
Société agréée pour la gestion de FCP monégasques et la gestion discrétionnaire de portefeuilles
2013-2022 Directeur Général, Edmond de Rothschild (Monaco)

Fonctions actuelles

Chief Executive Officer International Private Banking
Membre du Comité exécutif

Mandats d'administrateur

depuis 2005 Edmond de Rothschild Assurances & Conseils (Monaco)
Président délégué du Conseil d'Administration
depuis 2008 Edmond de Rothschild Gestion (Monaco)
Président du Conseil d'Administration
depuis 2022 Edmond de Rothschild (Monaco)
Président du Conseil d'Administration
et Vice-Président du Comité d'audit et des risques
depuis 2022 Edmond de Rothschild Assurances & Conseils (France)
Membre du Conseil de surveillance
depuis 2022 Edmond de Rothschild Assurances & Conseils (Europe)
Représentant d'Edmond de Rothschild Assurances & Conseils (Monaco)
depuis 2022 Edmond de Rothschild (Israel) Ltd
Membre du Conseil d'Administration et du Comité d'audit et des risques
depuis 2022 Edmond de Rothschild (UK)
Membre du Conseil d'Administration

¹ Jusqu'au 30 juin 2022

² À compter du 1^{er} juillet 2022, en remplacement de Michel Longhini.

Jean-Christophe Pernollet

Membre, Français, 1966
Chief Risk Officer

Formation

1986	Bachelor, Institut d'Études politiques de Grenoble, France
1987	Institute of European Studies, Université de Hull, Angleterre
1990	Master in Management - EDHEC Business School, France
1998	U.S. CPA
2002	Senior Executive Program, Columbia Business School, New York
2021	Corporate Director Certificate, Harvard Business School

Parcours professionnel

1990-1993	Deloitte & Touche, Paris
1993-1997	PricewaterhouseCoopers Genève, Suisse
1997-1999	PricewaterhouseCoopers New York, USA
1999-2010	PricewaterhouseCoopers Genève, Suisse - Associé dès 2001
2005-2010	PricewaterhouseCoopers - Associé responsable du bureau de Genève
2010-2012	EFG International AG, Directeur financier Membre du Conseil d'Administration, Comités audit et risque de EFG Private Bank Limited - Londres
2012-2013	Directeur financier du groupe Edmond de Rothschild
2014-2015	Responsable de l'Audit interne du groupe Edmond de Rothschild

Fonctions actuelles

Responsable Risques, Legal et Compliance
Membre du Comité exécutif

Mandats d'administrateur

depuis 2014	Swissquote Bank Membre du Conseil d'Administration (Vice-Président dès 2022)
depuis 2015	Edmond de Rothschild Real Estate SICAV (ERRES) Président du Conseil d'Administration
depuis 2015	Swissquote Group Holding Ltd Membre du Conseil d'Administration et Président du Comité d'audit et des risques du Groupe
depuis 2015	Fondation de prévoyance Edmond de Rothschild Président du Conseil de fondation
depuis 2015	Edmond de Rothschild (UK) Limited Membre du Comité d'audit (Vice-Président en 2020 - Président depuis 2021)
depuis 2015	Rotomobil SA - Membre du Conseil d'Administration
depuis 2020	Edmond de Rothschild (Israël) Ltd Membre du Conseil d'Administration et Président du Comité d'audit et des risques

4.2. Autres activités et groupements d'intérêt

Pour connaître les autres activités et les intérêts des membres du Comité exécutif, il convient de se référer à leurs données personnelles apparaissant à la section 4.1.

5. Rémunérations, participations et prêts

Aperçu

La politique de rémunération d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. s'inscrit dans le cadre de la stratégie, de la culture et de la nature des activités du groupe Edmond de Rothschild ; elle tient également compte des spécificités locales de chaque entité. Elle vise enfin à fidéliser et encourager les collaborateurs à promouvoir le succès du Groupe dans la durée, en intégrant l'esprit d'entreprise et la maîtrise des risques dans l'absence de discrimination qu'elle soit liée au genre, à la nationalité, à l'apparence physique ou à l'état de santé.

La politique de rémunération du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. s'inspire des principes de la Circulaire 2010/1 – Systèmes de rémunération, émise par l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA) tout en respectant les règles locales.

La compétence de nomination des membres du Comité de rémunération appartient statutairement au Conseil d'Administration.

La compétence d'approbation des rémunérations du Conseil d'Administration et du Comité exécutif appartient statutairement au Conseil d'Administration.

Compétences et procédure de fixation des rémunérations et des programmes de participation

Les règles de compétences en matière de rémunération apparaissent dans les Statuts* et le Règlement interne de la Banque.

Le Conseil d'Administration a désigné, au cours de la séance qui a suivi l'Assemblée générale du 28 avril 2022, cinq administrateurs comme membres du Comité de rémunération et de nomination pour une durée d'un an, à savoir Monsieur Yves Perrier (Président), la Baronne Benjamin de Rothschild (Vice-Présidente)¹, Madame Katie Blacklock, Monsieur Jean Laurent-Bellue, ainsi que Monsieur Philippe Perles. Le Comité de rémunération et de nomination se réunit en principe au minimum une fois par année.

Vote sur les rémunérations

Le Conseil d'Administration peut soumettre à l'Assemblée générale des propositions de rémunération portant sur des périodes différentes et se rapportant à l'ensemble des membres du Conseil d'Administration ou du Comité exécutif ou à certains d'entre eux seulement.

Le vote de l'Assemblée générale sur les propositions de rémunération a un caractère contraignant. Ainsi, dans l'hypothèse où l'Assemblée générale n'approuve pas une proposition de rémunération faite par le Conseil d'Administration, ce dernier devra convoquer une Assemblée générale extraordinaire.

¹ Jusqu'au 14 mars 2023

* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Rapports annuels, à l'adresse : www.edmond-de-rothschild.com/fr/rapports-annuels-et-pilier-III

Composantes de la rémunération et plan de participation

Principes

La rémunération est fixée selon la fonction, les compétences, les responsabilités et l'expérience du collaborateur. Elle prend aussi en considération, et en tant que de besoin, les conditions prévalant sur le marché grâce à la participation aux enquêtes de rémunération du secteur bancaire et de la gestion d'actifs au niveau international.

La rémunération se compose d'un salaire annuel fixe contractuel et d'un bonus discrétionnaire, tous deux versés en espèces. Les collaborateurs clés du groupe Edmond de Rothschild peuvent être bénéficiaires de rémunérations différées permettant un alignement d'intérêts plus important entre actionnaires et collaborateurs clés du groupe. En 2022, la proportion des bonus (y compris les rémunérations différées) par rapport aux salaires annuels fixes est de 31% (rémunération différée octroyée, différente de celle comptabilisée).

Les bénéficiaires peuvent se voir attribuer les instruments financiers suivants :

- › des droits à acquérir gratuitement, selon un calendrier défini, des bons de participation d'Edmond de Rothschild Holding S.A. Il s'agit du Plan d'Actions Gratuites du Groupe (dénommé en anglais, Employee Share Plan (ESP) et anciennement appelé le LTIP), et/ou
- › un montant en numéraire différé indexé sur la valeur du bon de participation d'Edmond de Rothschild Holding S.A., et/ou
- › pour les employés de l'activité Asset Management, l'attribution d'un montant en numéraire indexé à un fond représentatif des expertises d'investissements alternatifs et UCITS. Cet instrument est utilisé dans les entités Européennes pour répondre aux exigences réglementaires. Au sein de certains métiers, des instruments spécifiques liés à la performance de l'activité sont mis en place dans une optique d'alignement des intérêts et de rétention des talents :
 - Private Equity : mécanisme de carried interest, LTIP PE
 - Real Estate : Recurring Business Program

La mise en place de l'ESP a eu lieu en 2016. Ce processus s'est terminé par l'octroi, dans le courant du mois de mars 2016, du premier millésime de « Restricted Stock Units » (RSU) aux participants sélectionnés. Une fois les RSU octroyées, ces derniers entrent dans une période d'acquisition d'une durée d'un, deux et trois ans. A l'échéance de la période, un tiers des RSU est attribué et se transforme en bons de participation d'Edmond de Rothschild Holding S.A. (pour autant que l'employé ait rempli les conditions décrites à l'article 8 du règlement du plan ESP), possédant les droits patrimoniaux et sociaux usuels d'un bon de participation.

Lors de l'obtention des bons de participation sous-jacents (réalisation du « droit ferme »), ces derniers sont bloqués pendant une durée additionnelle d'un an commençant dès la fin de la période d'acquisition durant laquelle, au-delà de l'applicabilité des clauses de « drag along / tag along », « malus » et de résiliation des relations contractuelles, l'employé ne peut vendre ses bons de participation.

Le millésime 2020 de l'ESP a été mis en place avec un an de blocage au lieu de deux, les autres règles demeurant au surplus inchangées. Cela reste applicable pour les millésimes suivants.

Pour le millésime 2023, au titre des rémunérations 2022, 266 collaborateurs participent à l'ESP au niveau du Groupe. Le nombre de participants est de 71 pour Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. et ses succursales.

Il n'y a eu aucun bénéficiaire - en 2022 - du programme de cash différé indexé en Suisse (Quasi ESP).

Les collaborateurs occupant des fonctions de contrôle, notamment les collaborateurs du Compliance, du Juridique, du Contrôle, de la Gestion des risques, ainsi que le Responsable de l'Audit ont une part de rémunération fixe prépondérante afin d'éviter tout conflit d'intérêts. La part de rémunération variable ne dépend pas directement du résultat des unités d'affaires surveillées.

La Banque n'effectue aucun paiement à l'engagement, à l'exception de certaines compensations liées à la perte éventuelle de rémunération variable découlant d'un changement d'emploi.

Conformément au Règlement interne, le système de rémunération mis en place et les objectifs fixés aux collaborateurs ne doivent pas inciter ceux-ci à ne pas respecter les mécanismes de contrôle interne et les normes établies en matière de compliance, ni aller à l'encontre des intérêts des clients.

Rémunération des membres du Conseil d'Administration

Les membres du Conseil d'Administration perçoivent une rémunération fixe annuelle en espèces qui varie en fonction de l'appartenance, ou non, à certains Comités. Le Conseil d'Administration détermine le montant des indemnités des administrateurs (Art. 19 al.3 des Statuts*).

La rémunération des membres du Conseil d'Administration est arrêtée par le Conseil d'Administration, sur proposition du Comité de rémunération et de nomination. Le montant global de la rémunération du Conseil d'Administration est enfin soumis à l'approbation de l'Assemblée générale.

Rémunération des membres du Comité exécutif

La rémunération des membres du Comité exécutif comporte un salaire fixe et un bonus discrétionnaire. Ils peuvent aussi être éligibles à l'ESP. Le montant du bonus et de l'ESP dépend de la performance de la Banque, ainsi que de la performance individuelle qualitative et quantitative des personnes concernées. Les objectifs de performance de la Banque sont déterminés par le Conseil d'Administration. Les objectifs de performance individuels des membres du Comité exécutif, à l'exclusion de son Président, sont déterminés par le CEO. Les objectifs de performance du CEO sont déterminés par le Conseil d'Administration.

Les membres du Comité exécutif ont droit au remboursement de leurs frais, ceux-ci ne font pas partie de la rémunération.

Règles communes applicables à la rémunération des organes

Dans la mesure permise par la loi, le versement d'indemnités rémunérant les activités de membres du Conseil d'Administration et du Comité exécutif dans des entreprises qui sont contrôlées directement ou indirectement par la Banque est autorisé.

Les membres du Comité exécutif partagent le même plan de prévoyance que le personnel.

Rémunération des collaborateurs non membres du Comité exécutif

Les collaborateurs non membres du Comité exécutif perçoivent un salaire annuel fixe et un bonus discrétionnaire. Ils peuvent être éligibles au Plan d'Actions Gratuites du Groupe (ci-après ESP).

Ce bonus est basé notamment sur les résultats de la Banque, ainsi que sur la performance individuelle qualitative et quantitative de chacun des collaborateurs concernés au terme d'un processus d'évaluation de performance annuelle.

Les résultats de la banque sont définis par les résultats financiers de celle-ci. Une part du résultat brut d'exploitation (RBE), discrétionnaire et définie annuellement par le Comité exécutif, est allouée aux rémunérations variables. Le processus d'évaluation de performance annuelle est basé sur la mise en place d'objectifs annuels individuels :

- › qualitatifs (par exemple : responsabilités managériales, valeurs, suivi des obligations en matière de gestion de la clientèle, suivi des règlements internes, des formations obligatoires, gestion des risques & conformité) ;
- › quantitatifs : (par exemple : apport d'encours, rentabilité des investissements, gestion des budgets, contrôle des coûts).

Ces objectifs sont fixés en début d'année calendaire, revus, dans certains cas, en milieu d'année, puis évalués définitivement en fin d'année. Cette évaluation est une composante essentielle de la fixation de la rémunération variable.

En cas de décision d'octroi, le bonus discrétionnaire est versé dans les trente jours suivant la séance du Conseil d'Administration qui approuve les comptes annuels.

Même après l'écoulement d'une année complète, aucun bonus n'est dû en cas de résiliation du contrat, par quelque partie que ce soit, avant la date de paiement. En outre, aucun bonus pour l'année en cours n'est dû en cas de résiliation du contrat par quelque partie que ce soit. Le versement d'un bonus, même répété, ne crée aucun droit pour le Collaborateur.

* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Rapports annuels, à l'adresse : www.edmond-de-rothschild.com/fr/rapports-annuels-et-pilier-III

6. Droits de participation des actionnaires

6.1. Limitation et représentation des droits de vote

6.1.1 Dispositions statutaires limitant les droits de vote

Les propriétaires d'actions nominatives sont autorisés à exercer leur droit de vote pour autant qu'ils soient inscrits sur le registre des actions (Art. 6 al. 3 et Art. 14 al. 1 des Statuts*). Les alinéas 4 et suivants de l'article 6 des Statuts* mentionnent les motifs de refus de l'inscription au registre des actions par le Conseil d'Administration (voir également chiffre 2.6.). Tant que l'approbation nécessaire au transfert des actions nominatives n'est pas donnée par le Conseil d'Administration, les droits sociaux découlant de ces actions restent à l'actionnaire inscrit au registre des actions (Art. 6 al. 8 des Statuts* et Art. 685c al. 1 du Code des obligations).

6.1.2 Dispositions statutaires limitant les droits de vote des représentants institutionnels

Les Statuts* ne contiennent pas de limitation des droits de vote des représentants institutionnels.

6.1.3 Motifs de l'octroi de dérogations pendant l'exercice

Comme mentionné au chiffre 2.6.2, aucune dérogation aux restrictions de transfert des actions nominatives n'a été octroyée durant l'exercice.

6.1.4 Procédure et conditions auxquelles les limitations des droits de vote peuvent être abolies

La procédure et les conditions auxquelles les restrictions de transfert des actions nominatives peuvent être abolies sont mentionnées au chiffre 2.6.4.

6.1.5 Dispositions statutaires concernant la participation à l'Assemblée générale

Un propriétaire d'actions nominatives peut se faire représenter par toute personne, actionnaire ou non, munie d'un pouvoir écrit (Art. 14 al. 2 des Statuts*)*

6.1.6 Octroi d'instructions au représentant indépendant et participation par voie électronique

Les Statuts* ne contiennent pas de règles relatives à l'octroi d'instructions au représentant indépendant ni de dispositions relatives à la participation par voie électronique à l'Assemblée générale.

6.2. Quorums statutaires

L'Assemblée générale est valablement constituée lorsque plus de la moitié des actions est représentée. Au cas où ce quorum n'est pas atteint, une seconde assemblée peut être convoquée, avec le même ordre du jour (Art. 15, al. 2 des Statuts*). Cette seconde Assemblée ne peut toutefois se tenir qu'après un délai minimum de trente jours et est valablement constituée quel que soit le nombre d'actions représentées, ce qui doit être mentionné dans la convocation (Art. 15, al. 3 des Statuts*).

6.3. Convocation de l'Assemblée générale

Les règles relatives à la convocation de l'Assemblée générale sont régies par les articles 11, 12 et 31 des Statuts* qui reprennent les dispositions du Code suisse des obligations.

* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Rapports annuels, à l'adresse : www.edmond-de-rothschild.com/fr/rapports-annuels-et-pilier-III

6.4. Inscription à l'ordre du jour

Les règles relatives à l'ordre du jour, ainsi qu'aux délais applicables sont régies par les articles 11 et 12 des Statuts* qui reprennent les dispositions du Code suisse des obligations (Art. 699 et suivants CO) :

Article 11 des Statuts*

1. *L'Assemblée générale est convoquée par le Conseil d'Administration et, au besoin, par les réviseurs, les liquidateurs ou les représentants des obligataires.*
2. *Un ou plusieurs actionnaires représentant ensemble 10 pour cent au moins du capital-actions peuvent aussi requérir la convocation de l'Assemblée générale.*
3. *Des actionnaires qui représentent des actions totalisant une valeur nominale de CHF 1 million peuvent requérir l'inscription d'un objet à l'ordre du jour.*
4. *La convocation et l'inscription d'un objet à l'ordre du jour doivent être requises par écrit en indiquant les objets de discussion et les propositions.*

Article 12 al. 1 et 2 des Statuts*

1. *L'Assemblée générale est convoquée vingt jours au moins avant la date de sa réunion, selon le mode prévu à l'article 31 al. 2 pour les communications aux actionnaires.*
2. *Les objets portés à l'ordre du jour sont mentionnés dans la convocation, ainsi que les propositions du Conseil d'Administration et des actionnaires qui ont requis la convocation de l'Assemblée ou l'inscription d'un objet à l'ordre du jour.*

* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Rapports annuels, à l'adresse : www.edmond-de-rothschild.com/fr/rapports-annuels-et-pilier-III

7. Prise de contrôle et mesures de défense

7.1. Obligation de présenter une offre

La Société a inclus à l'article 6 al. 2 des Statuts* une clause selon laquelle un offrant n'est pas tenu de présenter une offre publique d'acquisition conformément aux articles 135 et 163 de la Loi fédérale du 19 juin 2015 sur les infrastructures des marchés financiers et le comportement sur le marché en matière de négociation de valeurs mobilières et de dérivés (LIMF).

7.2. Clauses relatives aux prises de contrôle

Aucun membre des organes (Conseil d'Administration, Direction générale) ni autres cadres dirigeants n'est au bénéfice d'accords contractuels spéciaux pour le protéger contre une cession de contrôle de l'émetteur.

* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Rapports annuels, à l'adresse : www.edmond-de-rothschild.com/fr/rapports-annuels-et-pilier-III

8. Organe de révision

8.1. Durée du mandat de révision et durée de la fonction du réviseur responsable

8.1.1 Prise d'effet du mandat de révision en cours

Depuis 1982, PricewaterhouseCoopers S.A., Genève, est la société d'audit externe d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., Genève. Elle est chargée de réviser les comptes individuels et consolidés d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

8.1.2 Entrée en fonction du réviseur responsable du mandat de révision en cours

Christophe Kratzer est le réviseur responsable du mandat de révision depuis 2019. Tel qu'exigé par l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers FINMA, le rythme de rotation du réviseur responsable du mandat de révision est de sept ans.

8.2. Honoraires de révision

L'annexe 30 «Autres charges d'exploitation» du rapport annuel du groupe EdR Suisse détaille les honoraires payés à la société de révision pour l'exercice 2022, en distinguant les honoraires liés au mandat de révision des honoraires liés à des missions de conseil. Ces dernières ont porté sur des mandats ne risquant pas de nuire à l'indépendance de la société de révision.

8.3. Instruments d'information sur la révision externe

PricewaterhouseCoopers S.A. élabore chaque année un plan d'audit prudentiel et rédige un rapport sur la planification de l'audit des comptes annuels et consolidés. Le réviseur responsable du mandat de révision discute de ces documents avec le Comité d'audit et des risques. Le plan d'audit prudentiel et la planification de l'audit des comptes annuels et consolidés 2022 ont été présentés au Comité d'audit et des risques lors de sa séance du 29 août 2022. Les résultats de l'audit des comptes annuels ont été présentés et discutés au Comité d'audit et des risques ainsi qu'au Conseil d'Administration lors de leur séance du mois de mars.

Les auditeurs externes ont accès en tout temps au Comité d'audit et des risques, au Comité exécutif et à l'Audit interne avec qui ils ont des séances de travail régulières.

Le mandat de PricewaterhouseCoopers S.A. est annuel. La qualification des auditeurs externes, leurs performances et le montant des honoraires de révision sont évalués annuellement par le Comité d'audit et des risques.

9. Politique d'information

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A informe le public de la manière la plus complète et la plus transparente possible notamment au travers des rapports annuels, des communiqués de presse, des conférences de presse et des interviews qu'elle accorde à la presse spécialisée, disponibles sur son site internet www.edmond-de-rothschild.com sous les rubriques suivantes :

Rapports annuels : www.edmond-de-rothschild.com/fr/Pages/Annual-Report-and-Pilar-III.aspx

Communiqués de presse : www.edmond-de-rothschild.com/fr/presse

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. publie par ailleurs certaines informations requises par la législation bancaire sur son site internet www.edmond-de-rothschild.com sous la rubrique suivante :

Informations réglementées : www.edmond-de-rothschild.com/fr/Pages/Information-reglementees

Contacts

CFO

Monsieur Philippe Cieutat

Directeur financier

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

18, rue de Hesse, 1204 Genève

T. +41 58 818 91 11

p.cieutat@edr.com

Relations avec les médias

Madame Florence Gaubert

Group Head of External Affairs

Edmond de Rothschild

f.gaubert@edr.com

Internet

www.edmond-de-rothschild.com

Chiffres-clés

du Groupe Edmond de Rothschild (Suisse) SA

	2022	2021	Variation	Variation %
Compte de résultat consolidé (en milliers de CHF)				
Résultat net des opérations d'intérêts	98'293	18'474	79'819	432,1
Résultat des opérations de commissions et des prestations de service	708'691	822'871	(114'180)	(13,9)
Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur	142'554	126'933	15'621	12,3
Charges d'exploitation (frais de personnel et frais généraux)	(799'040)	(806'174)	7'134	(0,9)
Résultat brut d'exploitation	171'787	193'590	(21'803)	(11,3)
Résultat opérationnel	82'389	104'428	(22'039)	(21,1)
Bénéfice du Groupe	55'117	79'164	(24'047)	(30,4)
Rentabilité (en %)				
Rendement des fonds propres (en %) bénéfice net / moyenne des fonds propres ^(*)	3,9	5,4	-	-
Rendement de l'actif (en %) bénéfice net / moyenne des actifs	0,3	0,4	-	-
<i>(*) après déduction des dividendes</i>				
Actions (en CHF)				
Résultat par action nominative, à 100.- de nominal, après déduction de la part des intérêts minoritaires	89	121	(33)	(26,9)
	2022	2021	Variation	Variation %
Bilan consolidé (en milliers de CHF)				
Créances sur les banques	7'765'210	900'193	6'865'017	762,6
Créances sur la clientèle	5'269'731	5'261'982	7'749	0,1
Engagements envers les banques	565'395	642'055	(76'660)	(11,9)
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	16'039'237	16'592'450	(553'213)	(3,3)
Fonds propres	1'453'977	1'524'500	(70'523)	(4,6)
Total du bilan	19'575'812	19'771'360	(195'548)	(1,0)
Ratio des fonds propres durs (CET1) Bâle III en %	22,4%	22,6%	-	-
Ratio des fonds propres totaux Bâle III en %	22,0%	23,0%	-	-
Ratio de liquidité à court terme (LCR) en %	182,3%	151,2%	-	-
Ratio de levier en %	5,9%	6,0%	-	-
Avoirs administrés (en millions de CHF)				
Total des avoirs administrés (y.c. prises en compte doubles)	157'791	177'649	(19'858)	(11,2)
<i>dont prises en compte doubles</i>	10'827	12'475	(1'648)	(13,2)
<i>+/- apports / retraits nets d'argent frais</i>	3'097	8'162	(5'065)	-
Effectif du Groupe (nombre de collaborateurs)				
Effectif moyen	2'482	2'494	(12)	(0,5)
- en Suisse	716	729	(13)	(1,8)
- à l'étranger	1'766	1'765	1	0,1
Effectif à la fin de la période	2'481	2'480	1	0,0
Effectif du personnel, converti en places de travail à temps complet	2'438	2'431	7	0,3

La durabilité

au sein du groupe Edmond de Rothschild

Résumé exécutif du rapport 2021

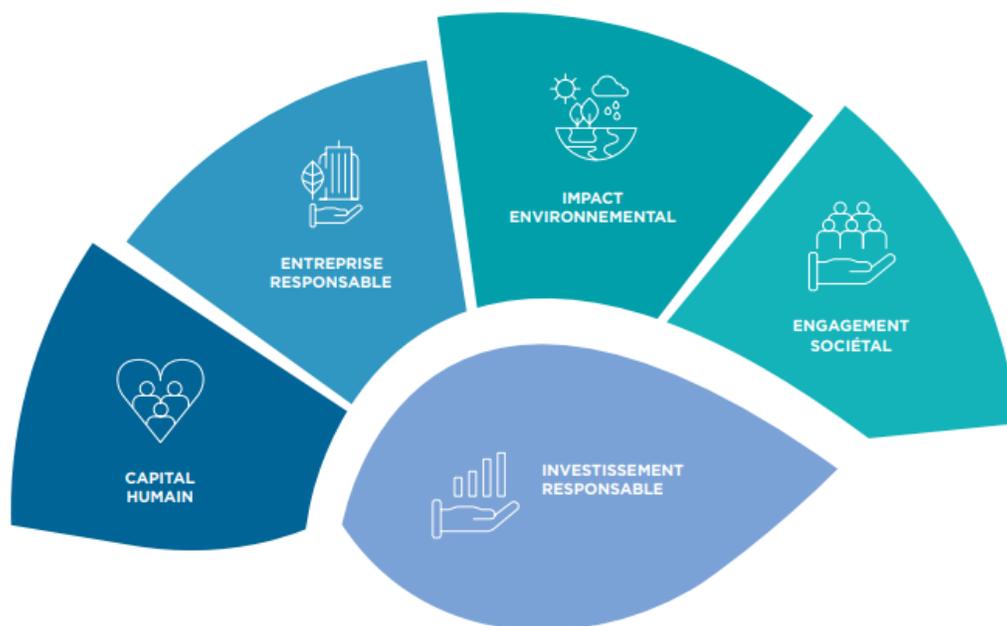
Depuis plus de 250 ans, le Groupe Edmond de Rothschild accompagne les grandes évolutions de notre société avec la conviction que la richesse n'est pas une fin en soi, mais une opportunité d'influencer l'avenir et de faire avancer le monde. Notre stratégie de développement durable place le progrès humain au premier plan et notre positionnement est le résultat de nos convictions : Nous ne spéculons pas sur l'avenir, nous le construisons.

NOS OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Notre positionnement et notre histoire sont des atouts pour le développement durable de nos activités et pour le déploiement de solutions pragmatiques. Nos intentions sont alignées sur les valeurs fondamentales de la famille de Rothschild, qui a toujours fait de l'investissement financier et humain un vecteur de changement positif et de progrès sociétal. Nos objectifs de développement durable s'inscrivent dans la continuité des projets initiés depuis de nombreuses années. Nous continuons à construire des solutions qui bénéficient à l'ensemble de notre écosystème pour rester au plus près de nos clients, de nos collaborateurs et de nos partenaires. L'investissement responsable est évidemment notre cœur de métier et au centre de nos objectifs. Nous nous appuyons donc sur notre expertise et notre positionnement unique pour participer activement à la transition vers un capitalisme plus durable et inclusif.

APPROCHE STRATÉGIQUE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Depuis 2014, nous nous inscrivons dans une démarche de long terme, en phase avec les transformations de notre secteur. Nos engagements et développements visent à accompagner cette transition et à faire progresser les thématiques ancrées dans l'économie réelle. Nous œuvrons pour que les décisions prises soient au plus près des attentes et des besoins de nos clients et de la société. Concrètement, nous intégrons les enjeux du développement durable dans nos choix d'investisseurs et dans nos pratiques d'entreprise. Nous appliquons nos objectifs et nos projets dans le cadre de nos cinq piliers prioritaires.



Notre ambition est de créer de la valeur partagée en restant tournés vers l'avenir et en respectant notre héritage. Nous savons que les convictions qui guident nos activités nous aident à prendre des décisions équilibrées et à combiner une vision pionnière avec les enseignements du passé. Nous assurons une gestion rigoureuse des risques non financiers afin de combiner systématiquement rentabilité et durabilité. Notre volonté de créer de la valeur à long terme se traduit par des produits et services innovants et adaptés qui ont du sens et répondent aux besoins de tous nos clients.

ENTREPRISE RESPONSABLE

Le Comité exécutif du Groupe supervise la gestion des risques non financiers et l'alignement de la stratégie d'entreprise sur les questions de durabilité. Il prend les décisions stratégiques et assure la liaison avec les autres organes de gouvernance, notamment les comités spécialisés. Dans le cadre du plan d'action européen pour la finance durable, des groupes de travail dédiés ont été mis en place. Notre engagement pour des pratiques responsables et éthiques protège notre réputation, celle de nos clients et de nos parties prenantes.

- › 10'816 heures de formation délivrées en 2021 sur plus de 100 sujets liés à l'éthique des affaires et la conformité

INVESTISSEMENT RESPONSABLE

En 2021, nous avons continué à développer des produits d'investissement qui équilibrent performance et impact, en accord avec notre mission de consolidation de notre positionnement historique. La réglementation sur la finance durable a introduit plus de clarté et de cohérence sur les informations liées aux facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) dans les discussions et publications financières. Nos équipes ont toujours travaillé dans cette optique : transparence et actions concrètes.

- › 29.4 CHF milliards gérés en Investissement Responsable en 2021 par le Groupe (+6%) selon des politiques d'investissement propres à chaque métier
- › +100% de Mandats ISR pour la clientèle privée
- › +45% d'encours dans les portefeuilles immobiliers gérés avec une politique durabilité
- › +41% d'encours gérés en dette d'infrastructure
- › 16 stratégies d'investissement participant aux ODD

CAPITAL HUMAIN

Nous plaçons le capital humain au centre de notre vision, permettant à chacun de réaliser son potentiel pour construire l'avenir du Groupe Edmond de Rothschild. L'agilité de nos modes de fonctionnement et le renforcement de la cohésion sociale sont des éléments clés de notre stratégie de développement durable. En 2021, nous avons obtenu la certification Top Employer pour Edmond de Rothschild en Suisse, devenant ainsi la seule banque privée à avoir obtenu cette reconnaissance. Basée sur l'analyse de 400 pratiques couvrant tous les aspects des Ressources Humaines, cette certification pour la Suisse récompense en réalité l'ensemble de nos équipes, grâce à une stratégie et des initiatives communes.

- › 45% de femmes parmi les promotions en 2021
- › 94% des collaborateurs ont finalisé le processus d'évaluation annuelle
- › 164 promotions internes (+16% vs 2020)
- › 28 164 heures de formation délivrées en 2021 en Suisse, France et Luxembourg

IMPACT ENVIRONNEMENTAL

Les risques et les opportunités que le changement climatique représente pour notre Groupe sont pris en compte par le Comité exécutif du Groupe. En tant qu'entreprise responsable, nous avons le devoir de lutter contre le changement climatique par des engagements et des actions internes. En accord avec notre politique environnementale, la gestion des risques liés au changement climatique passe par

- › La réduction de notre empreinte carbone: -36% en 2021 vs 2020
- › La compensation de nos émissions de CO₂ au sein de notre chaîne de valeur: 23 091 t.éq. CO₂ et 48 380 arbres plantés depuis 2017 grâce à notre programme d'insetting
- › Achat de papier certifié ou recyclé : 96% du papier utilisé
- › Réduction et recyclage des déchets: -25% de déchets et -16% de papier consommé vs 2020

ENGAGEMENT SOCIÉTAL

En tant que Groupe fondé par une famille d'entrepreneurs, nous sommes convaincus que la transition vers un modèle économique plus durable et une meilleure gestion du réchauffement climatique est l'affaire de tous. À travers notre vision active de l'investissement, nos analyses et nos stratégies d'investissement en actifs réels ont des objectifs d'impacts positifs. Nous avons progressé au cours de l'année dans l'accompagnement des clients dans la création de leurs projets d'engagement. Nous avons mis en place des véhicules philanthropiques, des ateliers familiaux et des rencontres avec les acteurs de terrain.

Rapport du Conseil d'Administration

sur les comptes consolidés d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.
à l'Assemblée générale des actionnaires du 26 avril 2023

Mesdames et Messieurs les Actionnaires,

Alors que la plupart des pays développés et émergents sont sortis à la fin de l'année 2021 de la pandémie, l'économie mondiale, la croissance et les marchés financiers ont été percutés dès le début de l'année 2022 par la guerre russo-ukrainienne qui a accentué le retour de l'inflation, principalement marquée sur les prix de l'énergie et des matières premières agricoles.

Dans ce contexte, les Etats-Unis ont rapidement engagé des mesures fortes pour juguler l'inflation : la Réserve Fédérale a procédé à des augmentations de ses taux directeurs à plusieurs reprises, suivie dans ce mouvement par les principales Banques Centrales en Europe.

Dans le même temps, la première économie mondiale s'est positionnée en alternative à la Russie pour fournir du gaz aux pays européens, qui ont décidé de réduire leur forte dépendance au gaz russe, en rétorsion à l'invasion de l'Ukraine. Cette situation a particulièrement pénalisé la zone euro, avec l'inflation importée des Etats-Unis, la hausse des prix de l'énergie et une politique monétaire dictée par les événements extérieurs.

La croissance de la Chine, pays qui semblait être sorti renforcé par la politique du zéro-Covid, a montré des signes d'essoufflement en 2022. Face aux réactions de la population, marquée par des mesures de restrictions sanitaires ininterrompues depuis trois ans, les autorités ont dû se résoudre en fin d'année à lâcher du lest et à laisser l'épidémie se propager, ce qui a temporairement désorganisé le fonctionnement de son économie et la fluidité de ses échanges avec ses partenaires commerciaux.

Les autres pays est-asiatiques ont été affectés par la situation de la Chine que les tensions géopolitiques autour de la question de l'île de Taiwan ont renforcé. En refusant d'appliquer des sanctions envers la Russie, la Chine ainsi que l'Inde ont toutefois profité de cet environnement pour accroître leurs approvisionnements en hydrocarbures depuis la Russie, tout en bénéficiant au passage de prix comparativement bas.

Ancré dans l'économie réelle, engagé de longue date dans l'investissement à impact, le Groupe voit sa stratégie confortée par les tendances actuelles et l'urgence des grands défis sociétaux mise en lumière par la crise ukrainienne. Cette stratégie délivre de la valeur pour nos clients et constitue un véritable levier de performance pour le Groupe.

En 2022, Edmond de Rothschild a ainsi engrangé des succès commerciaux importants sur l'ensemble de ses activités, fort de sa stratégie commerciale visant à se concentrer sur les segments de marchés les plus pertinents en maintenant sa croissance organique centrée sur un nombre ciblé de clientèles et de marchés prioritaires.

Nous continuons de nous adapter à l'évolution des attentes de notre clientèle vers plus d'authenticité, de contenus pertinents et de solutions qui répondent à leurs besoins. Nous nous y sommes préparés ces dernières années en modernisant notre organisation, nos outils et notre contenu, afin de servir au mieux nos clients. Nous continuons à renforcer notre positionnement sur des thématiques d'investissement pour offrir à nos clients des solutions qui vont au-delà de la performance financière et sont ancrées dans l'économie réelle.

Après avoir procédé en 2021 à une série de recrutements stratégiques, le Groupe a continué en 2022 à renforcer ses équipes commerciales et de gestion pour soutenir ses ambitions de développement sur l'ensemble de ses géographies, tant en Banque Privée qu'en Asset Management.

En parallèle, le Groupe a souhaité renforcer le fonctionnement de sa Banque Privée désormais organisée en trois pôles : la Banque Privée Internationale (incluant la Suisse, Monaco, les Emirats Arabes Unis, Israël et le Royaume Uni, ainsi que la responsabilité pour le Groupe de Wealth Solutions, Wealth Planning et GFI), placée sous la responsabilité d'Hervé Ordioni, la Banque Privée Edmond de Rothschild Europe (incluant le Luxembourg et ses succursales, ainsi que l'Italie) sous la responsabilité d'Yves Stein et la Banque Privée Edmond de Rothschild France (incluant le Corporate Finance et les activités de courtage en assurance) sous la responsabilité de Renzo Evangelista.

Dans le même temps, Gérard Ohresser a été nommé CEO d'Edmond de Rothschild Monaco¹ et Michaël Mennella directeur de la Banque Privée Monaco.

Malgré un environnement économique et financier tendu, 2022 a été une année marquée par de nombreux succès pour nos activités de gestion d'actifs confirmant ainsi les bons résultats de 2021.

Concernant les actifs liquides, la collecte a été positive sur les thématiques actions notamment sur le fond EdR Big Data qui a collecté CHF 338 millions, ainsi que multi-management notamment sur Nikko Global Funds – Traditional MM avec CHF 966 millions de collecte nette.

L'ensemble des classes d'actifs réels (immobilier, dette d'infrastructure et private equity) ont continué à se renforcer avec une masse sous gestion qui approche désormais CHF 21 milliards.

Edmond de Rothschild Private Equity a poursuivi activement sa croissance, dépassant la barre des CHF 3.5 milliards d'encours sous gestion, avec une collecte brute de près de CHF 700 millions. Parmi les nombreux succès, citons les levées sur ERES IV, Privilège 2021, Peakbridge II et Kennet VI.

La gamme d'investissements immobiliers, désormais regroupée sous la bannière Edmond de Rothschild Real Estate Investment Management, continue de se développer et de se diversifier afin de proposer des produits adaptés à la conjoncture actuelle. Elle a atteint fin 2022 les CHF 13 milliards d'actifs sous gestion

Enfin, avec plus de CHF 4.4 milliards sous gestion, la plateforme de dette d'infrastructures BRIDGE (Benjamin de Rothschild Infrastructure Debt Generation) s'est considérablement renforcée. L'expansion géographique étant essentielle à la croissance de la plateforme au cours des prochaines années, des stratégies plus globales sont notamment à l'étude.

L'ensemble de ces activités bénéficient en outre de la puissance commerciale des équipes de l'Asset Management afin d'être proposées de façon active à l'ensemble de nos clients. Cette volonté d'adopter une démarche transversale nous permet de créer des passerelles entre nos différentes expertises et de mettre en commun des compétences spécifiques.

Nous devons nous adapter à l'évolution des attentes de notre clientèle vers plus d'authenticité, de contenus pertinents et de solutions qui répondent à leurs besoins. Nous nous y sommes préparés ces dernières années en modernisant notre organisation.

La Banque Privée, métier historique du groupe, accompagne ses clients privés de façon dynamique et anticipe au mieux leurs besoins. Pour cela, le Groupe a constitué une gamme de produits et de services, au plus près de l'économie réelle et des préoccupations des entrepreneurs.

La Banque Privée du Groupe Edmond de Rothschild a ainsi développé la capacité d'assembler pro-activement des solutions et des expertises pour accompagner ses clients à chaque étape de la transformation de leur patrimoine.

Elle propose pour cela un accès à des investissements, des conseils et un service expert : opérations de M&A, planification financière, analyse patrimoniale, conseil en assurance-vie, prise en compte des contraintes patrimoniales propres à la cession d'une entreprise à capitaux familiaux.

Tous ces savoir-faire sont orchestrés par le banquier privé, pivot de la relation client, qui adopte une vision holistique des différents actifs afin d'élaborer une allocation stratégique pour les clients.

Dans le contexte de la crise ukrainienne, nos équipes de banquiers, ont été très proches auprès de leurs clients pour les informer et les conseiller dans cette période particulièrement inédite sur les marchés et gérer au mieux leurs portefeuilles.

En 2022, fort de nos convictions d'investissement alliant rendement financier et impact, Edmond de Rothschild a accéléré le déploiement de solutions d'investissement socialement responsable et fait évoluer sa proposition de valeurs pour mieux répondre aux attentes de sa clientèle (mandat de gestion ISR, Thématique, Structurés).

Par ailleurs, les équipes de Gestion Conseillée ont su, dans ces périodes de forte volatilité, être très présentes auprès des clients pour gérer au mieux leurs portefeuilles. Les encours gérés par cette équipe ont aussi significativement augmenté.

Enfin, dans un souci constant de répondre aux besoins de financement de ses clients privés, la Banque continue également de développer de façon maîtrisée son offre de crédit, qui dépasse les CHF 7 milliards d'engagements.

¹ En remplacement d'Hervé Ordioni

France

L'activité commerciale est restée très dynamique en France. Notre filiale Edmond de Rothschild (France) a ainsi enregistré en 2022 collecte nette de près de EUR 2 milliards, principalement sur son activité de Banque Privée.

Les entrepreneurs constituent l'une des premières sources de croissance en France pour la Banque. L'offre d'Edmond de Rothschild, fondée sur une palette d'expertises à destination des PME et de leurs dirigeants (conseil, fusions et acquisitions, ingénierie financière et patrimoniale, private equity), répond parfaitement à leurs besoins.

Les synergies poursuivies avec l'équipe de corporate finance permettent elles aussi d'offrir des réponses adaptées en matière de transmission, d'augmentation de capital et de croissance externe. A ce titre, 2022 a été une année faste sur le nombre de transactions traitées.

Les secteurs résilients, notamment la santé, l'industrie, les services B2B et l'immobilier ont particulièrement suscité l'intérêt des investisseurs.

Monaco

Notre filiale Edmond de Rothschild (Monaco) a connu de très bons résultats en 2022. Le dynamisme commercial et le renforcement des équipes ont permis de collecter EUR 1.6 milliards, une performance doublée par rapport à 2021.

Luxembourg

La dynamique commerciale d'Edmond de Rothschild (Europe) est restée soutenue notamment en asset management

L'activité auprès de clients privés a été très positive sur l'entité au Luxembourg et dans la Succursale d'Espagne.

Israël

Les résultats présentés ci-après intègrent les activités de banque privée et d'asset management d'Edmond de Rothschild (Israël) Ltd. Ces activités regroupent une quarantaine de collaborateurs pour un encours sous gestion de CHF 1.3 milliard.

Résultats Comptes consolidés

Les avoirs de la clientèle s'établissent en fin d'année 2022 à CHF 158 milliards, en baisse de -9% par rapport à l'an dernier, malgré une collecte nette positive de CHF +5.8 milliards, en raison de la baisse des marchés financiers et d'effets de change défavorables.

La collecte nette de l'année est principalement tirée par la clientèle privée pour CHF +4.3 milliards et la poursuite du développement de la plateforme d'actifs réels pour CHF +1.8 milliards.

La collecte nette auprès de la clientèle privée a bénéficié de la dynamique commerciale en France, à Monaco et en Suisse. Elle a été portée par les efforts déployés pour accompagner nos clients dans le contexte de crise.

Véritable pilier de notre stratégie de maison d'investissements, notre plateforme d'Actifs Réels avoisine désormais CHF 21 milliards sous gestion à fin 2021, portée par la contribution positive des 3 métiers qui la composent (dette d'infrastructure, Immobilier, Private Equity).

À CHF 971 millions, les revenus diminuent d'un peu moins de -3% par rapport à l'an dernier. Les revenus récurrents des activités de banque privée et de gestion d'actifs ont été pénalisés par la baisse des marchés financiers, mais cette baisse a été presque entièrement compensée par l'effet positif sur les revenus lié à la hausse des taux d'intérêts. Signe d'une bonne qualité de gestion, les commissions de surperformance contribuent pour CHF 23 millions, en diminution par rapport à 2021 qui constituait un niveau historique.

Le résultat des opérations de commissions et des prestations de service est en retrait de près de -14% pour s'établir à CHF 709 millions, comparés à CHF 823 millions en 2021.

Le résultat des opérations de négoce augmente de près de CHF 16 millions, par rapport à l'exercice précédent. Il s'établit à CHF 143 millions, comparés à CHF 127 millions en 2021.

Les autres résultats ordinaires s'inscrivent à plus de CHF 21 millions, en baisse de -32% par rapport à l'exercice précédent.

Le taux de marge brute induit est en progression, en passant de 57 bps en 2022 à 59 bps, signe d'une bonne résilience des revenus malgré des marchés financiers en baisse.

À CHF 799 millions, les charges d'exploitation affichent une diminution de -1% sur l'année, grâce à une bonne maîtrise des frais de personnel.

Au global, le résultat brut d'exploitation s'établit à CHF 172 millions, en retrait de -11%.

Les corrections de valeur sur participations, amortissements sur immobilisations et valeurs immatérielles totalisent CHF 84 millions, en hausse de CHF 3 millions.

Les variations des provisions et autres corrections de valeur et pertes s'élèvent à CHF 5 millions, comparées à CHF 8 millions en 2022. Les correctifs de valeurs intègrent principalement des pertes opérationnelles chez Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. et Edmond de Rothschild (Europe).

Résultat opérationnel

Ces différents éléments nous conduisent à un résultat opérationnel de CHF 82 millions, contre CHF 104 millions, lors de l'exercice précédent.

Les produits extraordinaires s'élèvent à CHF 6 millions. Les charges extraordinaires s'élèvent à moins de CHF 1 million et sont principalement composées de cessions et mise au rebut d'immobilisations.

La variation des réserves pour risques bancaires généraux s'élève à CHF 5 millions en 2022, comparés à CHF 3 millions en 2021.

Enfin, les impôts s'établissent à CHF 38 millions, comparés à CHF 43 millions en 2021.

Ces différents éléments conduisent à un résultat net (avant prise en compte des intérêts minoritaires) de CHF 55 millions, contre 79 millions de CHF en 2021. Précisons que le résultat net de 2021 comprenait une plus-value de cession de CHF 15 millions, hors cet élément, la baisse du résultat net se limite à 14%.

Analyse du bilan

Le total du bilan du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. s'élève à CHF 19,6 milliards, comparé à CHF 19,8 milliards au 31 décembre 2022.

L'actif circulant, composé des liquidités, des créances sur les banques, des créances résultant d'opérations de financement de titres, des créances sur la clientèle, des créances hypothécaires, ainsi que des opérations de négoce, a diminué de 8.2 % par rapport à l'exercice précédent, pour atteindre CHF 15,8 milliards.

Les valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés s'établissent à CHF 267,2 millions, comparées à CHF 140,4 millions en 2022.

Le poste « immobilisations financières » totalise CHF 2'687,9 millions, comparé à CHF 1'640,1 millions en 2021, en hausse de 63.8%.

Les comptes de régularisation s'élèvent à CHF 294,6 millions, comparés à CHF 238,2 millions en 2020.

Au passif, les engagements envers les banques et la clientèle s'élèvent à CHF 16,6 milliards, comparés à CHF 17,2 milliards en 2021. Ils représentent 84.8 % du total du bilan.

Les réserves pour risques bancaires généraux sont en diminution de 3.5 % par rapport à l'exercice précédent. Elles s'établissent à CHF 151 millions, comparées à CHF 156,4 millions en 2021.

Avant distribution du dividende, les fonds propres du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. s'élèvent à CHF 1,45 milliard. Ils représentent 7.4 % du total du bilan.

Ratio de fonds propres

Le groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. continue de bénéficier d'un bilan solide qui, associé à une gestion conservatrice du risque, permet d'afficher un ratio de solvabilité consolidé de 22.4% à fin décembre 2022, largement au-dessus du minimum légal (12%). Ceci reflète un excédent de fonds propres de plus de CHF 565,2 millions.

Perspectives pour l'année 2023

Le début d'année 2023 reste marqué par la situation géopolitique tendue liée à la crise en Ukraine. Dans ce contexte, le Groupe poursuit la mise en œuvre de sa stratégie fondée sur l'idée que la richesse doit servir à construire demain et à financer l'économie réelle. Cette ambition apparaît plus que jamais pertinente dans le contexte actuel.

Le Groupe va accélérer sa stratégie de différenciation autour d'investissements de convictions associée à d'importants moyens de recherche et une stratégie d'innovation soutenue dans l'objectif de délivrer de la performance à long terme : concentration sur une sélection de stratégies bien identifiées, feuille de route ambitieuse pour nos investissements socialement responsables sur la période 2022-2025 et renforcement de nos gammes thématiques.

En matière de banque privée, Edmond de Rothschild a la volonté de renforcer sa position de référence. Parallèlement à des recrutements de banquiers, le Groupe va capitaliser sur la qualité de ses équipes pour continuer son processus d'innovation produit (mandat de Private Equity, accélération des club-deals, mandat thématique), et améliorer son expérience clients (notamment via la digitalisation et la force de son écosystème).

Enfin, dans le contexte actuel, l'enjeu de la digitalisation des entreprises demeure essentiel et l'ensemble du Groupe entend continuer à s'inscrire dans cette démarche.

Nous envisageons 2023 avec confiance compte tenu de la solidité du Groupe, de la pertinence de notre modèle et des succès enregistrés en 2022. Plus que jamais, nous sommes mobilisés aux côtés de nos actionnaires.

Le Conseil d'Administration



Rapport de l'organe de révision

à l'Assemblée générale d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., Genève

Rapport sur l'audit des comptes consolidés

Opinion d'audit

Nous avons effectué l'audit des comptes consolidés d'Edmond de Rothschild (Suisse) SA, comprenant le bilan consolidé au 31 décembre 2022, le compte de résultat consolidé, l'état des capitaux propres consolidés et le tableau des flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date ainsi que l'annexe aux comptes consolidés, y compris un résumé des principales méthodes comptables.

Selon notre appréciation, les comptes consolidés ci-joints (pages 50 à 89) donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière consolidés du groupe au 31 décembre 2022 ainsi que de ses résultats et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date conformément aux prescriptions comptables pour les banques et sont conformes à la loi suisse.

Fondement de l'opinion d'audit

Nous avons effectué notre audit conformément à la loi suisse et aux Normes suisses d'audit des états financiers (NA-CH). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces dispositions et de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'organe de révision relatives à l'audit des comptes consolidés » de notre rapport. Nous sommes indépendants du groupe, conformément aux dispositions légales suisses et aux exigences de la profession, et avons satisfait aux autres obligations éthiques professionnelles qui nous incombent dans le respect de ces exigences.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe au Conseil d'Administration. Les autres informations comprennent les informations présentées dans le rapport de gestion, à l'exception des comptes consolidés et de notre rapport correspondant.

Notre opinion sur les comptes consolidés ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune conclusion d'audit sous quelque forme que ce soit sur ces informations.

Dans le cadre de notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier si elles présentent des incohérences significatives par rapport aux comptes consolidés ou aux connaissances que nous avons acquises au cours de notre audit ou si elles semblent par ailleurs comporter des anomalies significatives.

Si, sur la base des travaux que nous avons effectués, nous arrivons à la conclusion que les autres informations présentent une anomalie significative, nous sommes tenus de le déclarer. Nous n'avons aucune remarque à formuler à cet égard.

Responsabilités du Conseil d'Administration relatives aux comptes consolidés

Le Conseil d'Administration est responsable de l'établissement des comptes consolidés lesquels donnent une image fidèle conformément aux prescriptions comptables pour les banques et aux dispositions légales. Il est en outre responsable des contrôles internes qu'il juge nécessaires pour permettre l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, le Conseil d'Administration est responsable d'évaluer la capacité du groupe à poursuivre l'exploitation de l'entreprise. Il a en outre la responsabilité de présenter, le cas échéant, les éléments en rapport avec la capacité du groupe à poursuivre ses activités et d'établir le bilan sur la base de la continuité de l'exploitation, sauf s'il existe une intention de liquidation du groupe ou de cessation d'activité, ou s'il n'existe aucune autre solution alternative réaliste.

PricewaterhouseCoopers SA, avenue Giuseppe-Motta 50, case postale, 1211 Genève 2
Téléphone : +41 58 792 91 00, www.pwc.ch

PricewaterhouseCoopers SA est membre d'un réseau mondial de sociétés juridiquement autonomes et indépendantes les unes des autres.



Responsabilités de l'organe de révision relatives à l'audit des comptes consolidés

Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et de délivrer un rapport contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, mais ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément à la loi suisse et aux NA-CH permettra de toujours détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, prises individuellement ou collectivement, elles puissent influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément à la loi suisse et aux NA-CH, nous exerçons notre jugement professionnel tout au long de l'audit et faisons preuve d'esprit critique. En outre :

- › Nous identifions et évaluons les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant de fraudes est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, des omissions volontaires, de fausses déclarations ou le contournement de contrôles internes.
- › Nous acquérons une compréhension du système de contrôle interne pertinent pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, mais non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du système de contrôle interne du groupe.
- › Nous évaluons le caractère approprié des méthodes comptables appliquées et le caractère raisonnable des estimations comptables ainsi que des informations y afférentes.
- › Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par le Conseil d'Administration du principe comptable de continuité d'exploitation appliqué et, sur la base des éléments probants recueillis, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention dans notre rapport sur les informations à ce sujet fournies dans les comptes consolidés ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion d'audit modifiée. Nous établissons nos conclusions sur la base des éléments probants recueillis jusqu'à la date de notre rapport. Des situations ou événements futurs peuvent cependant amener le groupe à cesser son exploitation.
- › Nous évaluons la présentation dans son ensemble, la structure et le contenu des comptes consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et estimons si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents d'une manière telle à donner une présentation sincère.
- › Nous recueillons des éléments probants suffisants et appropriés sur les informations financières des entités et sur les activités au sein du groupe, afin d'exprimer une opinion d'audit sur les comptes consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés. Nous assumons l'entière responsabilité de l'opinion d'audit.

Nous communiquons au Conseil d'Administration ou à sa commission compétente, notamment l'étendue des travaux d'audit et le calendrier de réalisation prévus ainsi que nos constatations d'audit importantes, y compris toute déficience majeure dans le système de contrôle interne, relevée au cours de notre audit.

Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément à l'art. 728a, al. 1, ch. 3, CO et à la NAS-CH 890, nous attestons qu'il existe un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes consolidés, défini selon les prescriptions du Conseil d'Administration.

Nous recommandons d'approuver les comptes consolidés qui vous sont soumis.

PricewaterhouseCoopers SA

Christophe Kratzer
Expert-réviseur
Réviseur responsable

Alan Quéguiner

Genève, le 31 mars 2023

Bilan

Consolidé au 31 décembre 2022 (en milliers de CHF)

<i>En milliers de CHF</i>	<i>Notes</i>	<i>2022</i>	<i>2021</i>	<i>Variation</i>	<i>Variation %</i>
Actifs					
Liquidités	19	684'729	9'161'340	(8'476'611)	(92,5)
Créances sur les banques	19	7'765'210	900'193	6'865'017	762,6
Créances résultant d'opérations de financement de titres	1,19	36'929	45'607	(8'678)	(19,0)
Créances sur la clientèle	2,19	5'269'731	5'261'982	7'749	0,1
Créances hypothécaires	2,19	2'082'628	1'881'810	200'818	10,7
Opérations de négoce	3,19	211	257	(46)	(17,9)
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	4,19	267'240	140'442	126'798	90,3
Immobilisations financières	5,19	2'687'878	1'640'580	1'047'298	63,8
Comptes de régularisation		294'634	238'208	56'426	23,7
Participations non consolidées	6,7	17'002	14'453	2'549	17,6
Immobilisations corporelles	8	289'306	282'545	6'761	2,4
Valeurs immatérielles	9	126'683	142'153	(15'470)	(10,9)
Autres actifs	10	53'631	61'790	(8'159)	(13,2)
Total des actifs	11,20,21,23	19'575'812	19'771'360	(195'548)	(1,0)
Total des créances subordonnées		-	-	-	-
<i>dont avec obligation de conversion et/ou abandon de créance</i>		-	-	-	-

Bilan

consolidé au 31 décembre 2022 (en milliers de CHF)

<i>En milliers de CHF</i>	<i>Notes</i>	<i>2022</i>	<i>2021</i>	<i>Variation</i>	<i>Variation %</i>
Passifs					
Engagements envers les banques	19	565'395	642'055	(76'660)	(11,9)
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	19	16'039'237	16'592'450	(553'213)	(3,3)
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	4,19	287'168	105'645	181'523	171,8
Emprunts et prêts des centrales d'émission de lettre de gage	14	635'824	421'130	214'694	51,0
Comptes de régularisation		432'480	383'337	49'143	12,8
Autres passifs	10	113'143	48'915	64'228	131,3
Provisions	15	48'588	53'328	(4'740)	(8,9)
Réserves pour risques bancaires généraux		150'985	156'412	(5'427)	(3,5)
Capital social	16	58'694	58'694	-	-
Réserve issue du capital		502'391	502'391	-	-
Réserve issue du bénéfice		912'781	912'643	138	0,0
Réserve de change		(234'805)	(193'665)	(41'140)	21,2
Intérêts minoritaires au capital propre		8'814	8'861	(47)	(0,5)
Bénéfice consolidé de l'exercice		55'117	79'164	(24'047)	(30,4)
<i>dont part des intérêts minoritaires au bénéfice consolidé</i>		<i>3'168</i>	<i>8'093</i>	<i>(4'925)</i>	<i>(60,9)</i>
Total des fonds propres		1'453'977	1'524'500	(70'523)	(4,6)
Total des passifs	20,23	19'575'812	19'771'360	(195'548)	(1,0)
Total des engagements subordonnés		20'787	21'695	(908)	(4,2)
<i>dont avec l'obligation de conversion et/ou abandon de créance</i>		<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>
Opérations hors bilan					
Engagements conditionnels	2,24	295'243	232'701	62'542	26,9
Engagements irrévocables	2	756'520	1'034'558	(278'038)	(26,9)
Engagements de libérer et d'effectuer des versements supplémentaires	2	446'384	420'666	25'718	6,1

Compte de résultat

de l'exercice consolidé au 31 décembre 2022 (en milliers de CHF)

En milliers de CHF	Notes	2022	2021	Variation	Variation %
Produit des intérêts et des escomptes	28	129'054	43'317	85'737	197,9
Produit des intérêts et des dividendes des portefeuilles destinés au négoce		172	3	169	5'633,3
Produit des intérêts et des dividendes des immobilisations financières		37'418	15'353	22'065	143,7
Charges d'intérêts	28	(66'284)	(40'181)	(26'103)	65,0
Résultat brut des opérations d'intérêts		100'360	18'492	81'868	442,7
Variations des corrections de valeur pour risques de défaillance et pertes liées aux opérations d'intérêts	15	(2'067)	(18)	(2'049)	11'383,3
Résultat net des opérations d'intérêts		98'293	18'474	79'819	432,1
Produit des commissions sur les titres et les opérations de placement		837'541	950'794	(113'253)	(11,9)
Produit des commissions sur les opérations de crédit		4'219	5'245	(1'026)	(19,6)
Produit des commissions sur les autres prestations de service		73'459	68'689	4'770	6,9
Charges de commissions		(206'528)	(201'857)	(4'671)	2,3
Résultat des opérations de commissions et des prestations de service		708'691	822'871	(114'180)	(13,9)
Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur	27	142'554	126'933	15'621	12,3
Résultat des aliénations d'immobilisations financières		12'408	5'182	7'226	139,4
Produit des participations		7'549	7'195	354	4,9
<i>dont des participations enregistrées selon la méthode de la mise en équivalence</i>		6'411	5'552	859	15,5
<i>dont des autres participations non consolidées</i>		1'138	1'643	(505)	(30,7)
Résultat des immeubles		359	367	(8)	(2,2)
Autres produits ordinaires		20'089	25'766	(5'677)	(22,0)
Autres charges ordinaires		(19'116)	(7'024)	(12'092)	172,2
Autres résultats ordinaires		21'289	31'486	(10'197)	(32,4)
Charges de personnel	29	(536'581)	(550'406)	13'825	(2,5)
Autres charges d'exploitation	30	(262'459)	(255'768)	(6'691)	2,6
Charges d'exploitation		(799'040)	(806'174)	7'134	(0,9)
Corrections de valeur sur participations, amortissements sur immobilisations et valeurs immatérielles	33	(84'251)	(80'827)	(3'424)	4,2
Variations des provisions et autres corrections de valeur, pertes	31	(5'147)	(8'335)	3'188	(38,2)
Résultat opérationnel		82'389	104'428	(22'039)	(21,1)
Produits extraordinaires	32	6'056	16'389	(10'333)	(63,0)
Charges extraordinaires	32	(713)	(1'623)	910	(56,1)
Variations des réserves pour risques bancaires généraux	32	5'427	2'828	2'599	91,9
Impôts	35	(38'042)	(42'858)	4'816	(11,2)
Bénéfice consolidé de l'exercice	34	55'117	79'164	(24'047)	(30,4)
<i>dont part des intérêts minoritaires au bénéfice consolidé</i>		3'168	8'093	(4'925)	(60,9)

État des capitaux propres

consolidé au 31 décembre 2022 (en milliers de CHF)

<i>En milliers de CHF</i>	<i>Capital social</i>	<i>Réserve issue du capital</i>	<i>Réserve issue du bénéfice</i>	<i>Réserves pour risques bancaires généraux</i>	<i>Réserve de change</i>	<i>Intérêts minoritaires</i>	<i>Résultat de la période</i>	<i>Total</i>
Capitaux propres au 1er janvier 2022	58'694	502'391	912'643	156'412	(193'665)	8'861	79'164	1'524'500
Différences de change	-	-	-	1	(41'140)	(635)	-	(41'774)
Dividendes	-	-	(71'019)	-	-	(7'908)	-	(78'927)
Autres distributions	-	-	71'071	-	-	8'093	(79'164)	-
Autres dotations / (prélèvements) affectant les réserves pour risques bancaires généraux, modification du périmètre	-	-	-	(5'428)	-	-	-	(5'428)
Autres dotations / (prélèvements) affectant les autres réserves, modification du périmètre	-	-	86	-	-	403	-	489
Bénéfice consolidé de l'exercice	-	-	-	-	-	-	55'117	55'117
Capitaux propres au 31 décembre 2022	58'694	502'391	912'781	150'985	(234'805)	8'814	55'117	1'453'977

La ligne "dividendes" comprend également les dividendes versés par les filiales à leurs actionnaires minoritaires et la ligne "autres distributions" représente l'affectation du résultat avant les distributions de dividendes.

Tableau des flux de trésorerie

consolidé au 31 décembre 2022 (en milliers de CHF)

En milliers de CHF	2022			2021		
	Sources de fonds	Emplois de fonds	Solde	Sources de fonds	Emplois de fonds	Solde
Flux de fonds du résultat opérationnel (financement interne) :						
Bénéfice consolidé de l'exercice	55'117	-		79'164	-	
Réserves pour risques bancaires généraux	-	5'428		-	2'828	
Corrections de valeur sur participations, amortissements sur immobilisations corporelles et valeurs immatérielles	84'251	-		80'827	-	
Provisions et autres corrections de valeurs	16'154	20'894		13'454	18'665	
Variations des corrections de valeur pour risques de défaillance et pertes	12	197		139	1'917	
Délimitations actives	-	48'267		35'937	-	
Délimitations passives	113'373	-		4'140	-	
Dividende de l'exercice précédent	-	71'019		-	60'015	
Solde	268'907	145'805	123'102	213'661	83'425	130'236
Flux de fonds des transactions relatives aux capitaux propres :						
Ecritures par les réserves	-	49'195		1'023	45'967	
Solde	-	49'195	(49'195)	1'023	45'967	(44'944)
Flux de fonds des mutations relatives aux participations, immobilisations corporelles et valeurs immatérielles :						
Participations non consolidées	2	3'526		494	1'857	
Immeubles	-	13'383		4'239	-	
Autres immobilisations corporelles	393	64'819		2'688	52'896	
Valeurs immatérielles	-	12'569		-	9'723	
Différence de change	15'811	-		4'694	-	
Solde	16'206	94'297	(78'091)	12'115	64'476	(52'361)

	2022			2021		
	Sources de fonds	Emplois de fonds	Solde	Sources de fonds	Emplois de fonds	Solde
Flux de fonds de l'activité bancaire :						
Opérations à moyen et long terme (> 1 an) :						
Engagements envers les banques	-	79		-	10'606	
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	17'541	-		-	24'500	
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financier dérivés	24'193	-		5'582	-	
Emprunts et prêts des centrales d'émission de lettre de gage	153'978	-		52'984	-	
Créances sur les banques	-	-		141	-	
Créances sur la clientèle	-	56'359		-	108'848	
Créances hypothécaires	-	557'095		-	255'036	
Valeurs de remplacement positives d'instruments financier dérivés	-	69'320		-	13'660	
Immobilisations financières	-	584'804		267'053	-	
Opérations à court terme :						
Engagements envers les banques	-	76'581		-	304'142	
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	-	570'754		1'826'433	-	
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financier dérivés	157'330	-		-	86'267	
Emprunts et prêts des centrales d'émission de lettre de gage	60'716	-		-	35'408	
Créances sur les banques	-	6'865'017		383'246	-	
Créances résultant d'opérations de financement de titres	8'678	-		-	45'607	
Créances sur la clientèle	48'610	(185)		-	661'166	
Créances hypothécaires	356'277	-		-	74'269	
Opération de négoce	46	-		11'740	-	
Valeurs de remplacement positives d'instruments financier dérivés	-	57'478		-	29'999	
Immobilisations financières	-	462'494		-	33'771	
Solde	827'369	9'299'796	(8'472'427)	2'547'179	1'683'279	863'900
Etat des liquidités :						
Liquidités	8'476'611	-		-	896'831	
Solde	8'476'611	-	8'476'611	-	896'831	(896'831)
Total des sources et emplois de fonds	9'589'093	9'589'093		2'773'978	2'773'978	

Annexe

aux comptes consolidés

Nom et forme juridique du Groupe

Sociétés du Groupe

Les comptes consolidés du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. (ci-après « le Groupe ») comprennent les états financiers des banques et des principales sociétés exerçant une activité financière ainsi que les sociétés immobilières dans lesquelles Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. ayant son siège à Genève détient directement ou indirectement une participation majoritaire (les sociétés concernées figurent en pages 70 à 73).

L'effectif du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., converti en emploi à temps complet, s'élevait à la fin de l'exercice à 2'438 collaborateurs, comparés à 2'431 collaborateurs pour l'exercice précédent.

Changements apportés au périmètre de consolidation

Sociétés entrées dans le périmètre durant l'exercice :

- › PeakBridge Growth II GP S.à r.l., Luxembourg
- › Edmond de Rothschild RED Carry SCSp, Luxembourg
- › Hottinger & Co. Limited, Londres
- › EdR REIM Fundament Gmbh, Berlin
- › EdR Residential Investment Fund UK III GP Sàrl, Luxembourg
- › Pearl GP II S.à r.l., Luxembourg
- › Cording Residential Asset Management Limited, Londres
- › Boscalt Global Hospitality Fund GP Sàrl, Luxembourg
- › Smart Estate Partners S.à r.l., Genève

Sociétés sorties du périmètre durant l'exercice :

- › Edmond de Rothschild Euro Industrial Real Estate Access Fund SICAV-RAIF, Senningerberg
- › Edmond de Rothschild (Europe) - Agence de Liège, Liège
- › L'Immobilière Opéra - Immopéra, Paris
- › General Partner Participations Mauritius, Port Louis
- › Cording Property Management LLP, Londres

Processus de liquidation en cours :

- › Iberian Renewable Energies GP S.à r.l., Luxembourg

Changement de raison sociale :

- › EdR REIM (Europe) S.A., Luxembourg (précédemment Orox (Europe) S.A., Leudelange)
- › EdR REIM Holding S.A., Genève (précédemment EdR Real Estate S.A., Leudelange)

Méthode de consolidation

Intégration globale

Les données des sociétés du Groupe sont consolidées par intégration globale.

Les actifs et les passifs, de même que les charges et produits, sont intégrés dans leur totalité.

Tous les postes du bilan et du compte de résultat qui découlent de relations d'affaires entre les sociétés consolidées du Groupe sont compensés réciproquement.

Les opérations hors bilan sont également saisies en totalité et compensées lorsqu'elles correspondent à des transactions effectuées entre les sociétés du Groupe.

L'élimination des dividendes se fait par les réserves. La part des actionnaires tiers (intérêts minoritaires) dans le patrimoine et les résultats sont indiqués séparément.

Consolidation du capital

La consolidation du capital des banques, des sociétés financières, des sociétés de gestion et des sociétés immobilières du Groupe est établie selon la méthode anglo-saxonne (« purchase method »).

Les écarts actif et passif de première consolidation sont affectés respectivement aux postes « Valeurs immatérielles » et « Produits extraordinaires ».

La position de propres titres de participation est portée en déduction des fonds propres, à concurrence des coûts d'acquisition. Les paiements de dividendes et les résultats des aliénations ultérieures sont directement attribués aux « Réserves issues du capital ».

Participations mises en équivalence

Les principales participations avec un taux de contrôle compris entre 20 et 50 % sont inscrites au bilan consolidé selon la méthode de mise en équivalence (« equity method »); le montant correspondant à la quote-part du Groupe dans les capitaux propres et les résultats de ces sociétés est substitué à la valeur des titres détenus sous « Participations ».

› Il s'agit de EdR Nikko Cordial (50 %), Ginkgo Advisor S.à r.l. (49 %), Amethis Advisory SAS (49 %), TIIC Advisor SAS (49 %), Amethis North Africa S.à r.l. (49 %), Amethis Investment Fund Manager S.A. (49 %), PEARL Advisory SAS (49 %), SICIT, - Sociedade de Investimentos e Consultoria em Infra-estruturas de Transportes SA, Lisboa (44 %), Ginkgo Advisor Limited, London (49 %), Amethis Advisory East Africa Limited, Nairobi (49 %), Trajan Investment Advisor SAS, Paris (49 %), ERAAM SAS, Paris (34 %), Zhonghai Fund Management Company, Shanghai (25 %), EdR Dortmund Hiltropwall GP S.à r.l., Luxembourg (44 %), Amethis Advisory Europe S.A.S.U., Paris (49 %), Elyan Partners SAS, Paris (49 %), Hottinger & Co. Limited, Londres (42,5 %), EdR REIM Fundament GmbH, Berlin (50 %).

Lorsque le processus d'évaluation de l'écart de première mise en équivalence fait ressortir le fait que les coûts de l'acquisition sont supérieurs aux actifs nets, la différence réputée être un « goodwill » est portée à l'actif sous les valeurs immatérielles. À l'inverse, le « badwill » est enregistré sous la rubrique « Produits extraordinaires ».

Les participations mises en équivalence figurent sous « Participations non consolidées ».

La quote-part du Groupe dans les résultats des sociétés mises en équivalence est prise en compte sous un poste distinct du compte de résultat consolidé.

Autres participations

Les participations majoritaires de moindre importance ou destinées à être vendues, ainsi que les participations minoritaires sont inscrites au bilan sous la position « Participations non consolidées ».

Sociétés nouvellement acquises

Les sociétés nouvellement acquises sont, en principe, intégrées aux comptes consolidés dans l'année de leur acquisition.

Date de clôture des comptes consolidés

Les sociétés consolidées clôturent leurs comptes au 31 décembre.

Principes de comptabilisation et d'évaluation

Les comptes consolidés du groupe Edmond (Suisse) S.A. ont été établis conformément aux dispositions de la Loi fédérale sur les banques et les caisses d'épargne (LB), à son ordonnance et aux prescriptions comptables pour les banques, définies par la circulaire 20/1 de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers FINMA, ainsi qu'à son ordonnance (OEPC).

Les comptes de Groupe donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que des résultats du Groupe.

Modification des principes d'évaluation et de présentation

Il n'y a pas eu de modification des principes d'évaluation et de présentation pour l'exercice 2022.

Modification des chiffres comparatifs

A des fins de comparaisons, des chiffres 2021 ont été revus sous l'annexe 10 – répartitions des autres actifs et autres passifs.

Principes généraux d'évaluation

Les postes présentés dans les positions du bilan sont évalués individuellement.

Saisie des opérations et inscription au bilan

Le bilan et le compte de résultat sont établis selon le principe de la date de règlement.

Conversion des comptes annuels en monnaies étrangères

Les transactions en monnaies étrangères sont comptabilisées au taux de change en vigueur à la date des transactions. Les gains et pertes résultant du règlement de ces transactions, ainsi que de la conversion au taux de change en vigueur à la date du bilan, des actifs et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont comptabilisés au compte de résultat.

Les bilans établis en monnaies étrangères des sociétés consolidées sont convertis en francs suisses aux taux de change pratiqués sur le marché à la date de clôture des comptes, à l'exception des fonds propres et des participations convertis aux cours historiques.

Les comptes de résultat des sociétés du Groupe sont convertis à des cours de change annuels moyens.

Concernant les sociétés étrangères mises en équivalence, les cours pratiqués sur le marché à la date de clôture des comptes sont appliqués aux quotes-parts de leurs capitaux propres exprimées en devises et les quotes-parts du Groupe dans leurs résultats sont converties à des taux de change annuels moyens.

Les différences de conversion résultant de la consolidation et de la mise en équivalence figurent dans les fonds propres sous « Réserve de change ».

Les taux de change utilisés pour la conversion des monnaies étrangères sont les suivants :

	2022		2021	
	Cours de clôture	Cours moyen annuel	Cours de clôture	Cours moyen annuel
Principales monnaies				
EUR	0,9847	1,0041	1,0331	1,0799
USD	0,9232	0,9516	0,9121	0,9115
GBP	1,1102	1,1771	1,2295	1,2537

Liquidités et avoirs auprès des banques centrales

Les liquidités et dépôts auprès des banques centrales sont enregistrés à leur valeur nominale.

Opérations de financement de titres

Les droits reçus ou payés en relation avec les opérations de prêts de titres sont délimités sur la durée des opérations et comptabilisés comme produits ou charges d'intérêts. Les transactions *reverse repo* sont utilisées en relation avec la gestion de la trésorerie. Elles sont enregistrées comme avances garanties par des titres de première qualité. Le produit des intérêts des opérations de revente et les charges des intérêts des opérations de rachat sont délimités sur la durée des transactions sous-jacentes.

Créances sur les banques, créances sur la clientèle et créances hypothécaires

Les créances sur les banques, les comptes courants débiteurs, avances et prêts à terme fixe ainsi que les créances hypothécaires figurent à leur valeur nominale, déduction faite des corrections de valeur commandées par les circonstances.

Les créances compromises, c'est-à-dire les créances pour lesquelles il est peu vraisemblable que le débiteur soit en mesure de faire face à ses engagements futurs, sont évaluées individuellement et la dépréciation de valeur est couverte par des corrections de valeur individuelles. Les créances sur la clientèle sont composées de crédits lombards garantis par des titres, alors que les créances hypothécaires sont couvertes par des gages hypothécaires. Par conséquent, aucun correctif de valeur pour les créances non compromises n'est comptabilisé. Les opérations hors bilan tels qu'engagements fermes, garanties et instruments financiers dérivés sont également compris dans cette évaluation et une provision serait comptabilisée le cas échéant.

Traitement des intérêts en souffrance

Les intérêts (y compris les intérêts courus) et les commissions correspondantes réputés en souffrance ne doivent pas être considérés comme des produits. Les intérêts et les commissions échus depuis plus de 90 jours mais impayés sont considérés comme étant en souffrance (créances en souffrance).

Les intérêts en souffrance doivent être déterminés selon le principe brut. Les corrections de valeurs relatives aux intérêts devenues libres lors d'une autre période de référence sont enregistrées dans la rubrique du compte de résultat Variations des corrections de valeur pour risques de défaillance et pertes liées aux opérations d'intérêts.

Le Groupe renonce à comptabiliser au compte de résultat les intérêts en souffrance et les intérêts compromis et les comptabilise directement sous la rubrique « variations des corrections de valeur pour risque de défaillance et pertes liées aux opérations d'intérêts ».

Opérations de négoce, engagements résultant des opérations de négoce

Les actions, obligations, métaux précieux, fonds et instruments financiers dérivés qui ne sont pas acquis dans un but d'investissement à long terme, sont compris dans « Opérations de négoce ». Les positions sont évaluées à la juste valeur à la date du bilan. Les titres sans marché réguliers sont évalués au prix d'acquisition, sous déduction des amortissements nécessaires (principe de la valeur de la plus basse).

Le produit des intérêts et des dividendes des portefeuilles destinés au négoce est comptabilisé à la rubrique « Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur ». Les coûts de refinancement des portefeuilles de négoce sont compensés directement à la rubrique « Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur ». Les résultats non réalisés découlant de l'évaluation, de même que les résultats réalisés, sont compris sur le compte de résultat « Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur ».

Valeurs de remplacement positives et négatives des instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés sont évalués à leur juste valeur. Les valeurs de remplacement positives et négatives correspondent aux avoirs, respectivement aux engagements de la Banque en cas de conclusion avec d'autres contreparties de contrats de remplacement identiques aux contrats de base. Les variations de valeurs de remplacement positives et négatives figurent dans le compte de résultat sous « Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur ». La juste valeur découle soit du prix résultant d'un marché efficient et liquide, soit du prix offert par les teneurs de marché, soit du prix établi à l'aide de modèles d'évaluation.

Dans certains cas, le Groupe utilise des instruments financiers dérivés, principalement dans le cadre de ses activités pour gérer son exposition au risque de taux d'intérêt et de change. Dans ce cadre, il recourt essentiellement à des swaps de taux d'intérêts et à des opérations de change à terme ou des options de change. Ces opérations sont, en principe, enregistrées comme des opérations de couverture du type « micro et macro hedges » et selon les principes d'une comptabilité de couverture.

Principes d'une comptabilité de couverture

Les opérations de couverture sont évaluées selon les mêmes principes que les opérations de base couvertes.

Les résultats des opérations de couverture sont saisis sous une rubrique de résultat identique à celle qui enregistre les résultats correspondants de l'opération couverte.

Les modifications de valeurs sont saisies dans le compte de compensation, dans la mesure où aucune adaptation de valeur de l'opération de base n'est comptabilisée.

Le Groupe applique une comptabilité de couverture lorsque les effets de couverture ainsi que les buts et stratégies visés par les opérations de couverture sur risques de taux d'intérêt et de change sont documentés lors de la conclusion des opérations et qu'une vérification périodique de l'efficacité de la couverture est effectuée.

Les opérations de couverture ne remplissant pas, plus ou que partiellement leur fonction de couverture sont assimilées en totalité ou pour leur fraction excédentaire, à des opérations de négoce et traitées comme telles.

Immobilisations financières

Les titres de créance destinés à être conservés jusqu'à l'échéance sont évalués selon l'« accrual method ». Les agios et disagios correspondants sont délimités sur la durée, c'est-à-dire jusqu'à l'échéance du titre. Les gains et les pertes résultant des opérations d'intérêts aliénées avant l'échéance ou remboursées par anticipation sont délimités selon la durée résiduelle de l'opération, c'est-à-dire jusqu'à l'échéance initiale du titre aliéné ou remboursé de façon anticipée. Les adaptations de valeur sont en principe enregistrées dans les « Autres charges ordinaires », respectivement « Autres produits ordinaires ».

Lorsqu'une répartition entre les adaptations de valeur liées au risque de défaillance et celles découlant des conditions du marché est effectuée, la part des modifications relatives au risque de défaillance est enregistrée à la rubrique « Variations des corrections de valeur pour risques de défaillance et pertes liées aux opérations d'intérêts ».

Les titres de créance qui ne sont pas destinés à être conservés jusqu'à l'échéance, les titres de participation et les immeubles repris dans les opérations de crédit et destinés à la revente sont évalués selon le principe de la valeur la plus basse de leur prix d'acquisition et de la valeur de marché à la date du bilan.

Les métaux précieux détenus en contrepartie des engagements clients sous forme de métaux sont évalués au prix du marché à la date du bilan.

Participations non consolidées

Les participations sont évaluées individuellement à la valeur d'acquisition, déduction faite d'éventuels amortissements à caractère de « write-off » destinés à prendre en compte des moins-values permanentes.

Immobilisations corporelles

Les investissements dans de nouvelles immobilisations corporelles, qui sont utilisées durant plus d'une période comptable et qui sont supérieures au seuil d'activation, sont portés au bilan à leur valeur d'acquisition. Les investissements dans des immobilisations corporelles existantes sont activés si la valeur de marché ou d'usage est durablement augmentée ou s'ils entraînent une augmentation notable de la durée de vie.

Lors de l'évaluation postérieure, les immobilisations corporelles sont portées au bilan à leur valeur d'acquisition, sous déduction des amortissements cumulés. Les amortissements sont effectués selon un plan sur toute la durée d'utilisation prévue de l'immobilisation. L'actualité de la valeur est revue chaque année. Si cet examen fait apparaître un changement de la durée d'utilisation ou une diminution de valeur, le Groupe amortit la valeur comptable résiduelle selon un plan correspondant à la nouvelle durée d'utilisation ou procède à un amortissement non planifié. Les amortissements effectués selon un plan, de même que les amortissements supplémentaires non planifiés, sont comptabilisés au débit de la rubrique « Corrections de valeur sur participations, amortissements sur immobilisations et valeurs immatérielles » du compte de résultat.

Les immeubles sont amortis sur la base de leur valeur résiduelle, et, selon le type d'immeuble et sa localisation, entre 30 et 66 ans.

Les autres immobilisations corporelles se composant du mobilier, des logiciels, du matériel et de l'équipement (y compris les travaux d'aménagement des immeubles) sont amorties selon leur nature sur une durée d'utilisation fixée entre 3 et 7 ans.

Les gains réalisés lors de l'aliénation d'immobilisations corporelles sont comptabilisés à la rubrique « Produits extraordinaires », les pertes réalisées à la rubrique « Charges extraordinaires ».

Valeurs immatérielles

Goodwill

Si le coût total d'une acquisition est plus élevé que les actifs nets repris, évalués selon les principes du Groupe, la différence est considérée comme goodwill acquis et activé. Les différences actives de première consolidation et de mise en équivalence des sociétés intégrées font l'objet d'un amortissement linéaire au maximum sur 10 ans à charge du compte de résultat.

Autres valeurs immatérielles

Les autres valeurs immatérielles acquises sont portées au bilan dès lors qu'il est prévu que ces valeurs procureront des avantages économiques futurs au Groupe pendant plusieurs années. Les autres valeurs immatérielles que le Groupe a lui-même créées ne sont pas portées au bilan. Elles sont évaluées et inscrites au bilan au coût d'acquisition et sont amorties au compte de résultat sur la base de leur valeur résiduelle sur une durée d'utilisation de 5 ans. L'actualité de la valeur est revue chaque année. Si cet examen fait apparaître un changement de la durée d'utilisation ou une diminution de valeur, le Groupe amortit la valeur comptable résiduelle selon un plan correspondant à la nouvelle durée d'utilisation ou procède à un amortissement non planifié.

Provisions

Une provision spécifique est constituée pour tout engagement probable, fondé sur un événement passé, dont le montant et/ou l'échéance sont incertains mais estimables de manière fiable. Le Groupe constitue des provisions pour tous les risques de pertes reconnaissables. Les provisions qui, au cours d'une période comptable, ne sont plus économiquement nécessaires sont dissoutes et portées au compte de résultat.

Les impôts différés sont pour la plupart liés à des écarts temporaires affectant les réserves pour risques bancaires généraux. Ils sont déterminés sur la base des taux d'impôt moyen prévisibles au moment de l'établissement du bilan. Les charges et les produits d'impôts différés sont comptabilisés au compte de résultat.

Réserves pour risques bancaires généraux

Pour couvrir les risques découlant de l'activité bancaire, non couverts par des provisions spécifiques, le Groupe constitue préventivement des réserves pour risques bancaires généraux.

Ces réserves sont intégrées dans les fonds propres consolidés.

Impôts

Les impôts courants sur le bénéfice et le capital sont déterminés sur la base des comptes individuels des sociétés du Groupe et sont enregistrés à la charge de l'exercice qui les a générés.

Les impôts latents, résultant de différences temporaires entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et passifs, sont comptabilisés comme impôts latents sous la rubrique « provisions » au passif du bilan.

Propres titres de créance et de participation

L'achat de propres parts du capital est enregistré à la valeur d'acquisition au moment de cette transaction dans la rubrique « Propres parts du capital » déduite des capitaux propres. Le Groupe ne fait pas d'évaluation subséquente.

Dans le cas d'une revente de propres parts du capital, le résultat réalisé est enregistré dans la rubrique « Réserve issue du capital » et le Groupe réduit la position « Propres parts du capital » de la valeur d'acquisition des actions propres vendues.

Engagement de prévoyance

Les collaborateurs de la Maison Mère et de certaines de ses filiales sont assurés auprès de la Fondation de prévoyance Edmond de Rothschild. La Fondation a pour but de prémunir le personnel des sociétés adhérentes contre les conséquences économiques de la vieillesse, de l'invalidité et du décès. Elle est semi-autonome et est basée sur le principe de la primauté des cotisations. Les cotisations sont croissantes en fonction de l'âge de la personne assurée. L'employeur participe pour 2/3 au financement des cotisations tandis que 1/3 est à la charge des assurés.

Les collaborateurs des autres entités du Groupe participent à des plans dont les prestations sont déterminées en fonction des cotisations encaissées (primauté des cotisations).

Le Groupe examine chaque année s'il existe, de son point de vue, des avantages économiques ou des engagements économiques vis-à-vis des divers plans de prévoyance en faveur des collaborateurs du Groupe. La différence par rapport à la valeur correspondante de la période précédente est enregistrée comme frais de personnel dans le compte de résultat.

L'examen annuel est effectué sur la base des contrats, des comptes annuels (dont la date de clôture ne remonte pas à plus de douze mois) établis conformément à la Swiss GAAP RPC 26 pour les institutions de prévoyance suisses et d'éventuels autres calculs.

Plan de participation des collaborateurs

Pour les membres de la direction ainsi que pour une partie des collaborateurs, un plan de participation des collaborateurs a été mis en place. Les bénéficiaires des plans se verront attribuer des bons de participations d'Edmond de Rothschild Holding en fonction de leur ancienneté, de leur niveau hiérarchique et de leurs performances individuelles. L'aliénation de ces titres est soumise à un délai de blocage de trois ans.

La rémunération étant fondée sur des instruments de capitaux propres virtuels, la dette est réévaluée lors de chaque clôture et adaptée par le compte de résultat dans la rubrique « Charges de personnel ».

Opérations hors bilan

Les opérations hors bilan sont présentées à la valeur nominale. Pour les risques prévisibles, des provisions au passif du bilan sont constituées.

Gestion des risques

Politique des risques

La banque Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., Genève (ci-après « la Banque ») ainsi que ses filiales en Suisse et à l'étranger (ci-après « le Groupe ») sont principalement actives sur les deux métiers stratégiques du Groupe, la banque privée et l'asset management. Les activités du Groupe s'élargissent également aux métiers du Private Equity, de l'Immobilier, du Corporate Finance et de Prestation d'administration centrale et de services de société de gestion.

En sa qualité de Maison Mère, la Banque assume la responsabilité de la surveillance en matière de contrôle et gestion des risques sur l'ensemble des entités du Groupe.

Une politique des risques commune établie par la Banque et approuvée par le Conseil d'Administration détermine les principes généraux auxquels les entités du Groupe sont soumises. Dans ce contexte, et dans le cadre des réglementations locales, chaque filiale met en place sa propre structure visant à identifier, limiter et contrôler les risques auxquels elle est exposée.

Le Groupe s'est doté en 2023 d'une cartographie des risques ESG, qui reprend la méthodologie utilisée pour les autres risques de notre Politique des Risques : définition des catégories, estimations de tolérance, KRI associés, cotations déduites. Cette méthodologie confirme le Risk Assessment à Faible de notre risque global ESG (dans sa double matérialité). Par ailleurs, les risques extra-financiers identifiés pour le Groupe sont suivis et traités en continu. Les informations relatives à ces risques sont présentées dans le rapport annuel de durabilité du Groupe. Celui-ci fournit les éléments clés sur les enjeux matériels, les objectifs et les progrès accomplis dans la gestion des risques extra-financiers.

Le dispositif de la gestion des risques est organisé comme suit :

- › Le Conseil d'Administration décide des éléments constitutifs de la gestion des risques et de la tolérance au risque du Groupe. Le Conseil d'Administration revoit chaque année le "concept-cadre" de gestion des risques qui intègre la Politique des risques (notamment la tolérance au risque (« Risk Appetite ») et les pertes potentielles pouvant résulter de risques importants) et approuve les limites de la Banque et du Groupe ;
- › Le Comité d'audit et des risques surveille et évalue le fonctionnement de la gestion des risques. Il exerce un contrôle périodique sur les risques par l'examen des états préparés à intervalles réguliers ou à la demande par les fonctions Risques et Juridique & Conformité;
- › Le Comité exécutif est responsable de la mise en place de procédures destinées à l'identification, l'évaluation, l'analyse et le contrôle de l'ensemble des risques pris par la Banque et le Groupe. Il veille, avec l'assistance du Comité des risques, d'une part, à l'application de la Politique des risques arrêtée par le Conseil d'Administration et, d'autre part, à ce que toutes les informations importantes sur la situation de risques de la Banque et du Groupe soient collectées, traitées et notifiées à son organe de haute direction et de surveillance ;
- › Les Responsables des métiers, des fonctions et des départements des entités constitutives du Groupe ont la charge d'anticiper, prévenir et de gérer les principaux événements susceptibles d'affecter la réalisation des objectifs inhérents à leurs activités et aux processus opérationnels qui les sous-tendent. Ils sont notamment responsables d'instaurer une culture de risque appropriée et de mettre en place les contrôles de 1^{er} niveau adéquats dans leurs activités ;
- › Le Group Chief Risk Officer assure la transposition des principes et des méthodes de gestion des risques dans les processus décisionnels et opérationnels. Il contrôle l'exposition aux risques et fait rapport sur la situation de risques de la Banque et du Groupe.
- › Afin de satisfaire aux exigences de l'autorité de surveillance en matière de gestion et contrôle des risques du Groupe, une fonction Risques a été constituée regroupant l'ensemble des responsables risques des entités du Groupe et une fonction Juridique & Conformité regroupant l'ensemble des responsables juridique et de conformité des entités du Groupe. Les deux fonctions reportent au Group Chief Risk Officer. Une charte de fonctionnement pour chacune des fonctions a été établie fixant certains principes directeurs, dont notamment la mission, les tâches et responsabilités, l'organisation ainsi que le processus de reporting régulier et ad hoc. Des échanges et une collaboration importante entre tous les acteurs de ces fonctions animent celles-ci.

Le dispositif de surveillance et l'organisation de contrôle mis en place dans l'ensemble du Groupe bénéficient de ressources adéquates, tant du point de vue humain que technique et sont constamment adaptés à l'évolution réglementaire et à l'exigence des activités du Groupe.

Risques de liquidité

Le **risque de liquidité** correspond au risque que la Banque et/ou le Groupe ne soit pas en mesure de satisfaire à ses besoins en flux de trésorerie présents et futurs, attendus et inattendus, sans nuire à ses opérations journalières ou à sa situation financière.

Les entités bancaires du Groupe n'ont pas pour objectif de tirer profit de leur rôle de transformation d'échéance et de s'exposer de manière importante au risque de liquidité. Elles adoptent une attitude prudente dans la gestion de leur trésorerie en choisissant des contreparties de qualité, des échéances de courte durée et des limites correspondantes. Elles privilégient ainsi le respect de leurs engagements vis-à-vis de leur clientèle au détriment de la maximisation de leur marge d'intérêts. Elles recherchent, dans le cadre de la stratégie décidée par le Conseil d'Administration, le maximum de concordance entre les durées et les échéances de leurs emplois et de leurs ressources. La transformation d'échéance tolérée est induite principalement par ses activités de crédits et de trésorerie court terme dans des portefeuilles d'investissement à moyen / long terme. Par ailleurs, la Banque et le Groupe veillent scrupuleusement au respect des ratios légaux actuels en matière de liquidités.

Au sein du Groupe, l'évaluation de ce risque est effectuée en utilisant les techniques adaptées de gestion du bilan permettant de contrôler la structure des échéances. D'une manière générale, chaque entité bancaire du Groupe dispose d'un processus de contrôle du risque de liquidité visant à analyser et surveiller quotidiennement : ses avoirs et ses engagements agrégés par tranche d'échéance standardisée ; les différents montants à recevoir, respectivement à payer, par devise et date valeur ; les éventuelles impasses de trésorerie et leurs limites.

Risque de crédit

Le **risque de crédit** représente le risque d'insolvabilité de l'une des contreparties financières ou d'un client avec qui les entités du Groupe sont contractuellement liées, notamment en matière de prêts ou de créances découlant d'instruments financiers.

Contreparties bancaires

Les contreparties bancaires avec lesquelles le Groupe collabore font l'objet d'une analyse financière approfondie et de critères de sélection exigeants. Les expositions sur les contreparties bancaires sont suivies quotidiennement par une structure de contrôle permanente et les limites accordées font l'objet de mises à jour périodiques ou immédiates si la dégradation des conditions financières de certaines d'entre elles l'exige. Afin de minimiser le risque de crédit sur les contreparties bancaires, le Groupe privilégie les opérations de reverse repos et le placement des liquidités auprès des banques centrales. Le système de limites et la surveillance du risque de concentration sur les contreparties bancaires s'étendent à l'ensemble des entités du Groupe.

Clientèle

L'activité de crédits collatéralisés est positionnée comme étant annexe aux activités de Banque Privée et de gestion de patrimoine. Dans ce domaine, les activités se limitent à satisfaire la clientèle privée à l'aide d'opérations de financement, d'émissions de garanties, d'autres engagements sur instruments à terme et / ou dérivés, ainsi que de financement de biens immobiliers. En ce qui concerne la clientèle institutionnelle (dont les OPC), les crédits se limitent exclusivement aux crédits du type « bridge financing » à des OPC et des fonds de Private Equity du Groupe, à l'émission de garanties bancaires et aux opérations sur instruments à terme et / ou dérivés.

Tout crédit octroyé par les entités bancaires du Groupe, doit en général être couvert par des sûretés financières répondant à des critères stricts en termes de diversification, de liquidité, de valorisation, de notation et de couverture géographique, par des polices d'assurances, des garanties bancaires ou des sûretés immobilières. La transposition de cette politique rigoureuse amène les entités du Groupe à exiger une couverture excédentaire systématique dont le pourcentage varie en fonction du type de sûretés financières et du degré de diversification de ces dernières.

Des tests d'endurance ou des vérifications de l'état des nantisements, sont régulièrement effectués en matière de crédit à la clientèle privée et institutionnelle. Ces tests ont notamment pour but de déterminer l'impact que pourraient avoir de fortes fluctuations à la baisse des marchés boursiers et/ou devises sur les sûretés financières nanties par la clientèle en faveur de l'entité en couverture de leurs engagements. Ces tests sont effectués pour l'ensemble de la clientèle concernée et de manière plus détaillée pour les cas les plus sensibles. Les clients les plus exposés font l'objet d'un suivi régulier de leurs positions.

Les compétences en matière d'octroi de crédit sont définies par les Conseils d'Administration.

D'une manière générale, la gestion et la surveillance du risque de crédit sont effectuées quotidiennement en fonction des dispositions légales ainsi que de directives et procédures internes strictes. Sous la direction de comités ad hoc au sein des entités bancaires du Groupe, des services spécialisés sont affectés au maintien administratif, au contrôle et au suivi des opérations.

Immobilisations financières

Les entités financières du Groupe peuvent investir une partie de leurs fonds propres et de leurs liquidités dans : 1) des parts de fonds de placement du Groupe, 2) des positions sur obligations ou créances assimilables répondant à des critères de notation définis ou d'éligibilité strictes applicables par certaines banques centrales ou bourses reconnues, 3) des parts de fonds de Private Equity, 4) des parts de fonds immobiliers du Groupe ou des co-investissements immobiliers dans le cadre d'alignement d'intérêts avec des clients du Groupe, 5) des titres de participation. Ces investissements sont de nature à diversifier les liquidités du Groupe dans des placements à moyen / long terme et à se procurer également des rendements réguliers. Ces investissements font l'objet de limites spécifiques et le choix des placements est confié à des collaborateurs spécialisés de la Banque ou du Groupe. La surveillance des limites et des portefeuilles est du ressort de la fonction Risques qui rend compte aux Comités ALM et des Risques.

Risque de marché

Le **risque de marché** est défini comme le risque de perte découlant d'une évolution défavorable des paramètres de marché impactant négativement les positions de la Banque et/ou du Groupe.

Le Groupe distingue trois catégories de risque de marché :

- › le **risque de change et métaux précieux**, résultant d'une évolution défavorable du cours de change d'une devise / métaux précieux et affectant le Groupe en raison de la non-concordance entre ses actifs, ses passifs et ses engagements hors bilan libellés en devises autres que la devise du capital ;
- › le **risque sur le portefeuille de négoce**, lié à l'évolution défavorable de la valeur des titres figurant dans le portefeuille de négoce (y compris les dérivés) du Groupe ;
- › le **risque de taux d'intérêt** est le risque de perte qui résulte d'un mouvement défavorable des taux d'intérêts affectant le Groupe en raison de la non-concordance entre ses actifs, ses passifs et ses engagements hors bilan portant sur des taux et des référentiels de taux d'intérêts non-congruents.

Le Groupe est peu actif en matière de négoce pour compte propre de valeurs mobilières. S'agissant du marché des devises et des métaux précieux, il opère essentiellement pour le compte de sa clientèle et ne prend que de faibles positions pour son compte propre. Les limites accordées aux opérateurs sont modestes et les expositions font l'objet d'un suivi quotidien, à l'aide d'outils informatiques, par une fonction indépendante de gestion des risques.

En ce qui concerne, enfin, le risque de taux d'intérêts, le Groupe privilégie toujours le respect de ses engagements vis-à-vis de sa clientèle au détriment de la maximisation de sa marge d'intérêts. Le Groupe accepte toutefois la transformation d'échéance induite principalement par ses activités de crédits et de trésorerie court terme dans des portefeuilles d'investissement à moyen / long terme (sans refinancement concordant). Le risque de taux d'intérêts est analysé et fait l'objet de limites de manière scindée, entre les positions impactant le résultat et celles impactant uniquement la valeur économique des fonds propres.

Les entités bancaires du Groupe ont mis en œuvre les dispositifs de gestion et de contrôle des risques adéquats, en conformité avec les règles du Groupe et les réglementations locales.

Risque opérationnel

Le **risque opérationnel** correspond à la perte potentielle que le Groupe est susceptible de subir suite à l'inadéquation ou la défaillance de procédures internes, de personnes, de systèmes d'information ou d'événements extérieurs.

Par nature, les deux principaux métiers exercés par le Groupe, à savoir la banque privée et l'asset management, sont exposés de manière significative aux risques opérationnels. Afin de les contrôler et de les atténuer, le Groupe a défini sa politique de gestion des risques opérationnels. Celle-ci comprend : 1) les structures de la gestion des risques opérationnels, y compris les compétences, les obligations de rendre compte et les lignes de reporting, 2) la définition des instruments d'identification, d'évaluation et de pilotage des risques opérationnels et de leur utilisation, 3) la détermination de la tolérance au risque en fonction des types pertinents de risques opérationnels essentiels, la fixation des valeurs-seuils et/ou des limites y relatives et la définition des stratégies et instruments d'atténuation des risques, 4) l'approche de la Banque destinée à identifier les risques inhérents (les risques avant prise en compte des contrôles) ainsi qu'à fixer et à surveiller les valeurs-seuils et/ou les limites pour les risques résiduels (les risques après prise en compte des contrôles), 5) la définition et instauration de systèmes de production de rapports de risque et d'information du management (MIS) pour les risques opérationnels, 6) la définition d'une classification uniforme des risques opérationnels essentiels afin d'assurer la cohérence au niveau de l'identification des risques, de leur évaluation et de la fixation des objectifs au sein de la gestion des risques opérationnels.

Le dispositif de gestion des risques opérationnels bénéficie de trois outils principaux harmonisés à travers le Groupe à des fins de surveillance consolidée :

- › l'exécution de Risk Control Self Assessments (RCSA) permettant une revue des risques identifiés et des contrôles afin de réduire le niveau de risque inhérent à un niveau de risque résiduel tolérable, tout en sensibilisant les acteurs de 1^{er} ligne de défense sur leurs responsabilités à cet égard (Risk Ownership) ;

- › la gestion des incidents opérationnels (identification, analyse, qualification, mitigation, reporting et suivi de la mise en place effective des plans d'actions définis avec les Métiers, sachant que tous les incidents opérationnels, avec ou sans impact financier, sont déclarés) ;
- › la gestion des Key Risk Indicators (définition, remontée par les Métiers et fonctions de contrôle responsables, analyse, reporting et suivi des plans d'actions éventuellement nécessaires pour maintien endéans les seuils de tolérance définis).

La fonction Risques comprend une cellule dédiée aux risques opérationnels. Destinée à mettre en exergue les améliorations possibles du dispositif de gestion des risques, elle a notamment pour mission d'élaborer la méthodologie de gestion des risques opérationnels, en fonction notamment des éléments constitutifs de Bâle III, de la soumettre pour validation au Comité des risques / Comité exécutif et d'assurer sa mise en place / à jour.

Cette cellule participe étroitement au dispositif du système de surveillance et de contrôle interne de la Banque et collabore étroitement avec le service de contrôle interne dans l'évaluation des contrôles mis en place, des plans d'actions à entreprendre afin d'atténuer les risques identifiés comme critiques et/ou élevés. L'équipe en place utilise un outil informatique performant dédié et déployé dans le Groupe. En outre, la cellule rend compte périodiquement au Comité des risques et, lorsque les circonstances l'exigent, au Comité exécutif.

En fonction de situations de crises retenues par la Banque susceptibles de créer une rupture, totale ou partielle, des processus opérationnels, un plan et une organisation de continuité des activités ont été définis. Propres à la Banque et à ses filiales, l'infrastructure et les moyens techniques / humains déployés visent à permettre aux fonctions critiques de travailler en mode dégradé et de revenir à la normale. Eu égard aux objectifs de continuité arrêtés par la Banque et ses filiales en cas de sinistre ou d'événement majeur, le développement et les tests de leur plan respectif seront poursuivis au cours de l'exercice prochain.

Externalisation d'activités (Outsourcing)

Dans le cadre de ses activités, le groupe Edmond de Rothschild recourt à des prestations relevant de l'outsourcing au sens de la réglementation applicable, en particulier la circulaire FINMA 2018/3, notamment s'agissant de la gestion du système bancaire, de certaines applications périphériques, de l'infrastructure informatique d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. et d'Edmond de Rothschild (Europe) ainsi que des fonctions de support de l'activité de banque dépositaire de fonds d'Edmond de Rothschild (Europe). De même, la conservation des titres d'Edmond de Rothschild (France) et certaines autres activités sont externalisées. Enfin, Edmond de Rothschild (Monaco) externalise certains services d'investissement au sein du Groupe Edmond de Rothschild (gestion discrétionnaire) et certains services de paiement (chèques) à des prestataires externes.

Méthodes appliquées pour l'identification des risques de défaillance et pour la détermination du besoin de corrections de valeur

Créances couvertes par hypothèque

Pour les financements de biens immobiliers à usage propre, le Groupe actualise la valeur des gages initialement retenue au plus tard lors de chaque échéance ou du renouvellement ou, à plus court terme, en fonction des régulations locales en vigueur, ou de l'évolution des marchés. Elles le sont au plus tard tous les 5 ans voire 3 ans notamment pour les biens à l'étranger, les objets de rendement ou d'une valeur de plus de CHF 10 mios.

Après validation des nouvelles évaluations, le taux d'avance sur gage est mis à jour. Il analyse également les arriérés d'intérêts et le respect du plan d'amortissement. Sur cette base, le Groupe identifie les crédits hypothécaires présentant des risques accrus.

Après un examen détaillé, effectué par des spécialistes, ces crédits peuvent faire l'objet d'une demande de sûretés supplémentaires ou d'une correction de valeur pour défaut de couverture.

Crédits couverts par des titres

Les engagements de la clientèle ainsi que la valeur des titres nantis sont vérifiés quotidiennement. Si la valeur de nantissement des sûretés vient à être inférieure au montant du crédit, le Groupe exige soit un remboursement partiel, soit des sûretés supplémentaires. Si l'insuffisance de couverture croît ou s'il existe des conditions de marché exceptionnelles, le Groupe réalise les sûretés.

Crédits sans couverture

Les crédits en blanc sont des dépassements en compte de la clientèle de détail.

Évaluation des sûretés de crédit

Créances couvertes par hypothèque

Les crédits garantis par gage immobilier ne sont jamais octroyés sans une évaluation des sûretés axée sur l'utilisation de l'objet.

La Banque obtient une expertise récente (datant de moins de 6 mois) adressée à son attention, rendue par un cabinet d'expertise immobilière agréé pour évaluer la valeur des biens d'habitation financés. Celle-ci est basée sur la méthode comparative. Pour les immeubles de rendement (locatifs ou mixte), l'expertise indique la valeur vénale de l'objet basée sur un calcul de valeur de rendement.

Pour les biens destinés à l'habitation s'y prêtant, les estimateurs internes utilisent un modèle d'évaluation hédoniste (méthode statistique de comparaison). Ces évaluations sont rapprochées au prix de transaction effective dans la même localité.

Le Groupe prend comme base de l'octroi des crédits la valeur la plus basse entre l'estimation interne, le prix d'achat et l'éventuelle estimation externe.

Créances couvertes par des titres

Pour les crédits lombards et autres crédits couverts par des titres, seules des sûretés (obligations, actions) facilement négociables sont acceptées. Le Groupe accepte les produits structurés si les investissements font l'objet d'une cotation régulière.

Politique d'affaires lors de la mise en œuvre d'instruments financiers dérivés et de l'utilisation de la comptabilité de couverture

Dans le cadre de la gestion de son bilan, le Groupe utilise en outre des instruments financiers dérivés pour la couverture des risques de taux d'intérêt, de change et de défaillance. Les opérations de couverture sont évaluées de la même façon que l'opération de base qu'elles couvrent. Le résultat de la couverture est enregistré dans la même rubrique du compte de résultat que celui de l'opération couverte. Dans la mesure où aucune adaptation de valeur de l'opération de base n'a été comptabilisée, le résultat d'évaluation des instruments de couverture est saisi dans le compte de compensation.

Les transactions de couverture du service de trésorerie, qui n'intervient pas lui-même sur le marché, sont exécutées par le département de négoce. Les actifs et les passifs ainsi que les charges et les produits découlant des transactions internes sont éliminés.

Le Groupe documente les relations de couverture ainsi que les buts et les stratégies des opérations de couverture lors de la conclusion de ces opérations. Le Groupe vérifie périodiquement l'effectivité de la relation de couverture. Lorsque cette relation est partiellement ou entièrement ineffective, la fraction ineffective de l'opération est assimilée à une opération de négoce.

Événements significatifs survenus après la date du bilan

Événements postérieurs à la date de clôture

Il n'y a pas eu d'événement postérieur à la date de clôture de l'exercice pouvant avoir un impact sur les états financiers au 31 décembre 2022.

Démission de l'organe de révision avant le terme de son mandat

L'Assemblée générale a élu PricewaterhouseCoopers S.A., Genève, comme organe de révision de la Banque. Le premier mandat de révision date de 1982. L'organe de révision ne s'est pas démis de son mandat avant terme.

Informations relatives au bilan

En milliers de CHF

2022

2021

1 Répartition des opérations de financement de titres (actifs et passifs)			
Valeur comptable des créances découlant de la mise en gage de liquidités lors de l'emprunt de titres ou lors de la conclusion d'une prise en pension		36'929	45'607
Valeur comptable des engagements découlant des liquidités reçues lors du prêt de titres ou lors de la mise en pension		-	-
Valeur des titres détenus pour propre compte, prêtés ou transférés en qualité de sûretés dans le cadre de l'emprunt de titres ainsi que lors d'opération de mise en pension		-	-
La juste valeur des titres reçus en qualité de garantie dans le cadre du prêt de titres ainsi que titres reçus dans le cadre de l'emprunt de titres et par le biais de prises en pension, pour lesquels le droit de procéder à une aliénation ou une mise en gage subséquente a été octroyé sans restriction		38'963	46'184
<i>dont titres remis à un tiers en garantie</i>		1'911	523
<i>dont titres aliénés</i>		-	-

En milliers de CHF	Nature des couvertures			Total
	Couvertures hypothécaires	Autres couvertures	Sans couverture	
2 Présentation des couvertures des créances et des opérations hors bilan ainsi que des créances compromises				
Couvertures des créances et des opérations hors bilan				
Prêts (avant compensation avec les correctifs de valeur)				
Créances sur la clientèle	61'138	5'015'233	200'649	5'277'020
Créances hypothécaires :				
- immeubles d'habitation	1'655'510	158'265	-	1'813'775
- immeubles commerciaux	229'441	-	-	229'441
- immeubles artisanaux et industriels	39'412	-	-	39'412
Total des prêts (avant compensation avec les correctifs de valeur)				
Total 2022	1'985'501	5'173'498	200'649	7'359'648
Total 2021	1'715'105	5'295'197	140'871	7'151'173
Total des prêts (après compensation avec les correctifs de valeur)				
Total 2022	1'985'501	5'173'498	193'360	7'352'359
Total 2021	1'715'105	5'295'197	133'490	7'143'792
Hors bilan				
Engagements conditionnels	-	294'370	873	295'243
Engagements irrévocables	3'623	712'123	40'774	756'520
Engagements de libérer et d'effectuer des versements supplémentaires	-	412'197	34'187	446'384
Total 2022	3'623	1'418'690	75'834	1'498'147
Total 2021	1'656	1'611'002	75'267	1'687'925

En milliers de CHF	Montant brut	Valeur estimée de réalisation des sûretés	Montant net	Corrections de valeur individuelles
	Créances compromises			
Total 2022	25'207	17'976	7'231	7'289
Total 2021	32'841	25'536	7'305	7'381

Le montant brut des créances compromises provient de plusieurs dossiers présentant des intérêts et/ou des amortissements impayés depuis plus de 90 jours. Le total des créances compromises correspond à 0.10% du total des créances sur la clientèle et des créances hypothécaires au 31.12.2022 (0.10% au 31.12.2021)

3 Répartition des opérations de négoce

Actif		
Opérations de négoce		
Titres de dette, papiers/opération du marché monétaire	28	72
<i>dont cotés</i>	28	72
Titres de participation	183	185
Total des actifs	211	257
<i>dont établis au moyen d'un modèle d'évaluation</i>	-	-
<i>dont titres admis en pension selon les prescriptions en matière de liquidités</i>	-	-

En milliers de CHF	Instruments de négoce			Instruments de couverture		
	Valeurs de remplacement positives	Valeurs de remplacement négatives	Volume des contrats	Valeurs de remplacement positives	Valeurs de remplacement négatives	Volume des contrats
4 Présentation des instruments dérivés (actifs et passifs)						
Instruments de taux						
Swaps	58'346	6'831	2'166'325	65'991	2	431'961
Options (OTC)	1'481	1'481	105'129	-	-	-
Devises / métaux précieux						
Contrats à terme	87'051	224'483	12'932'359	-	-	-
Options (OTC)	6'051	5'976	765'356	-	-	-
Titres de participation / indices						
Options (OTC)	48'320	48'395	924'690	-	-	-
Total avant prise en compte des contrats de netting						
Total 2022	201'249	287'166	16'893'859	65'991	2	431'961
<i>dont établis au moyen d'un modèle d'évaluation</i>	201'249	287'166	16'893'859	65'991	2	431'961
Total 2021	135'125	101'701	17'699'253	5'317	3'944	455'729
<i>dont établis au moyen d'un modèle d'évaluation</i>	135'125	101'701	17'699'253	5'317	3'944	455'729

En milliers de CHF

Total après prise en compte des contrats de netting

	Valeurs de remplacement positives (cumulées)	Valeurs de remplacement négatives (cumulées)
Total 2022	267'240	287'168
Total 2021	140'442	105'645

Répartition selon les contreparties

En milliers de CHF	Instances centrales de clearing	Banques et négociants en valeurs mobilières	Autres clients
Valeurs de remplacement positives (après prise en compte des contrats de netting)	-	192'660	74'580

En milliers de CHF	2022	2021	2022	2021
	Valeur comptable		Juste valeur	
5 Répartition des immobilisations financières				
Titres de créance	1'813'905	774'833	1'756'278	775'503
<i>dont destinés à être conservés jusqu'à l'échéance</i>	1'813'905	774'833	1'756'278	775'503
<i>dont non destinés à être conservés jusqu'à l'échéance (disponibles à la revente)</i>	-	-	-	-
Titres de participation	323'357	346'817	376'141	424'586
Métaux précieux	541'036	508'502	541'036	508'502
Immeubles	9'580	10'428	9'580	10'428
Total	2'687'878	1'640'580	2'683'035	1'719'019
<i>dont titres admis en pension selon les prescriptions en matière de liquidités</i>	765'342	48'933	-	-

En milliers de CHF	De AAA	De A+	De BBB+	De BB+	Inférieur	Sans
	à AA-	à A-	à BBB-	à B-	à B-	notation*
Répartition des contreparties selon la notation						
Valeur comptable des titres de créance	1'018'475	190'982	256'051	41'530	-	306'867

* dont CHF 300 millions émis par la Banque Nationale Suisse

Lorsqu'une répartition entre les adaptations de valeur liées au risque de défaillance et celles découlant des conditions du marché est effectuée, la part des modifications relatives au risque de défaillance est enregistrée à la rubrique «Variations des corrections de valeur pour risques de défaillance et pertes liées aux opérations d'intérêts».

Le Groupe utilise les notations de deux agences (Standard & Poor's et Moody's), exprimées selon la grille de notations de Standard & Poor's. Lorsque deux notations distinctes sont disponibles, la plus défavorable est retenue (pondération-risque la plus élevée). En cas d'absence de notation spécifique des instruments, les notations fedafin AG à long terme de l'émetteur sont utilisées pour le segment de marché des corporations de droit public (collectivités territoriales en Suisse).

En milliers de CHF	Valeur d'acquisition	Amortissements cumulés et adaptations de valeur (mise en équivalence)	Valeur comptable au 1er janvier 2022	Variations de change	Investissements et entrées dans le périmètre de consolidation	Désinvestissements et sorties du périmètre de consolidation	Adaptations de valeur en cas de mise en équivalence / reprises d'amortissements	Valeur comptable au 31 décembre 2022	Valeur de marché
6 Présentation des participations non consolidées									
Participations évaluées selon la méthode de la mise en équivalence	13'750	-	13'750	(959)	-	-	3'524	16'315	-
- avec valeur boursière	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- sans valeur boursière	13'750	-	13'750	(959)	-	-	3'524	16'315	-
Autres participations	2'246	(1'543)	703	(16)	2	(2)	-	687	64'806
- avec valeur boursière	305	-	305	-	-	-	-	305	64'806
- sans valeur boursière	1'941	(1'543)	398	(16)	2	(2)	-	382	-
Total des participations non consolidées	15'996	(1'543)	14'453	(975)	2	(2)	3'524	17'002	64'806

7 Présentation des sociétés consolidées du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

	Monnaie	Capital social (en milliers)		Part au capital (en %)		Part aux voix (en %)		Détention (en %)	
		2022	2021	2022	2021	2022	2021	directe	indirecte
Suisse - par intégration globale									
Maison Mère									
Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., Genève	CHF	58'694	58'694	100	100	100	100	-	-
Sociétés de services									
Privaco Family Office S.A., Genève	CHF	2'100	2'100	100	100	100	100	100	-
Rotomobil S.A., Genève	CHF	100	100	100	100	100	100	100	-
Sociétés financières et de gestion de portefeuille									
Edmond de Rothschild REIM (Suisse) S.A., Genève	CHF	2'000	2'000	60	60	60	60	60	-
Smart Estate Partners Sàrl, Genève	CHF	20	-	31	-	51	-	-	51
Etranger - par intégration globale									
Banques									
Edmond de Rothschild (Europe), Luxembourg	EUR	31'500	31'500	100	100	100	100	100	-
Edmond de Rothschild (France), Paris	EUR	83'076	83'076	100	100	100	100	100	-
Edmond de Rothschild (Monaco), Monaco	EUR	13'900	13'900	100	100	100	100	100	-
Sociétés de services et sociétés immobilières									
Edmond de Rothschild Corporate Finance, Paris,	EUR	61	61	100	100	100	100	-	100
Edmond de Rothschild Boulevard Buildings Ltd., Tel Aviv	ILS	74'534	74'534	100	100	100	100	-	100
EdR Real Estate (Eastern Europe) Management S.à r.l., Luxembourg	EUR	13	13	100	100	100	100	-	100
Edmond de Rothschild Family Advisory (Hong Kong) Limited, Hong Kong	HKD	12'675	12'675	100	100	100	100	-	100
Sociétés de gestion de portefeuilles									
Edmond de Rothschild Asset Management (Luxembourg), Luxembourg	EUR	18'238	18'238	100	100	100	100	-	100
Edmond de Rothschild Asset Management (France), Paris	EUR	11'034	11'034	100	100	100	100	-	100
Edmond de Rothschild Asset Management (Hong Kong) Ltd., Hong Kong	HKD	15'000	15'000	100	100	100	100	-	100
Edmond de Rothschild Asset Management (UK) Limited, Londres	GBP	4'400	4'400	100	100	100	100	-	100
Edmond de Rothschild REIM (France) SAS, Paris	EUR	250	250	60	100	100	100	-	100
Ginkgo Management S.à r.l., Luxembourg	EUR	13	13	50	51	51	51	-	51
Sociétés financières et sociétés de courtage									
Edmond de Rothschild (UK) Limited, Londres	GBP	15'700	15'700	100	100	100	100	100	-
Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., Representación Uruguay, Montevideo	USD	14	14	100	100	100	100	100	-
Edmond de Rothschild Assurances et Conseils (Monaco), Monaco	EUR	150	150	100	100	100	100	-	100
Iberian Renewable Energies GP S. à r.l., Luxembourg, en liquidation	EUR	13	13	100	100	100	100	-	100
Edmond de Rothschild Assurances et Conseils (Europe), Luxembourg	EUR	125	125	100	100	100	100	-	100
Edmond de Rothschild Gestion (Monaco), Monaco	EUR	150	150	100	100	100	100	-	100
SAS EdR Immo Magnum, Paris	EUR	1	1	100	100	100	100	-	100
Edmond de Rothschild Assurances et Conseils (France), Paris	EUR	7'035	7'035	100	100	100	100	-	100
Financière Boréale, Paris	EUR	6'040	6'040	100	100	100	100	-	100
Edmond de Rothschild Capital Holdings Limited, Londres	GBP	250	250	100	100	100	100	-	100

7 Présentation des sociétés consolidées du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

	Monnaie	Capital social		Part au capital		Part aux voix		Détenion (en %)	
		(en milliers)		(en %)		(en %)		directe	indirecte
		2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2022
Edmond de Rothschild Private Merchant Banking LLP, Londres	GBP	31'688	31'688	100	100	100	100	-	100
Edmond de Rothschild (Israel) Ltd., Tel-Aviv	ILS	5'501	5'501	100	100	100	100	100	-
Edmond de Rothschild Private Equity (France), Paris	EUR	2'700	2'700	100	100	100	100	-	100
Edmond de Rothschild Investment Partners China Sàrl, Luxembourg	EUR	13	13	100	100	100	100	-	100
Financière Eurafrique, Paris, Luxembourg	EUR	2'339	2'339	100	100	100	100	-	100
L'Immobilière Opéra - Immpéra, Luxembourg	EUR	-	229	-	100	-	100	-	-
Edmond de Rothschild Euroopportunities Management S.à r.l., Luxembourg	EUR	12	12	100	100	100	100	-	100
EdR Real Estate (Eastern Europe) CIE S.à r.l., Luxembourg	EUR	175	175	63	63	63	63	-	63
CFSH Luxembourg S. à r.l., Luxembourg	EUR	12	12	100	100	100	100	-	100
Bridge Management S.à.r.l., Luxembourg	EUR	13	13	100	100	100	100	-	100
Edmond de Rothschild Euroopportunities Management II S.à r.l., Luxembourg	EUR	13	13	72	72	72	72	-	72
Edmond de Rothschild Euroopportunities Invest II S.à r.l., Luxembourg	EUR	165	165	58	58	58	58	-	58
Edmond de Rothschild Private Equity Luxembourg S.A., Leudelange	EUR	886	881	99	100	100	100	-	100
Amethis Finance Luxembourg, Luxembourg, fusion Amethis Group	EUR	13	13	50	50	50	50	-	50
Sociétés financières et sociétés de courtage									
Moringa General Partner S.à r.l., Luxembourg	EUR	14	13	99	100	100	100	-	100
Moringa Partnership SAS, Paris	EUR	10	10	99	100	100	100	-	100
Edmond de Rothschild Private Equity S.A., Leudelange	EUR	1'659	1'640	99	100	99	100	99	-
General Partner Participations Mauritius, Port Louis	EUR	-	110	-	71	-	73	-	-
Edmond de Rothschild Equity Strategies Management III S.à r.l., Leudelange	EUR	13	13	66	66	66	66	-	66
TIIC Management S.à r.l., Luxembourg	EUR	13	13	50	51	51	51	-	51
Ginkgo Management II S.à r.l., Luxembourg	EUR	13	13	50	51	51	51	-	51
Amethis Group, S. à r.l., Leudelange	EUR	13	13	50	51	51	51	-	51
Amethis Fund II Management, S.à r.l., Leudelange	EUR	13	13	50	51	100	100	-	100
Amethis Maghreb Sàrl, Leudelange	EUR	12	12	50	51	100	100	-	100
Privilege Access Management, S.à r.l., Luxembourg	EUR	12	12	50	51	51	51	-	51
EdR Private Equity Partners S.A., SICAV-RAIF, Luxembourg	EUR	35'499	38'235	97	98	98	98	-	98
Pearl GP Sàrl, Luxembourg	EUR	12	12	50	51	51	51	-	51
Smart Estate Management 1, S.à r.l., Luxembourg	EUR	12	12	50	51	51	51	-	51
EdR Private Equity Partners S.A., SICAV-RAIF Comp. 2018, Luxembourg	EUR	62'993	48'770	98	100	99	100	-	99
Edmond de Rothschild Hospitality Partners Sàrl, Luxembourg	EUR	99	12	50	51	51	51	-	51
Boscalt Hospitality Fund GP S.à.r.l., Luxembourg	EUR	12	12	50	51	100	100	-	100
Smart Estate Management 2 Sàrl, Luxembourg	EUR	12	12	99	100	100	100	-	100
Edritech Ltd, Cayman Islands	USD	-	-	50	51	51	51	-	51
Kennet V Management (Luxembourg) S.à.r.l., Luxembourg	EUR	12	12	50	51	51	51	-	51
Direct Access GP S.à.r.l., Luxembourg	EUR	12	12	99	100	100	100	-	100
Ginkgo Management III S.à.r.l., Luxembourg	EUR	12	12	50	51	51	51	-	51

7 Présentation des sociétés consolidées du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

	Monnaie	Capital social (en milliers)		Part au capital (en %)		Part aux voix (en %)		Détention (en %)	
		2022	2021	2022	2021	2022	2021	directe 2022	indirecte 2022
Ginkgo Management (UK) LLP, Luxembourg	GBP	-	-	50	51	51	51	-	51
Sociétés financières et de gestion de portefeuille									
EdR Real Estate S.A., Leudelange	EUR	-	975	-	100	-	100	-	-
Real Estate Robin Sàrl, Leudelange	EUR	43'585	38'095	97	100	97	100	100	-
EdR REIM (Europe) S.A., Leudelange	EUR	1'300	1'300	60	75	100	75	-	100
Amethis Mena II GP, Luxembourg	EUR	13	13	47	48	94	94	-	94
EdR Private Equity Partners S.A., SICAV-RAIF Comp. 2021, Luxembourg	EUR	18'693	280	99	100	100	100	-	100
PeakBridge Growth II GP Sàrl, Luxembourg	EUR	12	-	50	-	51	-	-	51
Pearl GP II Sàrl, Luxembourg	EUR	12	-	50	-	51	-	-	51
Boscalt Global Hospitality Fund GP S.à.r.l., Luxembourg	EUR	12	-	50	-	100	-	-	100
ERES IV GP SAS, Paris	EUR	13	13	100	100	100	100	-	100
L.C.H. Investments N.V., Antilles néerlandaises	USD	2	2	93	93	93	93	90	3
EdR Euro Industrial Estate Access Fund SICAV-RAIF SA, Senningerberg	EUR	-	-	-	75	-	100	-	-
EdR Co-Invest Verwaltung UG, Frankfurt am Main	EUR	27	27	60	75	100	100	-	100
Cording Property Management LLP, London	GBP	-	120	-	75	-	100	-	-
EDR UK PRS Club 1 GP LLP, London	GBP	-	-	60	75	100	100	-	100
Edmond de Rothschild REIM (UK) Limited, London	GBP	102	102	60	75	100	100	-	100
Edmond de Rothschild Real Estate Investment Capital (UK) LLP, London	GBP	100	100	60	75	100	100	-	100
Edmond de Rothschild HL Nominee Limited, London	GBP	-	-	60	75	100	100	-	100
Edmond de Rothschild Real Estate Debt GP Sàrl, Luxembourg	EUR	12	12	60	75	100	100	-	100
Edmond de Rothschild REIM (Germany) GmbH, Stuttgart	EUR	480	480	60	75	100	100	-	100
Edmond de Rothschild REIM (Benelux) B.V., Amsterdam	EUR	18	18	60	75	100	100	-	100
Highgate GP Limited, Jersey	GBP	-	-	60	75	100	100	-	100
Highgate Founder Limited, Jersey	GBP	-	-	60	75	100	100	-	100
EdR Member Limited, London	GBP	-	-	60	75	100	100	-	100
EdR Nominee Limited, London	GBP	-	-	60	75	100	100	-	100
Merlin Wharf Apartments GP LLP, London	GBP	-	-	60	75	100	100	-	100
EDRRI John Street Warrington GP LLP, London	GBP	-	-	60	75	100	100	-	100
EDR UK PRS Carry GP LLP, Edinburgh	GBP	-	-	60	75	100	100	-	100
EdRRI UK Residential Investment GP Sàrl, Luxembourg	EUR	12	12	60	75	100	100	-	100
EdRRI UK Residential Investment Limited Partners Sàrl, Luxembourg	EUR	12	12	60	75	100	100	-	100
Sociétés financières et de gestion de portefeuille									
EDRRI Short Hill Nottingham GP LLP, London	GBP	-	-	60	75	100	100	-	100
EDRRI Kent Street Birmingham GP LLP, London	GBP	-	-	60	75	100	100	-	100
EDRRI Master Nominee Limited, London	GBP	-	-	60	75	100	100	-	100
Duits Vastgoed Beherend Venoot B.V., Amsterdam	EUR	4	4	60	75	100	100	-	100
LQG JV Landmark Portfolio Verwaltungs GmbH, Frankfurt am Main	EUR	25	25	60	75	100	100	-	100
Edmond de Rothschild RED Carry GP S.à.r.l., Luxembourg	EUR	-	-	60	75	100	100	-	100

7 Présentation des sociétés consolidées du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

	Monnaie	Capital social		Part au capital		Part aux voix		Détention (en %)	
		(en milliers)		(en %)		(en %)		directe	indirecte
		2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2022
Perelis SAS, Paris	EUR	442	12	78	80	80	80	-	80
Edmond de Rothschild RED Carry SCSp, Amsterdam	EUR	54	-	44	-	74	74	-	74
Orange Carry BV, Amsterdam	EUR	-	-	60	75	100	100	-	100
Saffron Court Apartments GP LLP, London	GBP	-	-	60	75	100	100	-	100
EdR Berlin Light Carry UG (haftungsbeschränkt) & Co.KG, London	EUR	2	2	48	59	67	67	-	67
Edmond de Rothschild Portfolio Management Ltd, Tel Aviv	ILS	1	1	100	100	100	100	-	100
Edmond de Rothschild Mutual Funds Management Ltd, Tel Aviv	ILS	839	839	100	100	100	100	-	100
Edmond de Rothschild Private Equity Partners (Israel) Ltd, Tel Aviv	ILS	1	1	100	100	100	100	-	100
Edmond de Rothschild Asset Management (Israel) Ltd, Tel Aviv	ILS	100	100	100	100	100	100	-	100
Provident Financial Markets Ltd, Tel Aviv	ILS	92	92	100	100	100	100	-	100
Provident Risk Management Ltd, Tel Aviv	ILS	-	-	100	100	100	100	-	100

Suisse - par mise en équivalence

Sociétés financières

Ginkgo Advisor Sàrl, Meyrin	CHF	20	20	48	49	49	49	-	49
-----------------------------	-----	----	----	----	----	----	----	---	----

Etranger - par mise en équivalence

Sociétés financières

Edmond de Rothschild Nikko Cordial Co. Ltd., Tokyo	JPY	100'000	100'000	50	50	50	50	-	50
Hottinger & Co. Limited, Londres	GBP	100	-	43	-	43	-	-	43
EdR REIM Fundament GmbH, Berlin	EUR	25	-	36	-	50	-	-	50
Sociedade De Investimentos E Consultoria Em Infra - Estruturas de Transportes S.A., Lisboa	EUR	50	50	44	44	44	44	-	44
Amethis Advisory, Paris	EUR	4	4	48	49	49	49	-	49
TIIC Advisor SAS, Paris	EUR	10	10	48	49	49	49	-	49
Amethis Investment Fund Manager, S.A., Leudelange	EUR	275	275	48	49	49	49	-	49
Amethis North Africa, S.à r.l., Casablanca	MAD	300	300	48	49	49	49	-	49
PEARL Advisory SAS, Paris	EUR	10	10	48	49	49	49	-	49
Ginkgo Advisor Limited, London	GBP	-	-	48	49	49	49	-	49
Amethis Advisory East Africa Limited, Kenya	KES	100	100	48	49	49	49	-	49
Zhonghai Fund Management Company, Shanghai	CNY	146'667	146'667	25	25	25	25	-	25
ERAAM SAS, Paris	EUR	769	769	34	34	34	34	-	34
ELYAN PARTNERS SAS, Paris	EUR	1	1	49	49	49	49	-	49
EdR Dortmund Hiltropwall GP Sàrl, Luxembourg	EUR	12	12	26	33	44	44	-	44
Trajan Investment Advisor SAS, Paris	EUR	-	-	48	49	49	49	-	49
Amethis Advisory Europe SASU, Paris	EUR	1	1	48	49	49	49	-	49

En milliers de CHF

	Valeur d'acquisition	Amortissements cumulés et adaptations de valeur (mise en équivalence)	Valeur comptable au 1er janvier 2022	Variations de change	Change-ments d'affec-tion	Investisse-ments et entrées dans le périmètre de consolidation	Désinvestis-sements et sorties du périmètre de consolidation	Amortissements	Valeur comptable au 31 décembre 2022
8 Présentation des immobilisations corporelles									
Immeubles à l'usage des sociétés du groupe	233'968	(94'280)	139'688	(8'073)	-	92	-	(3'363)	128'344
Autres immeubles	5'594	(5'594)	-	(257)	-	13'291	-	-	13'034
Software acquis séparément ou développés à l'interne	386'828	(273'761)	113'067	(2'665)	(1'174)	44'881	-	(45'274)	108'835
Autres immobilisations corporelles	334'571	(304'781)	29'790	(1'524)	1'174	19'938	(393)	(9'892)	39'093
Total des immobilisations corporelles	960'961	(678'416)	282'545	(12'519)	-	78'202	(393)	(58'529)	289'306

En milliers de CHF

	Valeur d'acquisition	Amortissements cumulés	Valeur comptable au 1er janvier 2022	Variations de change	Investisse-ments	Désinvestis-sements	Amortissements	Valeur comptable au 31 décembre 2022
9 Présentation des valeurs immatérielles								
Goodwill	314'235	(194'895)	119'340	(1'363)	12'569	-	(23'812)	106'734
Autres valeurs immatérielles	114'163	(91'350)	22'813	(954)	-	-	(1'910)	19'949
Total des valeurs immatérielles	428'398	(286'245)	142'153	(2'317)	12'569	-	(25'722)	126'683

En milliers de CHF	Autres actifs		Autres passifs	
	2022	2021	2022	2021
10 Répartition des autres actifs et autres passifs				
Compte de compensation	1'278	2'396	66'674	3'877
Impôts indirects	23'217	14'746	37'499	30'925
Impôts latents actifs	13'611	13'650	-	-
Garanties, cautions	10'491	9'218	-	-
Autres	5'034	21'780	8'970	14'113
Total	53'631	61'790	113'143	48'915

Les provisions pour impôts latents (passifs) sont présentées sous l'annexe 15.

En milliers de CHF	2022		2021	
	Valeurs comptables	Engagements effectifs	Valeurs comptables	Engagements effectifs
11 Indications des actifs mis en gage ou cédés en garantie de propres engagements ainsi que des actifs qui font l'objet d'une réserve de propriété				
Actifs nantis / cédés				
Titres remis en nantissement auprès de la chambre de la bourse et en garantie du trafic des paiements	802	-	802	-
Dépôts en garantie de négoce sur produits dérivés	73'827	73'827	15'733	15'615
Autres	7'711	-	7'391	-

En milliers de CHF	2022	2021
12 Engagements envers les propres institutions de prévoyance professionnelle		
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	46'140	16'777
Valeurs de remplacement négatives des instruments financiers dérivés	871	3'263
Total	47'011	20'040

13 Situation économique des propres institutions de prévoyance

a) Réserves de contributions de l'employeur (RCE)

Au 31 décembre 2022, il n'y a pas de cotisations de l'employeur auprès des institutions de prévoyance (aucune au 31.12.2021)

Indications relatives aux plans de prévoyance

- a) Au niveau de la Maison Mère et de ses sociétés économiquement affiliées au sein du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., Genève – hors groupe Edmond de Rothschild (France)

	2022	2022	2021		2022	2021
	Excédent / (insuffisance de couverture)	Part économique de l'entité	Variation par rapport à l'exercice précédent	Cotisations payées pour 2021	Charges de prévoyance dans les charges de personnel	
En milliers de CHF						
Avantages / engagements économiques et charges de prévoyance						
Plans de prévoyance avec excédent (*)	6'131	-	-	(16'458)	(16'458)	(16'800)
Institutions de prévoyance sans actifs propres (*)	666	-	-	(5'490)	(5'490)	(5'579)
Total	6'797	-	-	(21'948)	(21'948)	(22'379)

(*) Les données 2022 sont basées sur les comptes non audités (derniers comptes audités : 31.12.21)

Les collaborateurs de la Maison Mère et de certaines de ses filiales sont assurés auprès de la Fondation de prévoyance Edmond de Rothschild. La Fondation a pour but de prémunir le personnel des sociétés adhérentes contre les conséquences économiques de la vieillesse, de l'invalidité et du décès. Elle est semi-autonome et est basée sur le principe de la primauté des cotisations. Les cotisations sont croissantes en fonction de l'âge de la personne assurée. L'employeur participe pour 2/3 au financement des cotisations tandis que 1/3 est à la charge des assurés.

Les derniers comptes annuels révisés de la Fondation font apparaître un degré de couverture de 114,1% et un excédent de couverture de CHF 86,5 millions au 31 décembre 2021. Elle est réassurée pour les risques décès et invalidité auprès de la Mobilière assurance.

Pour la fin de l'exercice 2022, la Fondation estime atteindre un taux de couverture à 101% (sur la base des comptes annuels 2022 non audités). Le Conseil de Fondation a décidé pour cette année 2022 de rémunérer les capitaux d'épargne des actifs au taux de 1% et de ne pas adapter les rentes servies.

Le Conseil d'Administration considère que les éventuels excédents de couverture au sens de la norme Swiss GAAP RPC 16 seraient utilisés au profit des assurés et qu'il n'en résulterait dès lors aucun avantage économique pour les sociétés adhérentes. Au 31 décembre 2022, il n'y a ni avantage ni engagement économique à porter au bilan et au compte de résultat de la Banque (en conformité avec les prescriptions comptables pour les banques, définies par la circulaire 20/1 de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers FINMA, ainsi qu'à son ordonnance (OEPC)).

Les collaborateurs des autres entités du Groupe participent à des plans dont les prestations sont déterminées en fonction des cotisations encaissées (primauté des cotisations), à l'exception d'Edmond de Rothschild Europe (Portugal) et Edmond de Rothschild Europe (Belgique).

b) Au niveau du groupe Edmond de Rothschild (France), Paris

	2022	2022	2021		2022	2021
	Excédent / (insuffisance de couverture)	Part économique de l'entité	Variation par rapport à l'exercice précédent	Cotisations payées pour 2022	Charges de prévoyance dans les charges de personnel	
En milliers de CHF						
Avantages / engagements économiques et charges de prévoyance						
Institutions de prévoyance sans actifs propres	(4'913)	(4'913)	(6'552)	1'639	(8'891)	(4'700)
Total	(4'913)	(4'913)	(6'552)	1'639	(8'891)	(4'700)

Un régime de retraite "sur-complémentaire" est entré en vigueur au 1^{er} janvier 2005. Il s'applique à une catégorie de cadres auxquels les régimes obligatoires et complémentaires existants apportent un taux de remplacement sensiblement inférieur à celui des autres catégories. Ce dispositif entre dans le cadre des régimes à prestations définies exprimés sous forme différentielle (limitée dans le temps) ou additive en régime de base.

Pour rappel, le régime de retraite « sur-complémentaire » a été fermé au 31 décembre 2012, le dispositif étant maintenu pour ses bénéficiaires nés avant le 31 décembre 1953.

Dans la catégorie des régimes à prestations définies, un régime d'indemnités de fin de carrière, constituant un avantage postérieur à l'emploi, est également en cours au sein de ce sous-groupe, les droits aux indemnités étant définis par des conventions collectives. Ce régime n'est pas financé par un contrat d'assurance.

La méthode actuarielle utilisée pour l'évaluation des engagements est la méthode des Unités de Crédits Projetés

Le taux d'actualisation retenu pour ce régime est basé sur les taux des obligations à long terme du secteur privé à la date de l'évaluation et est de 3,77% au 31 décembre 2022, contre 0,87% au 31 décembre 2021.

	2022	2021
Tableau de comptabilisation des engagements pour les régimes de retraite "sur-complémentaires" et d'indemnités de fin de carrière		
Actifs nets à la valeur du marché en début d'exercice	24'611	23'363
Ecart de conversion	(1'153)	(1'019)
Variation au cours de l'exercice	(4'472)	2'267
Actifs nets à la valeur du marché en fin d'exercice	18'986	24'611
Valeur actualisée de l'obligation future en début d'exercice	31'162	36'399
Ecart de conversion	(1'345)	(1'423)
Variation au cours de l'exercice	(5'918)	(3'813)
Valeur actualisée de l'obligation future en fin d'exercice	23'899	31'162
(Insuffisances) / excédents de couverture	(4'913)	(6'552)
Réserves de contributions de l'employeur (activées sous "Autres actifs")	-	-
Provision pour insuffisance de couverture incluse au passif dans la rubrique correctifs de valeurs et provisions	(4'913)	(6'552)
Pertes actuarielles non reconnues	-	-

En milliers de CHF	Taux d'intérêt moyen pondéré	Valeur comptable au 31 décembre 2022	Échéances					
			d'ici une année	>1 - < 2 ans	>2 - < 3 ans	>3 - < 4 ans	>4 - < 5 ans	>5 ans
14	Présentation des emprunts obligataires et des emprunts à conversion obligatoire en cours							
		14'359	14'359	-	-	-	-	-
		78'091	78'091	-	-	-	-	-
		522'695	33'196	73'679	65'392	38'368	75'430	236'630
	2,66%	20'679	-	-	-	-	-	20'679
	Total	635'824	125'646	73'679	65'392	38'368	75'430	257'309

(1) Parmi les *Euro Medium Term Notes (EMTN)*, seuls les *floaters* sont rémunérés à un taux d'intérêt fixé en début de période. Au 31 décembre 2022, tous les instruments ci-dessus ont été émis par EdR (France). Seul le TSS est subordonné. Il ne contient pas de clause PONV.

En milliers de CHF	État au 1er janvier 2022	Utilisations conformes au but	Reclassifications	Différences de change	Intérêts en souffrance, recouvrements	Nouvelles constitutions à la charge du compte de résultat	Dissolutions par le compte de résultat	État au 31 décembre 2022
15	Corrections de valeur, des provisions et des réserves pour risques bancaires généraux ainsi que leurs variations							
	20'532	-	-	(1'114)	-	-	(3'831)	15'587
	6'552	-	-	(281)	-	204	(1'562)	4'913
	7'518	(1'771)	32	(340)	-	1'542	(435)	6'546
	5'462	(3'436)	-	(156)	-	8'693	(1'563)	9'000
	13'264	(3'807)	(32)	(538)	-	5'715	(2'060)	12'542
	53'328	(9'014)	-	(2'429)	-	16'154	(9'451)	48'588
	156'412	-	-	-	-	8'000	(13'427)	150'985
	7'381	-	-	(116)	93	12	(81)	7'289
	7'381	-	-	(116)	93	12	(81)	7'289
	-	-	-	-	-	-	-	-

Le Groupe fait face à des réclamations de la part de certains de ses clients dans plusieurs juridictions et est impliqué dans diverses procédures judiciaires entrant dans le cadre de l'exercice de ses activités. Le contexte d'affaire global actuel implique certains risques juridiques, dont l'impact sur la situation financière ou la rentabilité du Groupe en raison de l'état d'avancement de ces procédures est difficile à évaluer. Conformément à sa politique, le Groupe constitue des provisions pour des procédures en cours ou potentielles, lorsque le Groupe estime que ces procédures sont susceptibles d'entraîner une perte ou un engagement financier, ou lorsque le litige devrait être réglé de manière transactionnelle et que le montant de l'obligation ou de la perte peut être estimé raisonnablement. Toutefois, pour certaines procédures, le Groupe n'est pas en mesure d'estimer de manière raisonnable le montant des éventuelles pertes, en raison notamment du stade préliminaire de celles-ci, d'un état de fait incertain ou pour d'autres raisons objectives.

Dans le cadre d'une instruction judiciaire ouverte en 2016 suite à une fraude au sein du fonds 1MDB dans laquelle le nom d'Edmond de Rothschild (Europe) S.A. est cité, les auditions dans le cadre de l'instruction ouverte à Luxembourg se sont poursuivies en 2022. La procédure d'instruction suit son cours et pourrait encore durer plusieurs années. À ce stade, il n'est pas possible de prévoir l'issue de cette procédure. La Banque continue à collaborer pleinement avec les autorités judiciaires des États concernés.

En milliers de CHF	2022	2021	Variation %
16 Capital social			
586'935 actions nominatives entièrement libérées de CHF 100.- nominal	58'694	58'694	-
Total	58'694	58'694	-

17 Droit de participation et options sur de tels droits accordés à tous les membres des organes de direction et d'administration ainsi qu'aux collaborateurs

Les membres de la Direction, ainsi qu'une partie des collaborateurs, bénéficient d'un plan de participation. Les bénéficiaires des plans se voient attribuer des bons de participations d'Edmond de Rothschild Holding en fonction de leur ancienneté, de leur niveau hiérarchique et de leurs performances individuelles. L'aliénation de ces titres est soumise à un délai de blocage de trois ans.

La rémunération est fondée sur des instruments de capitaux propres virtuels. La dette est réévaluée lors de chaque clôture et adaptée par le compte de résultat dans la rubrique « Charges de personnel ».

En milliers de CHF	Créances		Engagements	
	2022	2021	2022	2021
18 Indication des créances et engagements envers les parties liées				
Participants qualifiés	21'780	13'203	77'161	104'343
Sociétés du groupe	6'496	1'478	2'642	1'662
Sociétés liées	399	408	9'635	39'823
Affaires d'organes	1	-	1'092	972
Autres parties liées	53'186	51'430	2'968	10'917
Total	81'862	66'519	93'498	157'717

Les sociétés liées sont constituées par les participations majoritaires détenues par Edmond de Rothschild Holding S.A., qui ne font pas partie du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. Les autres parties liées se composent de parties (physique ou morale) qui d'une manière directe ou indirecte, exercent une influence notable sur les décisions financières ou opérationnelles du groupe. Toutes les transactions avec les parties liées sont effectuées aux conditions usuelles.

En milliers de CHF	À vue	Dénonçable	Echu:				Total
			< 3 mois	3 à 12 mois	12 mois à 5 ans	> 5 ans	
19 Présentation de la structure des échéances des instruments financiers							
Actif / instruments financiers							
Liquidités	684'729	-	-	-	-	-	684'729
Créances sur les banques	637'159	7'116'393	-	11'658	-	-	7'765'210
Créances résultant d'opérations de financement de titres	-	-	36'929	-	-	-	36'929
Créances sur la clientèle	-	2'937'718	905'541	876'111	356'170	194'191	5'269'731
Créances hypothécaires	18'920	-	75'388	67'372	620'296	1'300'652	2'082'628
Opérations de négoce	211	-	-	-	-	-	211
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	916	-	156'284	27'060	25'282	57'698	267'240
Immobilisations financières	824'974	-	350'980	261'846	1'161'425	88'653	2'687'878
Total 2022	2'166'909	10'054'111	1'525'122	1'244'047	2'163'173	1'641'194	18'794'556
Total 2021	10'823'924	3'050'153	1'203'359	1'417'986	1'325'254	1'211'535	19'032'211
Fonds étrangers / instruments financiers							
Engagements envers les banques	565'395	-	-	-	-	-	565'395
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	10'116'709	200'816	4'730'978	954'423	34'811	1'500	16'039'237
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	3'619	-	214'683	39'091	22'660	7'115	287'168
Emprunts et prêts des centrales d'émission de lettre de gage	-	-	30'120	95'526	252'869	257'309	635'824
Total 2022	10'685'723	200'816	4'975'781	1'089'040	310'340	265'924	17'527'624
Total 2021	15'232'776	-	1'736'483	411'390	187'552	193'079	17'761'280

En milliers de CHF	2022			2021		
	Suisse	Étranger	Total	Suisse	Étranger	Total
20 Répartition du bilan entre la Suisse et l'étranger selon le principe du domicile						
Actifs						
Liquidités	529'687	155'042	684'729	2'128'001	7'033'339	9'161'340
Créances sur les banques	314'028	7'451'182	7'765'210	658'489	241'704	900'193
Créances résultant d'opérations de financement de titres	36'929	-	36'929	45'607	-	45'607
Créances sur la clientèle	426'726	4'843'005	5'269'731	324'788	4'937'195	5'261'983
Créances hypothécaires	352'571	1'730'057	2'082'628	350'497	1'531'313	1'881'810
Opérations de négoce	-	211	211	3	254	257
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	107'018	160'222	267'240	32'974	107'459	140'433
Immobilisations financières	1'073'473	1'614'405	2'687'878	632'584	1'004'689	1'637'273
Comptes de régularisation	38'196	256'438	294'634	51'665	186'544	238'209
Participations non consolidées	672	16'330	17'002	672	13'770	14'442
Immobilisations corporelles	84'286	205'020	289'306	84'129	198'416	282'545
Valeurs immatérielles	74'165	52'518	126'683	108'359	33'794	142'153
Autres actifs	16'109	37'522	53'631	8'996	52'793	61'789
Total des actifs	3'053'860	16'521'952	19'575'812	4'426'764	15'341'270	19'768'034
Passifs						
Engagements envers les banques	348'448	216'947	565'395	508'809	133'245	642'054
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	1'119'323	14'919'914	16'039'237	1'069'112	15'523'338	16'592'450
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	57'188	229'980	287'168	31'217	74'420	105'637
Emprunts et prêts des centrales d'émission de lettre de gage	-	635'824	635'824	-	421'130	421'130
Comptes de régularisation	104'894	327'586	432'480	101'816	281'534	383'350
Autres passifs	77'531	35'612	113'143	12'345	36'556	48'901
Provisions	2'830	45'758	48'588	9'289	44'039	53'328
Réserves pour risques bancaires généraux	123'155	27'830	150'985	128'582	27'830	156'412
Capital social	58'694	-	58'694	58'694	-	58'694
Réserve issue du capital	502'391	-	502'391	502'391	-	502'391
Réserve issue du bénéfice	684'745	228'036	912'781	664'410	248'238	912'648
Réserve de change	(24'536)	(210'269)	(234'805)	(21'424)	(172'240)	(193'664)
Intérêts minoritaires aux capitaux propres	2'968	5'846	8'814	2'182	6'679	8'861
Bénéfice / (Perte) consolidé de l'exercice	10'399	44'718	55'117	(2'732)	81'896	79'164
Total des passifs	3'068'030	16'507'782	19'575'812	3'064'691	16'706'665	19'771'356

La répartition entre la Suisse et l'étranger s'effectue en fonction du domicile du débiteur, du créancier et de l'émetteur de titres et emprunts. En ce qui concerne les créances hypothécaires et les immeubles, le lieu du gage est pris en considération.

En milliers de CHF	2022		2021	
	Valeur absolue	Part en %	Valeur absolue	Part en %
21 Répartition du total des actifs par pays / groupes de pays (principe du domicile)				
Actifs				
Suisse	3'053'860	15,6	4'426'764	22,4
Autres Europe	15'199'367	77,6	13'683'025	69,2
Amérique du Nord	496'428	2,5	262'809	1,3
Amérique du Sud	44'475	0,2	59'792	0,3
Asie, Australie, Océanie	196'958	1,0	680'560	3,4
Caraïbes	358'717	1,8	450'827	2,3
Afrique, Moyen-Orient	226'007	1,2	207'570	1,1
Total des actifs	19'575'812	100,0	19'771'347	100,0

En milliers de CHF	2022		2021	
	Valeur	Part en %	Valeur	Part en %
22 Actifs selon la solvabilité des groupes de pays (domicile du risque)				
Actifs				
1 & 2	14'391'870	98,0	13'492'641	97,8
3	31'722	0,2	50'638	0,4
4	64'141	0,4	77'279	0,6
5	674	-	26'135	0,2
6	37'443	0,3	20'856	0,2
7	28'001	0,2	26'943	0,2
sans notation	138'368	0,9	108'577	0,8
Total	14'692'219	100,0	13'803'069	100,0

Le Groupe utilise les notes de l'Assurance suisse contre les risques à l'exportation (SERV).

En milliers de CHF

CHF

EUR

USD

Autres

Total

23 Bilan selon les monnaies les plus importantes**Actifs**

Liquidités	528'954	155'675	68	32	684'729
Créances sur les banques	86'488	7'378'689	92'045	207'988	7'765'210
Créances résultant d'opérations de financement de titres	-	-	36'929	-	36'929
Créances sur la clientèle	408'887	4'084'858	615'855	160'131	5'269'731
Créances hypothécaires	352'492	1'515'707	-	214'429	2'082'628
Opérations de négoce	28	98	28	57	211
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	47'913	85'437	113'922	19'968	267'240
Immobilisations financières	593'525	787'625	762'788	543'940	2'687'878
Comptes de régularisation	35'797	244'174	7'238	7'425	294'634
Participations non consolidées	896	4'763	-	11'343	17'002
Immobilisations corporelles	84'286	162'831	-	42'189	289'306
Valeurs immatérielles	73'080	42'986	-	10'617	126'683
Autres actifs	11'435	39'645	2'252	299	53'631
Total des actifs bilancaires	2'223'781	14'502'488	1'631'125	1'218'418	19'575'812
Prétention à la livraison découlant d'opérations au comptant, à terme et en options sur devises	1'793'874	3'325'831	7'160'312	1'616'922	13'896'939
Total des actifs 2022	4'017'655	17'828'319	8'791'437	2'835'340	33'472'751
Total des actifs 2021	6'120'245	15'832'373	10'554'780	2'865'430	35'372'828

Passifs

Engagements envers les banques	101'422	343'678	102'244	18'051	565'395
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	975'185	8'940'745	4'383'822	1'739'485	16'039'237
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	59'060	75'141	135'877	17'090	287'168
Emprunts et prêts des centrales d'émission de lettre de gage	-	570'225	65'599	-	635'824
Comptes de régularisation	109'599	295'566	13'485	13'830	432'480
Autres passifs	11'527	94'521	1'031	6'064	113'143
Provisions	2'830	41'573	-	4'185	48'588
Réserves pour risques bancaires généraux	123'155	27'830	-	-	150'985
Capital social	58'694	-	-	-	58'694
Réserve issue du capital	502'391	-	-	-	502'391
Réserve issue du bénéfice	(86'354)	907'840	724	90'571	912'781
Réserve de change	(24'536)	(205'960)	(351)	(3'958)	(234'805)
Intérêts minoritaires aux capitaux propres	2'968	6'543	(112)	(585)	8'814
Bénéfice / (Perte) consolidé de l'exercice	6'630	56'024	(5)	(7'532)	55'117
Total des passifs bilancaires 2022	1'842'571	11'153'726	4'702'314	1'877'201	19'575'812
Engagements de livraison découlant d'opérations au comptant, à terme et en options sur devises	2'177'224	6'647'947	4'111'762	960'006	13'896'939
Total des passifs	4'019'795	17'801'673	8'814'076	2'837'207	33'472'751
Position nette par devise	(2'140)	26'646	(22'639)	(1'867)	-
Total des passifs 2021	6'117'718	15'833'666	10'553'189	2'868'255	35'372'828

En milliers de CHF	2022	2021	Variation %
24 Créances et engagements conditionnels			
Engagements de couverture de crédit et similaires	293'670	230'930	27,2
Garanties de prestation de garantie et similaires	1'573	1'771	(11,2)
Total des engagements conditionnels	295'243	232'701	26,9
Total des créances éventuelles	-	-	

La présentation de ces éléments dans les opérations hors bilan se fait à la valeur nominale. Pour les risques prévisibles, le Groupe constitue des provisions dans les passifs du bilan le cas échéant.

En milliers de CHF	2022	2021	Variation %
25 Répartition des opérations fiduciaires			
Placements fiduciaires auprès de sociétés tierces	2'344'393	785'314	198,5
Placements fiduciaires auprès de sociétés du groupe et sociétés liées	1'921'240	1'213'137	58,4
Opérations fiduciaires relatives au prêt / emprunt de titres, lorsque la banque agit sous son nom pour le compte de clients	440	617	(28,7)
Total	4'266'073	1'999'068	113,4

En milliers de CHF	2022	2021	Variation %
26 Répartition des avoirs administrés et présentation de leur évolution			
a) Répartition des avoirs administrés			
Avoirs détenus par des instruments de placement collectifs sous gestion propre	57'758'266	62'273'937	(7,3)
Avoirs sous mandat de gestion	28'391'009	35'590'411	(20,2)
Autres avoirs administrés	71'641'708	79'784'257	(10,2)
Total des avoirs administré (y.c. prises en compte doubles)	157'790'983	177'648'605	(11,2)
<i>dont prises en compte doubles</i>	<i>10'827'398</i>	<i>12'475'097</i>	<i>(13,2)</i>
b) Présentation de l'évolution des avoirs administrés			
Total des avoirs administré (y.c. prises en compte doubles) initiaux	177'648'605	167'850'407	5,8
<i>+/- apports / retraits nets d'argent frais</i>	<i>3'096'901</i>	<i>8'161'664</i>	-
<i>+/- évolution des cours, intérêts, dividendes et évolution de change</i>	<i>(21'729'523)</i>	<i>5'871'129</i>	-
<i>+/- autres effets</i>	<i>(1'225'000)</i>	<i>(4'234'595)</i>	-
Total des avoirs administrés (y.c. prises en compte doubles) finaux	157'790'983	177'648'605	(11,2)

Les avoirs administrés comprennent les instruments de placement collectifs gérés par le Groupe, les avoirs des investisseurs qui sont gérés sur la base d'un mandat de gestion de fortune (y.c. les avoirs déposés auprès de tiers) par le Groupe ainsi que les autres avoirs détenus à des fins d'investissement (autres avoirs administrés).

Les avoirs sous mandat de gestion comprennent les avoirs de la clientèle pour lesquels les décisions de placement sont prises par le Groupe. Les autres avoirs administrés sont ceux pour lesquels les décisions de placement sont prises par le client (clients au bénéfice d'un mandat de conseil et les clients sans mandat). Lorsque plusieurs types de prestations sont fournis par les mêmes avoirs, ceux-ci font l'objet de prise en compte double. En pratique, il s'agit principalement d'avoir administrés ou sous mandat de gestion qui sont placés dans des fonds de placement collectifs sous gestion propre.

Ne sont pas pris en compte les « assets under custody » représentant les actifs d'un client dont l'unique objectif est le dépôt.

Les apports / retraits nets d'argent frais de la clientèle découlent de l'acquisition de nouveaux clients, des départs de clients ainsi que des apports et retraits de clients existants. Ils sont calculés selon la méthode directe, basée sur les transactions individuelles des flux de cash et/ou des titres des clients. Les modifications des avoirs dues aux performances (par exemple l'impact de l'évolution des marchés et des devises, les paiements d'intérêts, les commissions de banque facturées et les dividendes crédités) de même que les intérêts, commissions et frais débités à la clientèle ainsi que les mouvements de périmètre, lors d'acquisition, de vente ou de fermeture d'activité ne représentent pas un apport / retrait. Une partie des apports / retraits résulte également du double comptage pour la part des actifs sous gestion investie en fonds de placement collectifs du Groupe.

Les autres effets en 2022 et 2021 comprennent des éléments non récurrents en lien avec des décisions de recentrage sur nos marchés et clientèles cibles.

En milliers de CHF		2022	2021	Variation %
27	Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur			
a)	Répartition selon les secteurs d'activités			
	Opérations de négoce avec les clients privés	54'974	51'905	5,9
	Opérations de négoce pour compte propre	87'580	75'028	16,7
	Total du résultat de négoce	142'554	126'933	12,3
b)	Répartition par type de sous-jacent et résultat provenant de l'utilisation de l'option de la juste valeur			
	Résultat de négoce provenant des :			
	Instruments de taux (y c. les fonds)	180	(471)	(138,2)
	Titres de participation (y c. les fonds)	11'945	2'949	305,1
	Devises	128'716	88'101	46,1
	Matières premières / métaux précieux	(961)	(789)	21,8
	Autres opérations de négoce	2'674	37'143	-
	Total du résultat de négoce	142'554	126'933	12,3
	<i>dont provenant de l'option de la juste valeur</i>	-	-	-

En milliers de CHF		2022	2021	Variation %
28	Produit du refinancement des positions de négoce ainsi que des intérêts négatifs			
	Produit de refinancement dans la rubrique "produit des intérêts et des escomptes"			

Le Groupe ne porte pas les frais de refinancement des portefeuilles au débit du résultat des opérations de négoce. Le résultat des emprunts et des prêts de titres est comptabilisé dans le résultat des opérations d'intérêts.

Intérêts négatifs

Intérêts négatifs concernant les opérations actives (réduction du produit des intérêts et des escomptes)	(13'728)	(27'683)	(50,4)
Intérêts négatifs concernant les opérations passives (réduction des charges d'intérêts)	8'439	12'494	(32,5)

Les intérêts négatifs concernant les opérations actives sont présentés comme réduction du produit des intérêts et des escomptes, et les intérêts négatifs concernant les opérations passives comme réduction des charges d'intérêts.

En milliers de CHF		2022	2021	Variation %
29	Charges de personnel			
	Appointements	(403'712)	(415'555)	(2,8)
	<i>dont charges en relation avec les rémunérations variables</i>	<i>(111'464)</i>	<i>(116'050)</i>	<i>(4,0)</i>
	Prestations sociales :	(111'784)	(115'924)	(3,6)
	<i>dont contributions sociales légales</i>	<i>(80'945)</i>	<i>(88'845)</i>	<i>(8,9)</i>
	<i>dont contributions aux institutions de prévoyance du personnel</i>	<i>(30'839)</i>	<i>(27'079)</i>	<i>13,9</i>
	Autres charges de personnel	(21'085)	(18'927)	11,4
	Total	(536'581)	(550'406)	(2,5)

Le poste « Appointements » comprend les salaires du personnel fixe et temporaire, les gratifications, les indemnités des administrateurs et les allocations supplémentaires.

En milliers de CHF	2022	2021	Variation %
30 Autres charges d'exploitation			
Coût des locaux	(46'096)	(47'033)	(2,0)
Charges relatives à la technique de l'information et de la communication	(78'267)	(78'735)	(0,6)
Charges relatives aux véhicules, aux machines, au mobilier et aux autres installations ainsi qu'au leasing opérationnel	(2'304)	(2'335)	(1,3)
Honoraires de la société d'audit	(4'121)	(4'780)	(13,8)
<i>dont pour les prestations en matière d'audit financier et d'audit prudentiel</i>	<i>(3'531)</i>	<i>(3'592)</i>	<i>(1,7)</i>
<i>dont pour d'autres prestations de service</i>	<i>(590)</i>	<i>(1'188)</i>	<i>(50,3)</i>
Honoraires	(90'692)	(87'899)	3,2
Autres charges d'exploitation	(40'979)	(34'986)	17,1
Total	(262'459)	(255'768)	2,6

En milliers de CHF	2022	2021	Variation %
31 Variations des provisions et autres corrections de valeur, pertes			
Total	(5'147)	(8'335)	(38,2)

Les variations des provisions et autres corrections de valeur, pertes résultent de provisions pour des risques judiciaires, de pertes opérationnelles et de rabais commerciaux.

En milliers de CHF	2022	2021	Variation %
32 Produits et charges extraordinaires, variations des réserves pour risques bancaires généraux			
Produits extraordinaires	6'056	16'389	(63,0)
Charges extraordinaires	(713)	(1'623)	(56,1)
Variations des réserves pour risques bancaires généraux	5'427	2'828	91,9

En 2022, les produits extraordinaires résultent principalement de plus-values de cession de participations pour CHF 5,2 millions et de produits « non récurrents » et étrangers à l'exploitation. Les charges extraordinaires comprennent des charges « non récurrentes » et étrangères à l'exploitation.

En 2021, les produits extraordinaires résultent principalement de plus-values de cession de participations pour CHF 15,4 millions et de produits « non récurrents » et étrangers à l'exploitation. Les charges extraordinaires comprennent une moins-value de cession pour CHF 0,250 million et de charges « non récurrentes » et étrangères à l'exploitation.

En milliers de CHF	2022	2021	Variation %
33 Corrections de valeur sur participations, amortissements sur immobilisations et valeurs immatérielles			
Participations non consolidées	-	-	-
Immobilisations corporelles			
- immeubles	(3'363)	(3'580)	(6,1)
- software acquis séparément ou développés à l'interne	(45'274)	(44'939)	0,7
- mobilier, matériel, équipement	(9'892)	(10'037)	(1,4)
Valeurs immatérielles	(25'722)	(22'271)	15,5
Total	(84'251)	(80'827)	4,2

Les participations non consolidées figurant au coût d'acquisition, seules les moins-values permanentes font l'objet d'amortissements reportés sous cette rubrique.

En milliers de CHF	2022			2021		
	Suisse	Étranger	Total	Suisse	Étranger	Total
34 Présentation du résultat opérationnel réparti entre la Suisse et l'étranger selon le principe du domicile de l'exploitation						
Produit des intérêts et des escomptes	39'271	89'783	129'054	8'465	34'852	43'317
Produit des intérêts et des dividendes des opérations de négoce	4	168	172	3	-	3
Produit des intérêts et des dividendes des immobilisations financières	16'827	20'591	37'418	12'825	2'528	15'353
Charges d'intérêts	2'523	(68'807)	(66'284)	5'661	(45'842)	(40'181)
Résultat net des opérations d'intérêts	58'625	41'735	100'360	26'954	(8'462)	18'492
Variations des corrections de valeur pour risques de défaillance et pertes liées aux opérations d'intérêts	(2'067)	-	(2'067)	(18)	-	(18)
Résultat net des opérations d'intérêts	56'558	41'735	98'293	26'936	(8'462)	18'474
Produit des commissions sur les titres et les opérations de placement	213'754	623'787	837'541	233'359	717'435	950'794
Produit des commissions sur les opérations de crédit	2'562	1'657	4'219	2'541	2'704	5'245
Produit des commissions sur les autres opérations de prestations de service	5'990	67'469	73'459	4'181	64'508	68'689
Charges de commissions	(30'794)	(175'734)	(206'528)	(27'197)	(174'660)	(201'857)
Résultat des opérations de commissions et des prestations de service	191'512	517'179	708'691	212'884	609'987	822'871
Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur	72'498	70'056	142'554	54'773	72'160	126'933
Résultat des aliénations d'immobilisations financières	700	11'708	12'408	3'498	1'684	5'182
Produit des participations	2'128	5'421	7'549	3'272	3'923	7'195
<i>dont des participations prises en compte selon la méthode de la mise en équivalence</i>	<i>1'020</i>	<i>5'391</i>	<i>6'411</i>	<i>2'194</i>	<i>3'358</i>	<i>5'552</i>
<i>dont des autres participations non consolidées</i>	<i>1'108</i>	<i>30</i>	<i>1'138</i>	<i>1'078</i>	<i>565</i>	<i>1'643</i>
Résultat des immeubles	147	212	359	143	224	367
Autres produits ordinaires	5'400	14'689	20'089	5'530	20'236	25'766
Autres charges ordinaires	(5'583)	(13'533)	(19'116)	(1'704)	(5'320)	(7'024)
Autres résultats ordinaires	2'792	18'497	21'289	10'739	20'747	31'486
Charges de personnel	(195'095)	(341'486)	(536'581)	(203'100)	(347'306)	(550'406)
Autres charges d'exploitation	(91'760)	(170'699)	(262'459)	(85'033)	(170'735)	(255'768)
Charges d'exploitation	(286'855)	(512'185)	(799'040)	(288'133)	(518'041)	(806'174)
Corrections de valeur sur participations, amortissements sur immobilisations et valeurs immatérielles	(25'396)	(58'855)	(84'251)	(24'903)	(55'924)	(80'827)
Variations des provisions et autres corrections de valeur, pertes	(2'734)	(2'413)	(5'147)	(5'177)	(3'158)	(8'335)
Résultat opérationnel	8'375	74'014	82'389	(12'881)	117'309	104'428
Produits extraordinaires	2'552	3'504	6'056	15'654	735	16'389
Charges extraordinaires	(713)	-	(713)	(16)	(1'607)	(1'623)
Variations des réserves pour risques bancaires généraux	5'427	-	5'427	2'828	-	2'828
Impôts	(5'242)	(32'800)	(38'042)	(8'317)	(34'541)	(42'858)
Bénéfice / (Perte) consolidé de l'exercice	10'399	44'718	55'117	(2'732)	81'896	79'164

La répartition entre la Suisse et l'étranger s'effectue selon le principe du domicile de l'exploitation.

En milliers de CHF	2022	2021	Variation %
35 Présentation des impôts courants et latents			
Impôts courants	(41'745)	(49'365)	(15,4)
Impôts différés	3'703	6'507	(43,1)
Total	(38'042)	(42'858)	(11,2)
Taux d'imposition moyen	46,2%	41,0%	12,5

Les impôts sur le revenu sont déterminés sur la base des comptes individuels des sociétés du Groupe et sont enregistrés à la charge de l'exercice qui les a générés. Concernant la dotation à la provision pour impôts différés, voir sous la **note 15**.

Lors de l'exercice 2021, certaines procédures juridiques et fiscales se sont clôturées dont l'impact fiscal relatif aux années précédentes a été reflété dans la ligne impôts courants.

Adresses

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

Siège

GENÈVE

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.
Rue de Hesse 18 - 1204 Genève
T. +41 58 818 91 11

Succursales

FRIBOURG

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.
Succursale de Fribourg
Place de la Gare 5 - 1700 Fribourg
T. +41 26 347 24 24

LAUSANNE

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.
Succursale de Lausanne
Avenue Agassiz 2 - 1002 Lausanne
T. +41 21 318 88 88

LUGANO

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.
Succursale di Lugano
Via Ginevra 2 - 6900 Lugano
T. +41 91 913 45 00

Agence

ZURICH

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.
Beethovenstrasse 11 - 8002 Zurich
T. +41 44 818 81 11

Filiales en Suisse

Edmond de Rothschild REIM (Suisse) S.A.

Rue du Rhône 30 - 1204 Genève
T. +41 22 436 32 40

Filiales et bureaux à l'étranger

ALLEMAGNE

Edmond de Rothschild REIM (Germany) GmbH
Anna-Louisa-Karsch-Strasse 3
10178 Berlin
T. +49 30 374 36 38-20

Edmond de Rothschild REIM (Germany) GmbH

Taunusanlage 16
60325 Frankfurt-am-Main
T. +49 69 743 03 88-0

Edmond de Rothschild REIM (Germany) GmbH

Müllerstrasse 27 - 80469 München
T. +49 89 52 03 56 20

ÉMIRATS ARABES UNIS

Edmond de Rothschild (Middle East) Ltd.
ICD Brookfield Place, Level 31, Unit L31.09
Dubai International Financial Centre
P.O. Box 506938
Dubai, United Arab Emirates
T. +971 4 329 21 42

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., Banking Representative Office

The Maze Tower-902
Trade Centre Second
Sheikh Zayed Road
P.O. Box 214924
Dubai, United Arab Emirates
T. +971 4 346 53 88

FRANCE

Edmond de Rothschild (France)
(Détails en pages suivantes)

Edmond de Rothschild REIM (France) S.A.S.

35, boulevard des Capucines
75002 Paris
T. +33 1 40 06 00 00

ISRAËL

Edmond de Rothschild (Israel) Ltd.
20 Rothschild Boulevard
6688123 Tel Aviv
T. +972 3 713 03 00

LUXEMBOURG

Edmond de Rothschild (Europe)
(Détails en pages suivantes)

Edmond de Rothschild Private Equity Luxembourg S.A.

4, rue Robert Stumper
L-2557 Luxembourg
T. +352 26 74 22-1

MONACO

Edmond de Rothschild (Monaco)
Les Terrasses - 2, avenue de Monte-Carlo
BP 317 - 98006 Monaco Cedex
T. +377 93 10 47 47

Edmond de Rothschild Assurances et Conseils (Monaco)

Filiale d'Edmond de Rothschild (Monaco)
Les Terrasses - 2, avenue de Monte-Carlo
BP 317 - 98006 Monaco Cedex
T. +377 97 98 28 00

Edmond de Rothschild Gestion (Monaco)

Filiale d'Edmond de Rothschild (Monaco)
Les Terrasses - 2, avenue de Monte-Carlo
BP 317 - 98006 Monaco Cedex
T. +377 97 98 22 14

PAYS-BAS

Edmond de Rothschild REIM (Benelux) BV

Gustav Mahlerplein 121-123
1082 MS Amsterdam
T. +31 20 575 50 80

ROYAUME-UNI

Edmond de Rothschild (UK) Limited

Edmond de Rothschild Asset Management (UK) Limited

Edmond de Rothschild Capital Holdings Limited

Edmond de Rothschild Private Merchant Banking LLP

4, Carlton Gardens
London SW1Y 5AA
T. +44 20 7845 5900

Edmond de Rothschild REIM (UK) Limited

18, Savile Row
London W1S 3PW
T. +44 20 3206 7910

URUGUAY

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. Representación Uruguay*

World Trade Center Montevideo
Torre II - Piso 21
Avenida Luis Alberto de Herrera 1248
11300 Montevideo
T. +598 2 623 24 00

* En mars 2022, le Groupe a décidé de fermer cette entité. Dès lors, le processus de liquidation a été entamé.

Adresses

Edmond de Rothschild (Europe)

Siège

LUXEMBOURG

Edmond de Rothschild (Europe)

4, rue Robert Stumper
L-2557 Luxembourg
T. +352 24 88 1

Filiales

LUXEMBOURG

Edmond de Rothschild Assurances et Conseils (Europe)

4, rue Robert Stumper
L-2557 Luxembourg
T. +352 26 26 23 92

Edmond de Rothschild Asset Management (Luxembourg)

4, rue Robert Stumper
L-2557 Luxembourg
T. +352 24 88 27 32

Société en joint-venture

JAPON

Edmond de Rothschild Nikko Cordial Co., Ltd

3-3-1, Marunouchi, Shintokyo Bld. 3F,
Chiyoda-ku, Tokyo #100-0005
T. +81 3 3283-3535

Succursales à l'étranger

BELGIQUE

Agence principale de Bruxelles

Edmond de Rothschild (Europe) Succursale en Belgique

Avenue Louise 235 - Lobby A
1050 Bruxelles
T. +32 2 645 57 57

Agence d'Anvers

Edmond de Rothschild (Europe)

Frankrijklei 103
2000 Antwerpen
T. +32 3 212 21 11

ESPAGNE

Edmond de Rothschild (Europe) Sucursal en España

Avinguda Diagonal, 618, 9a
08021 Barcelona
T. +34 93 823 34 09

Edmond de Rothschild (Europe) Sucursal en España

Paseo de la Castellana 55
28046 Madrid
T. +34 91 364 66 00

PORTUGAL

Edmond de Rothschild (Europe) Sucursal em Portugal

Rua Dom Pedro V 130
1250-095 Lisbonne
T. +351 21 045 46 60

Adresses

Edmond de Rothschild (France)

Siège

FRANCE

Edmond de Rothschild (France)
47, rue du Faubourg Saint-Honoré
75401 Paris Cedex 08
T. +33 1 40 17 25 25

Agences en France

BORDEAUX

Edmond de Rothschild (France)
Hôtel de Saige
23, cours du Chapeau Rouge
33000 Bordeaux
T. +33 5 56 44 20 66

LILLE

Edmond de Rothschild (France)
116, rue de Jemmapes
59800 Lille
T. +33 3 62 53 75 00

LYON

Edmond de Rothschild (France)
27, rue Auguste Comte
69002 Lyon
T. +33 4 72 82 35 25

MARSEILLE

Edmond de Rothschild (France)
165, avenue du Prado
13272 Marseille
T. +33 4 91 29 90 80

NANTES

Edmond de Rothschild (France)
20, rue de la Contrescarpe
44000 Nantes
T. +33 2 53 59 10 00

STRASBOURG

Edmond de Rothschild (France)
6, avenue de la Marseillaise
67000 Strasbourg
T. +33 3 68 33 90 00

TOULOUSE

Edmond de Rothschild (France)
22, rue Croix Baragnon
31000 Toulouse
T. +33 5 67 20 49 00

Filiales en France

PARIS

**Edmond de Rothschild
Asset Management (France)**
47, rue du Faubourg Saint-Honoré
75401 Paris Cedex 08
T. +33 1 40 17 25 25

**Edmond de Rothschild
Corporate Finance**
47, rue du Faubourg Saint-Honoré
75401 Paris Cedex 08
T. +33 1 40 17 21 11

**Edmond de Rothschild
Private Equity (France)**
47, rue du Faubourg Saint-Honoré
75401 Paris Cedex 08
T. +33 1 40 17 25 25

**Edmond de Rothschild
Assurances et Conseils (France)**
47, rue du Faubourg Saint-Honoré
75401 Paris Cedex 08
T. +33 1 40 17 22 32

COGIFRANCE

63, rue La Boétie
75008 Paris
T. +33 1 45 61 65 00

Filiales à l'étranger

ALLEMAGNE

**Edmond de Rothschild
Asset Management (France),
Niederlassung Deutschland**
Main Building
Taunusanlage 16
60325 Frankfurt am Main
T. +49 69 244 330 200

CHINE

Zhanghai Fund Management Co Ltd.
29F Shidaijinrong Center 68
Yincheng Middle Road Pudong
200120 Shanghai

ESPAGNE

**Edmond de Rothschild
Asset Management (France),
Sucursal en España**
Paseo de la Castellana 55
28046 Madrid
T. +34 91 789 32 20

ITALIE

**Edmond de Rothschild (France)
Succursale italiana**
Corso Venezia 36
20121 Milano
T. +39 02 76 061 200

ROYAUME-UNI

**Edmond de Rothschild
Asset Management (France)**
4, Carlton Gardens
London SW1 5AA
T. +44 20 7845 5900